PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz N°60 Decembre 2017 Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr

L'aide de la Libye à la Révolution algérienne

L'INÉGALABLE GÉNÉROSITÉ

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

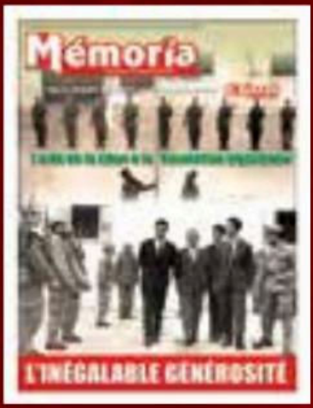
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz



Supplément
N°60 Décembre. 2017

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrices
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA
Ghazi NACEF

Rédaction
Adel FATHI
Boualem TOUARIGT
Dr Boudjemaâ HAICHOUR
Hassina AMROUNI
Meriem Maram HOUALI
Rachid LOURDJANE
Samia et Djamel OULMANE

Direction Artistique
Halim BOUZID
Salim KASMI

Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie

Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (23) 304 652
Fax : + 213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

LA BASE DIDOUCHE EN LIBYE

LE ROI IDRIS ES-SENNOUCI

L'AIDE DE LA LIBYE À LA RÉVOLUTION

P.7 Histoire
L'INÉGALABLE GÉNÉROSITÉ

P.11 Histoire
UNE SOURCE DE VIE

P.15 Histoire
LA BASE DIDOUCHE EN TERRE LIBYENNE

P.19 Histoire
LE ROI IDRIS ES-SENNOUCI ET LA LUTTE DE LIBÉRATION ALGÉRIENNE

P.23 Histoire
LES TRANSFERTS D'ARMES VUS PAR UN HISTORIEN FRANÇAIS

MUSTAPHA BEN HALIM

GUERRE DE LIBÉRATION

P.27 Histoire
DU CENTRE DE CHRISTIANISATION À LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

P.37 Histoire
Manifestations populaires du 11 décembre 1960
ECHEC AU PLAN DE GAULLE

P.41 Histoire
Cent trente-deux ans de violations des droits humains
LA FRANCE SAURA-T-ELLE SE FAIRE PARDONNER ?

LE CARDINAL LAVIGERIE

DÉCEMBRE 1960

MASSINISSA

FATMA N'SOUMER

JUGURTHA

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie

Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazaïr.com

Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

EL QODS

SEMAOUNE, LE VILLAGE MARTYR

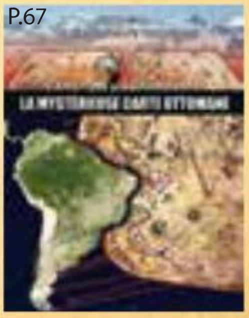
P.49 Histoire
YENNAYER, LE RETOUR AUX SOURCES DES BANU MAZIGH

P.53 Histoire
L'annonce a été faite par Emmanuel Macron, à partir d'Alger
RESTITUTION DES CRÂNES DES RÉSISTANTS ALGÉRIENS

P.57 Histoire
SEMAOUNE, LE VILLAGE MARTYR

P.63 Histoire
EL QODS, VILLE DES PRIÈRES ET DE LA PAIX

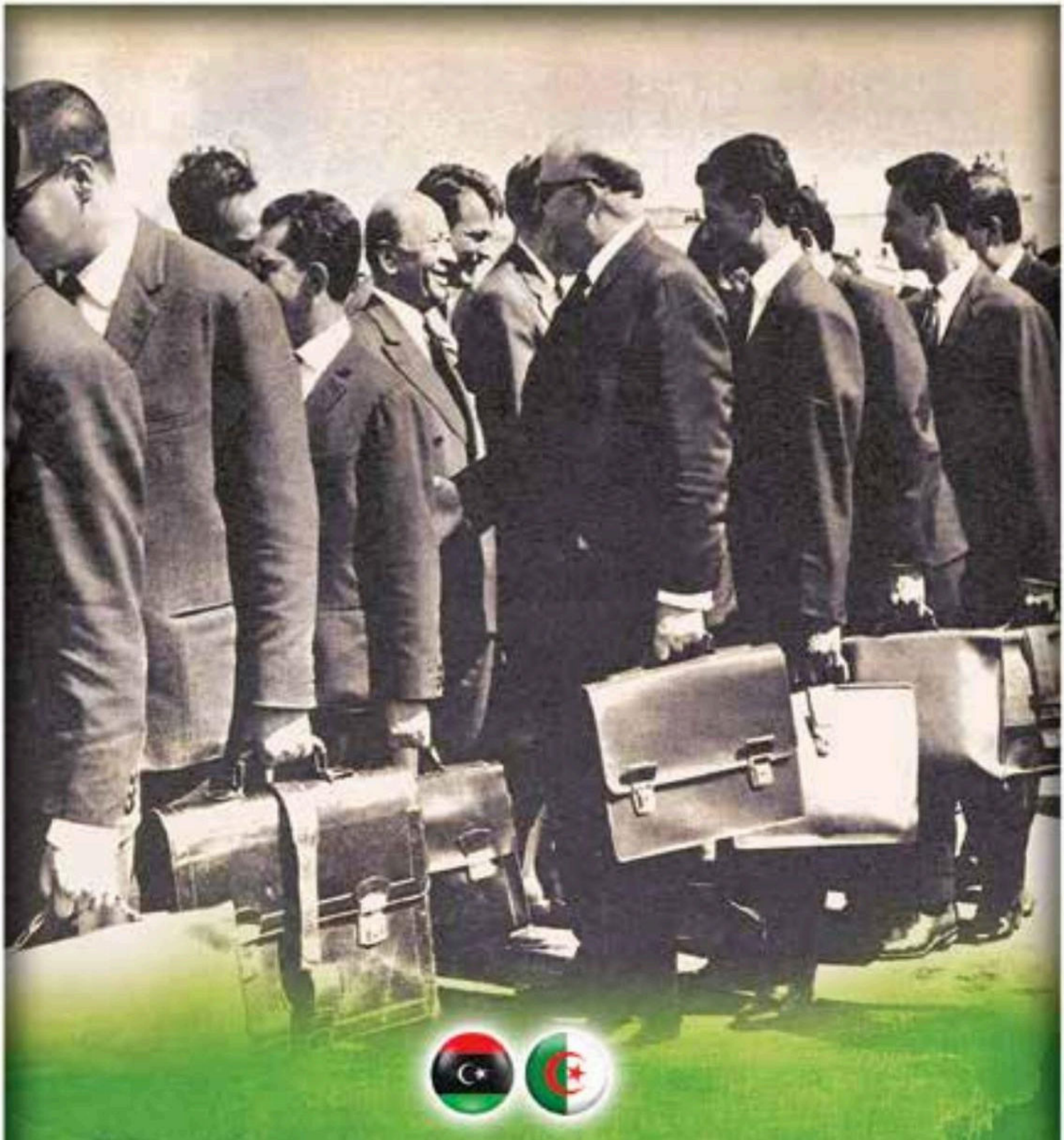
P.67 Histoire
L'Amérique précolombienne
LA MYSTÉRIEUSE CARTE OTTOMANE



HISTOIRE D'UNE VILLE

P.81 **BENI SAF, UNE VILLE MINIÈRE ET DE PÊCHE**

El-Djazaïr.com
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazaïr
Les promesses tenues du Président Bouteflika
ABDELMALEK SELLAL
Un homme d'État au service de la République
L'ANP relance l'industrie nationale
Oran
future métropole méditerranéenne
UNE STRATÉGIE EN ACTION
LE MAGAZINE PROMOTIONNEL DE L'ALGÉRIE
Mémoria
QU'EST-CE QUE LE MALG ?
08 Mai 1945
Un crime contre l'humanité
La bleuite,
COMPLOT OU CRIME IMPARDONNABLE ?
Le fondateur de l'État algérien
ALN ANP
LA PRISE DU POUVOIR
1er novembre 1954
LES ÉTAPES DU DÉCLENCHEMENT
PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE
www.eldjazaircom.dz
www.memoria.dz



L’aide de la **Libye** à la **Révolution algérienne**

L’INÉGALABLE GÉNÉROSITÉ

Par Fateh Adli

Guerre de libération

Histoire

S'il est moins connu, parce que sans doute moins médiatisé, l'apport de la Libye pour la bonne marche de la Révolution algérienne n'en est pas moins important. On peut même dire que l'attitude des dirigeants du royaume de Libye, sous le roi Idris El-Sennousi aux origines algériennes, est la plus désintéressée de toutes les solidarités qui se sont formées en faveur de l'Algérie en lutte, à telle enseigne que jamais les frères libyens n'ont essayé, par exemple, de monnayer leur soutien pour soutirer, a posteriori, des dividendes politiques – comme d'autres frères ont été tentés de le faire – ou pour s'ingérer dans les affaires internes des militants algériens, alors que, pour laver leur « linge sale », ces derniers préféraient se réunir dans la capitale libyenne. L'épisode crucial du congrès de Tripoli (juin 1962) marquera, d'ailleurs, à jamais le destin de la Révolution algérienne.

S'il est moins connu, parce que sans doute moins médiatisé, l'apport de la Libye pour la bonne marche de la Révolution algérienne n'en est pas moins important. On peut même dire que l'attitude des dirigeants du royaume de Libye, sous le roi Idris El-Sennousi aux origines algériennes, est la plus désintéressée de toutes les solidarités qui se sont formées en faveur de l'Algérie en lutte, à telle enseigne que jamais les frères libyens n'ont essayé, par exemple, de monnayer leur soutien pour soutirer, a posteriori, des dividendes politiques – comme d'autres frères ont été tentés de le faire – ou pour s'ingérer dans les affaires internes des militants algériens, alors que, pour laver leur «linge sale», ces derniers préféraient se réunir dans la capitale libyenne. L'épisode crucial du congrès de Tripoli (juin 1962) marquera, d'ailleurs, à jamais le destin de la Révolution algérienne.

Ahmed Ben Bella

Ainsi, cette aide des Libyens fut-elle sans conditions et sans limites. C'est, faut-il rappeler, en Libye que les maquisards algériens sont venus se procurer les premières armes qui vont servir au déclenchement de l'insurrection, le 1er novembre 1954. Ces armes étaient au début achetées au niveau de certaines bases britanniques, notamment à El-Adhma, par l'entremise de démarcheurs libyens. Le territoire libyen était également la zone de

Mostefa Benboulaid blessé lors de son arrestation au poste frontalier de Ben Guerdane en 1955

transit pour les armes qui venaient d'Egypte et étaient momentanément stockées à Tripoli, où des réseaux algériens, aidés souvent par des Libyens ou des nationalistes tunisiens, se chargeaient de les acheminer directement en Algérie. Ahmed Ben Bella et Mostefa Benboulaïd y venaient fréquemment pour superviser eux-mêmes les opérations d'achat et d'achemine-

Levée du drapeau à la base Didouche en Libye

ment d'armes et de munitions qui prenaient des chemins divers. Ces opérations connaitront un second souffle à partir de 1957, à la suite de l'ouverture du *« front du Grand Sud »*, décidé par le CCE.

La Libye était également une zone de transit pour les Algériens qui partaient en Egypte et, plus généralement, vers tous le Machrek. Ce qui lui valut, chez les historiens, le label honorifique de *« poumon de la révolution algérienne »*.

Le soutien de la Libye s'illustra particulièrement durant les deux dernières années de la guerre avec l'installation près de Tripoli, de la plus grande structure de renseignements et de transmissions de l'ALN, baptisée *« Base Didouche Mourad »*, où plus de 1 500 cadres algériens étaient autorisés à exploiter une vieille caserne britannique et à se déplacer librement dans tout le pays, sans restriction aucune. Cette base était utilisée, entre autres, pour assurer les liaisons entre toutes les antennes des transmissions de l'ALN qui étaient disséminées à travers plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Ahmed Bouda

Le roi Idriss

La capitale libyenne abritait fréquemment des réunions de tra-

Tewfik El Madani et Ahmed Ben Bella

vail de haut niveau des différents responsables de la Révolution qui y venaient d'Algérie, de Tunisie, d'Egypte et de partout. Il faut savoir que les troisième, quatrième et cinquième congrès du FLN, sans compter la dernière réunion du CNRA, dite « congrès de Tripoli », eurent lieu à Tripoli. Le choix de la capitale libyenne s'explique par des atouts essentiels qui y étaient réunies : l'isolement, la sécurité et les moyens mis à leur disposition par les autorités locales.

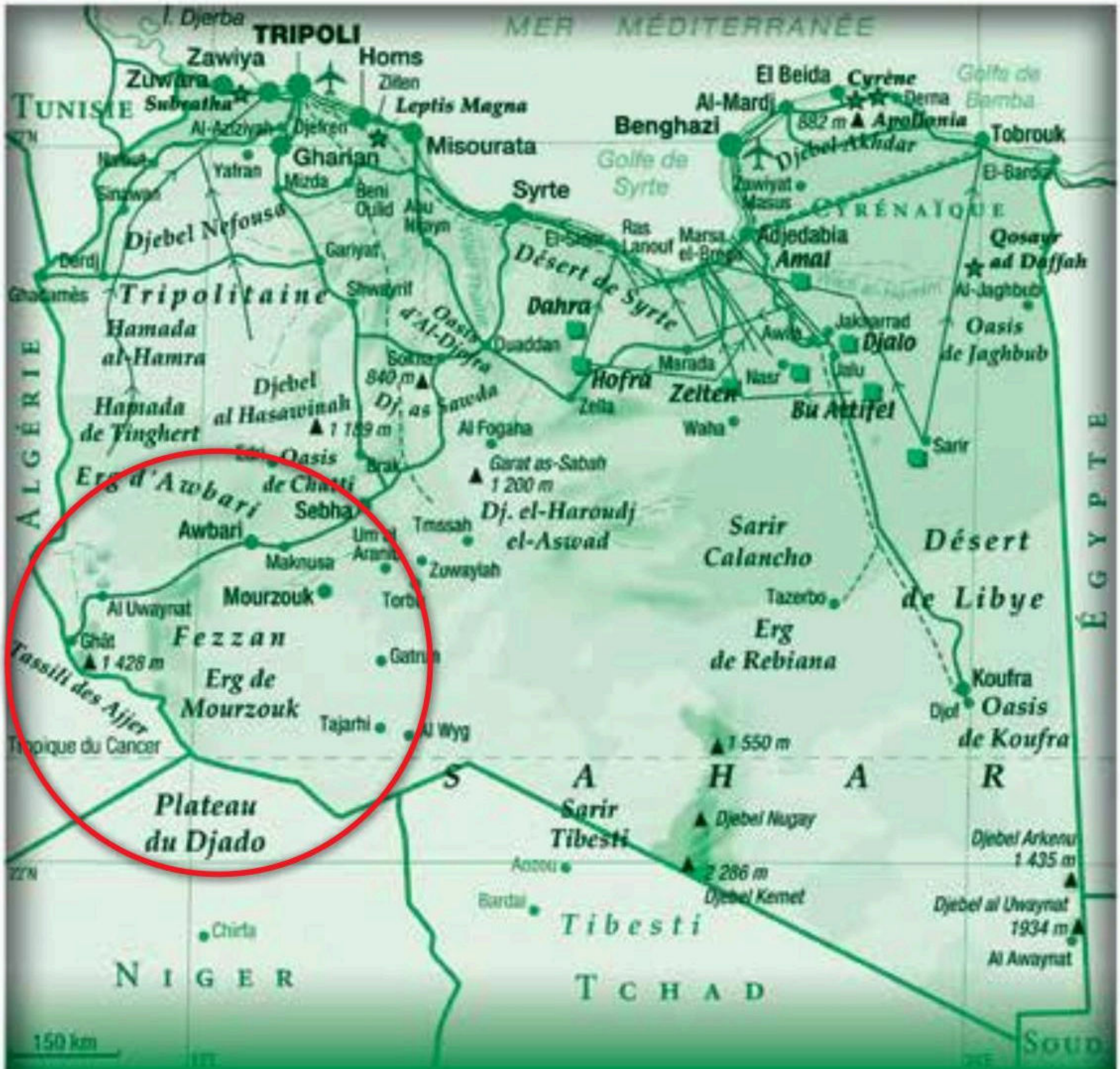
Cette effervescence des militants algériens en Libye était portée par une représentation particulièrement dynamique du FLN/ALN à Tripoli, avec à sa tête Ahmed Bouda, ancien militant du mouvement national et fin diplomate. Ces réunions étaient systématiquement mises sous haute protection des autorités libyennes. Au plan diplomatique, le gouvernement de Libye a fait preuve d'un soutien indéfectible au niveau des tribunes internationales. Le roi Idris a, lui-même, pris à plusieurs reprises la parole pour exprimer cette position. Lors d'une rencontre à Tripoli, avec Tewfik El-Madani, ministre du GPRA, le roi a affirmé devant les médias que la Libye *«roi et peuple, ne soutient pas seulement le combat libérateur de l'Algérie, mais y adhère corps et âme»*. En dépit des pressions intenses qu'a exercées la France, par l'intermédiaire de ses alliés britanniques et américains, raison de cette position, le gouvernement libyen n'a jamais cessé son soutien à la révolution algérienne.

Sur un autre plan, les Libyens ont apporté un soutien financier des plus conséquents aux révolutionnaires et réfugiés algériens qui se trouvaient en Tunisie, à travers des dons réguliers destinés directement aux responsables du FLN. Si nous ne disposons pas de statistiques exhaustives sur les sommes versées en guise de soutien à la lutte du peuple algérien contre l'occupation française, de nombreux témoignages attestent d'une contribution généreuse et ininterrompue. La Libye est sans doute le premier pays où ont été mis en place des comités de collecte d'aides à la lutte du peuple algérien. Ces comités avaient des représentations dans toutes les villes libyennes, ce qui a considérablement consolidé cet élan de solidarité, unique dans les annales.

Au plan populaire, les Libyens ont, à maintes reprises, manifesté leur soutien à la cause algérienne. Le geste le plus expressif et le plus retentissant fut sans doute la campagne de boycott lancée par le gouvernement de ce pays frère, et suivie unanimement par le peuple, contre tous les produits français ou transitant par la France vers le territoire libyen, en signe de solidarité avec le peuple algérien opprimé.

Il y a eu aussi l'engagement, héroïque mais peu connu, des Libyens dans la lutte armée algérienne contre l'armée français. Un des exemples les plus édifiants de cette communion entre les deux peuples est la bataille d'Issine, qui s'est déroulée en 1957 près des frontières algéro-libyennes, où le sang libyen s'est mêlé au sang algérien.

Adel Fathi



Une source de survie

Par Fateh Adli

Bien avant le déclenchement de l'insurrection en Algérie, les membres de la délégation de l'extérieur se sont déménés pour chercher des sources d'approvisionnement en armes et en munitions. Ils ont très tôt opté pour la Libye. Ce pays était alors indépendant, mais soumis encore à une forme de protectorat britannique qui allait indirectement profiter aux «marchands d'armes» algériens, lesquels, guidés par des intermédiaires ou des officiers libyens, venaient s'approvisionner dans les bases militaires britanniques.

Aussi, le gouvernement local, conduit par Mustapha Ben Halim, homme de confiance du roi Idris El-Sennouci, dont tout le monde savait déjà qu'il avait des origines algériennes, s'est ouvertement déclaré solidaire des Algériens et de leur lutte pour l'indépendance, et leur a ouvert toutes les portes. Ben Halim a, lui aussi, pris des positions courageuses en faveur de la cause algérienne.

C'est Ahmed Ben Bella qui fut chargé d'étudier le terrain et de superviser les premières opérations sur le sol libyen. D'abord, parce qu'il s'y était déplacé à plusieurs reprises avant le déclenchement de la Révolution, et avait une bonne connaissance des gens et des responsables libyens. Ensuite, parce qu'il avait la confiance des services secrets égyptiens, lesquels s'étaient proposés d'aider les Algériens par le financement de gros lots d'armes et de munitions et d'assurer leur acheminement jusqu'en Libye. Le premier chargement a été effectué dans la nuit du 5 au 6 décembre, et sur un vieux petit port à l'est

Mustapha Ben Halim

de Tripoli que le navire va déposer sa cargaison, dans la nuit du 7. De là, les armes devaient être transportées par camions, sous la supervision d'Ahmed Ben Bella et d'un colonel libyen affecté par son état-major, Abdelhamid Darni. Ils se chargèrent de les cacher dans une cave du domicile même dudit officier libyen. Dans ses Mémoires, le futur président de la République algérien parle de centaines de pièces d'armes automatiques diverses, que lui, son compagnon libyen et une troisième personne, ont dû porter sur leurs épaules pour les charger dans les camions.

Premier couac, les agents algériens chargés de récupérer ces armes et de les transporter vers les maquis de l'Est, et notamment aurèssiens, ont mis plus d'un mois pour arriver. Les armes ont été acheminées à dos de chameaux en Tunisie, par la frontière libyenne, en deux étapes. La première jusqu'à une zone de stockage en Tunisie, et la deuxième, de cette zone à travers la région de Kef, par les Algériens eux-mêmes, jusqu'aux Aurès. C'est ainsi que le premier envoi d'armement est parvenu aux combattants algériens.

Le succès de l'opération encouragea les mêmes acteurs à refaire l'expérience plusieurs fois. Mais, plus tard, les armes étaient désormais achetées sur place par des volontaires libyens, notamment dans des camps anglais de la province de Barka, et particulièrement à la base d'El-Adhma. Constitués eux-mêmes en réseau, les militants libyens se chargeaient de les convoyer jusqu'à la

pour une fois, à se plaindre auprès u commandement de la Révolution algérienne. Cela n'empêchera pas toutefois les Libyens de continuer à assurer leurs frères algériens de leur soutien actif.

Cette nouvelle situation va de nouveau obliger Ahmed Ben Bella à piloter en personne les opération d'achat et de convoi d'armes, en se rendant en Libye pour acheter à Tripoli la plus grande quantité possible d'armes et de munitions dans la base navale américaine, puis les acheminer directement en Algérie.

Ces premiers succès amèneront les autorités françaises à exercer des pressions intenses sur Tripoli, via l'armée britannique qui y disposait d'une importante base, pour durcir les mesures de contrôle et de répression contre

frontière tunisienne, en prenant parfois des risques avec les autorités tunisiennes qui n'étaient pas tout le temps permissives.

Un incident grave, l'assassinat du chef du protocole royal libyen, provoqua des mesures de contrôle très strictes avec en particulier la fouille des véhicules allant ou venant de Barka. Aussi, l'attaque menée en 1957 par une unité de l'ALN, sous la conduite du commandant Idir, dans le cadre de l'offensive conçue par l'état-major pour l'ouverture du « front Sud », obligea ce dernier à se retirer au-delà des frontières avec la Libye. En représailles, l'armée coloniale française bombardera intensément le territoire libyen, ce qui amena les autorités libyennes,

De g. à dr. debout: Mohamed Terbouche, Kaddour Ladlani, Mahieddine Moussaoui, Ali Haroun, Rabah Bouaziz, Nordine Bensalem. Assis: Abdelkrim Souissi et Messaoud Kesrani, à Tunis en route pour Tripoli pour la réunion du CNRA en 1962

Visite à la base Ben M'hidi à Tripoli en 1962.
de g. à dr. Kaddour Ladlani, Hadj Lakhdar, Abdelhafid Boussouf, Omar Boudaoud, Abdelkrim Souici, Ali Haroun

tout trafic d'armes sur le sol libyen et, par ricochet, contre l'engagement pro-algérien dans toute la région d'Afrique du Nord. Mais, rien n'y fit, puisque les caravanes d'armement continuaient à affluer vers l'Algérie, en passant par la Tunisie. Les opérations étaient même devenues plus fluides et plus sûres, depuis notamment l'installation, dès 1957, de tout un détachement de l'ALN dans l'oasis de Fezzan, avec l'autorisation de Tripoli et du gouverneur de cette province, Abdeldjalil Seif-Ennasr.

Ce détachement était chargé de convoyer les caravanes d'armement jusqu'au-delà des frontières tunisiennes, où d'autres sections prenaient automatiquement le relais. Seule la construction de la double ligne électrifiée le long des frontières, à partir de 1959, va atténuer cet afflux d'armes provenant de la Libye. L'armée coloniale savait que c'était le seul moyen de couper l'insurrection algérienne de son environnement régional, qui était en même temps sa grande source de survie.

Adel Fathi

De g. à dr. : Le colonel Athmane, Commandant Azzedine, Dehiles (Colonel Sadek), Medeghri, Omar Boudaoud, à Tripoli.

« La Base DIDOUCHE » en terre libyenne

Par Fateh Adli

Le défunt Abdelkrim Hassani, officier de l'ALN, responsable national de la formation des opérateurs radio, commandant de la base nationale Didouche-Mourad.

Lorsque le commandement de la Révolution, incarné par le GPRA, à travers son ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), sentit le besoin de centraliser ses services de documentation et de renseignement et de protéger notamment ses archives, qui commençaient à gagner en ampleur, les dirigeants ont aussitôt songé à la Libye pour y créer ce qui deviendra le centre névralgique de l'ALN, jusqu'à la fin de la guerre ou, plus précisément, jusqu'au jour où le clash entre le GPRA et l'Etat-major général mettra fin à son fonctionnement, au moment où il était à son apogée.

1- Abdelhafid Boussouf, 2- Omar Boudaoud à la base Didouche-Mourad

Le choix de la Libye n'était pas fortuit, puisque c'était le pays qui réunissait toutes les conditions nécessaires pour l'installation d'une base censée être secrète et qui, elle-même, exigeait la discrétion et la sécurité les plus totales. Chose qui n'était point garantie ni au Maroc ni en Tunisie, où se trouvait l'essentiel des structures dirigées par le MALG, facilement repérables par l'ennemi et exposées à une multitude d'obstacles.

Créée en juillet 1960, cette centrale avait, comme nom officiel, la Base nationale d'exploitation et de coordination (BNDEC), baptisé au nom du chahid Didouche Mourad. Elle était sous la tutelle directe du MALG et de son chef, le colonel Abdelhafid Boussouf. Son responsable était Abdelkrim Hassani, dit Si El-Ghaouthi.

Boussouf a étudié le projet avec Ahmed Bouda, qui était alors représentant du GPRA à Tripoli, lequel a aussitôt pris contact avec les responsables libyens. Ces derniers ont accepté sans attendre la demande des Algériens, en mettant à leur disposition une grande caserne qui venait d'être évacuée par les Anglais, située à une vingtaine de kilomètres au sud de Tripoli, en plein désert.

Dans un rapport de constat établi par Bouzid Abdelkader dit Abou El-Feth, un des cadres du MALG, dépêché sur les lieux, le bâtiment choisi semblait réunir les caractéristiques topographiques idéales pour une base de documentation : isolé, sécu-

Abderrahmane Berrouane dit Saphar Hadj

De g. à dr. : 1- Bouzid Abdelkader dit Abou El Feth. 2- Mustapha Hadjadj-Aoul dit Mahfoud. 3- Hakiki dit Rachid

La première promotion des transmissions baptisée Promotion « Zabana ». Août-septembre 1956
1- Mustapha Hadjadj-Aoul dit Mahfoud. 2- Abderrahmane Berrouane dit Saphar. 3- Commandant Omar Telidji en civil.

risé et assez vaste. Avec l'aide de frères libyens, les responsables du MALG ont rapidement aménagé et équipé la caserne. Au bout de quelques semaines, la base était fin prête pour recevoir des centaines de cadres issus des différentes directions du MALG et venant de partout, en même temps que les archives et divers documents transférés essentiellement de Tunisie et du Maroc, soit par avion soit par bateau.

Dans son témoignage, l'ancien directeur de la DVCR (Direction de la vigilance et du contre-espionnage), Abderrahmane Berrouane dit Saphar, affirme que cette base leur a définitivement réglé *« le triple problème de sécurité, de centralisation et de coordination entre les différents services, qui se posait jusque-là avec acuité »*. Entre autres missions dévolues à cette base : établir des synthèses en temps réel à l'adresse des négociateurs du GPRA pendant tous les rounds de pourparlers engagés avec le gouvernement français.

A la Base Didouche, les cadres avaient, malgré l'isolement et l'éloignement géographique, tous les moyens nécessaires pour se déplacer librement en véhicules. Les autorités libyennes n'ont jamais entravé leur circulation, y compris pour aller en Egypte. Ce qui permettait aux responsables de la base de rester en contact avec Tripoli, et notamment le représentant du GPRA, Ahmed Bouda, qui les a aidés à installer un poste-radio dans la capitale même. Il faut rappeler

que durant la même période, le CNRA se réunissait régulièrement à Tripoli, profitant des conditions de sécurité qui y régnaient. Ces réunions étaient non seulement autorisées par les autorités libyennes, mais étaient aussi surveillées par des agents de police affectés à cette mission et coordonnés par un haut gradé. Le moindre mouvement suspect était repéré et signalé aux responsables algériens qui réagissaient en conséquence.

Très vite, la base Didouche acquit une renommée dépassant les frontières de la Libye. Presque tous les dirigeants de la Révolution l'ont visitée, à commencer par le président du GPRA Ferhat Abbas, qui était venu, accompagné d'une importante délégation, pour remercier et encourager les cadres en poste. Malheureusement, le conflit au sommet s'est négativement répercuté sur le travail de cette base. Les pro-Boumediene, conduits par un Khelifa Laroussi, qui était pourtant un homme de confiance de Boussouf, s'emparèrent des archives qui y étaient conservées et, du coup, sommèrent les cadres et djounoud de choisir leur camp.

Il va sans dire que cette confrontation, largement relatée par d'anciens membres de cette base dans leurs Mémoires, s'est déroulée à l'insu des autorités libyennes qui n'auraient pas accepté que des règlements de compte aient lieu sur leur territoire, même s'ils ont rarement essayé de s'immiscer dans les affaires internes de leurs hôtes, qui étaient avant tout leurs frères. Car, c'est avec tristesse et amertume qu'ils vont assister, impuissants, au grand déballage de juin 1962, à l'occasion de la tenue de la dernière réunion du CNRA, communément appelée *« congrès de Tripoli »*.

1- Abdelkrim Hassani dit Si El Ghaouti, 2- Nelson Mandela

De g. à dr.: Rabah Bitat, Hocine Aït Ahmed, Abdelkrim Hassani et Ahmed Ben Bella

A la démobilisation, les membres qui étaient restés en poste *(parce que la pluparts étaient partis avec la troupe dépêchée par Boumediene)* ont tenu, avant de partir, à remettre tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant aux Libyens. Une façon d'exprimer leur reconnaissance pour tout ce que ce pays frère avait consenti et risqué pour le triomphe de la cause algérienne.

Adel Fathi

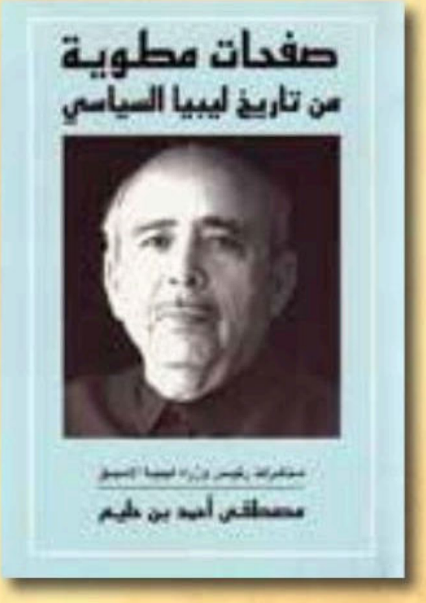
LE ROI IDRIS ES-SENNOUCI ET LA LUTTE DE LIBÉRATION ALGÉRIENNE

Par Fateh Adli

Descendant d’une famille algérienne de l’ouest du pays, fondatrice de la célèbre confrérie religieuse «Essenoussiya», Mohamed-Idris Es-Sennouci est le petit-fils Mohamed Ben Ali Sennouci auquel il succède comme chef de la confrérie en 1916 avant d'être contraint de s'exiler en Egypte en 1923. Reconnu comme émir de Cyrénaïque par le Royaume-Uni en 1946, il est proclamé roi de Libye le 24 décembre 1951, lors de l'accession du pays à l'indépendance.

Le 1er septembre 1969, alors qu'il est en traitement médical en Turquie, il est déposé par le jeune officier Mouammar Kadhafi. En 1972, il est condamné à mort par contumace. Il dut ensuite s’exiler en Egypte, où il meurt le 25 mai 1983, à l'âge de 94 ans.

Cet homme s’est distingué durant son règne qui dura dix-huit ans par un soutien indéfectible, quasi mystique, à la cause algérienne. Dans ses Mémoires parues dans les années 1990, le diplomate Mustapha Ahmed Ben Halim, qui



fut aussi ancien Premier ministre, relate avec force détails les formes de soutien et les différentes positions honorables adoptées par le souverain libyen vis-à-vis de la Révolution algérienne.

Dans le chapitre consacré à cet épisode, Ben Halim raconte qu'au lendemain du déclenchement de l'insurrection en Algérie, il a été reçu par le président égyptien Gamal Abdennacer, au Caire, pour lui soumettre un plan d'aide prévu pour approvisionner les révolutionnaires algériens en armes et en munitions. Ce plan devait se dérouler comme suit : les Saoudiens financeront les armes et autres équipements de combat, que les services secrets égyptiens se chargeront d'acheter et d'acheminer ensuite jusqu'en terre libyenne, et de là, les responsables libyens prendront le relais pour les transporter jusqu'aux frontières avec l'Algérie et les remettre directement aux combattants algériens.

Le roi Idris donna aussitôt son accord et enjoignit à tous les responsables de prendre les dispositions nécessaires pour réussir cette opération. Le jour *« J »*, un détachement de l'armée libyenne dans la province de Barka, sous la conduite du général Mahmoud Bougouitine, se chargea d'escorter cette première caravane d'armement le long du littoral. A Tripoli, un groupe d'officiers, sous le commandement du colonel Abdelhamid Darna *(voir article par ailleurs)*, prit en charge l'opération, avec l'aide de militants algériens

Ahmed Ben Bella

Général De Gaulle

dépêchés sur les lieux *(on pense notamment à Ahmed Ben Bella)*. Des opérations similaires se suivront pendant près d'une année.

Le diplomate libyen tient à rappeler que les autorités de son pays, pour éviter d'attirer le moindre soupçon sur ces mouvements secrets, continuait à simuler une *« parfaite neutralité »* dans le conflit franco-algérien. Dans les discours officiels, Tripoli prônait, en effet, le dialogue et une solution pacifique et négocié entre les révolutionnaires algériens et les autorités françaises. Alors qu'au même moment, le gouvernement libyen autorisait la création de comités populaire pour la collecte de fonds à destination des maquisards algériens, dans toutes les villes du pays, tout en s'en disculpant devant les diplomates français et les représentants des chancelleries européennes, en disant ne rien pouvoir faire face à cet élan de solidarité *« populaire et de nature spontanée »*. Cela dit, les dirigeants libyens ne manquaient pas une occasion pour rappeler à leurs interlocuteurs français les malheurs vécus par le peuple algérien sous l'occupation, et le devoir de cesser la politique répressive pratiquée par l'armée coloniale contre les populations civiles.

Autre geste diplomatique fort à l'actif des Libyens, il faut savoir aussi que le roi Idris a officiellement écrit au général Charles de Gaulle pour lui demander la libération des cinq dirigeants du FLN détenus en France, à la suite de leur arrestation spectaculaire lors du détournement d'un avion de la compagnie aérienne marocaine à destination de Tunis, le 22 octobre 1956, ou tout au moins, de transformer la peine de prison à une assignation à résidence surveillée. Mustapha Ben Halim affirme que le président français a répondu au roi Idris par voie de lettre remise à l'ambassadeur de Libye à Paris, dans laquelle il promettait au souverain libyen d'exaucer son vœu. Quelques jours plus tard, les *« cinq »* seront, en effet, transférés dans une villa à Charente-Maritime.

Les cinq dirigeants du FLN détenus en France suite à leur arrestation lors du détournement d'un avion de la compagnie aérienne marocaine à destination de Tunis, le 22 octobre 1956

Mustapha Ben Halim

En janvier 1961, le chef du gouvernement libyen de l'époque, Mohamed-Othmane Essayed, reçoit un émissaire du général de Gaulle, Comte de Paris, qui portait un message au roi Idris. Dans ce message, le chef d'Etat français tenait à assurer que la France *« était en quête d'une solution viable à la question algérienne qui puisse à la fois garantir les intérêts des Algériens et satisfaire les attentes arabes »*. De Gaulle souhaitait, néanmoins, des dirigeants arabes, et notamment du roi Idris, de comprendre *«les circonstances intérieures»* de son pays, et de l'aider à concrétiser ce projet. En effet, quatre mois plus tard, les négociations d'autodétermination commencèrent à Evian.

Au congrès de Tripoli : à g. Si Slimane, El Hadj Lakhdar, Mostéfa Merarda et Gaid Ahmed

Dans le même sillage, l'auteur des Mémoires rappelle aussi, pour illustrer cette fraternité inébranlable entre les deux peuples algérien et libyen, la visite effectuée à leur libération par les cinq détenus en Libye, où ils ont été accueillis en héros. Reçus par le roi Idris, celui-ci les exhorta, d'après Mustapha Ben Halim, à faire montre d'un esprit d'abnégation et à transcender *« leurs divergences qui risquent, éventuellement, de nuire à l'Algérie et à son indépendance ». Il leur conseilla de suivre le célèbre hadith qui dit : « Nous sommes revenus du petit djihad au grand djihad »*. Le grand djihad, c'est la construction du pays.

Adel Fathi

LES TRANSFERTS D'ARMES VUS PAR UN HISTORIEN FRANÇAIS

Par Fateh Adli

L'historien français Jacques Valette s'est penché sur l'histoire complexe des transferts d'armement organisés en Libye au profit des maquis algériens, en se référant essentiellement à des archives de l'armée françaises. Ce qui signifie, a priori, que ses analyses ne peuvent qu'être tronquées, voire orientées. Mais c'est une version qu'il faut lire.

L'historien français Jacques Valette

Dans une étude axée à l'origine sur la présence du FLN en Tunisie à partir de 1956, parue dans la revue spécialisée Guerres mondiales et Conflits contemporains (n°244, 2006), l'auteur estime, d'entrée, que durant cette année charnière dans l'histoire de la lutte algérienne pour l'indépendance, les services spéciaux français ont réussi à identifier *« l'origine, les points de passage et les dépôts d'armes existants provenant de Libye via la Tunisie. «La frontière, écrit-il, fut surveillée par des pelotons de cavaliers auxiliaires tunisiens et par trois pelotons de légionnaires méharistes. La recherche aérienne fut des plus efficaces : faute d'appareils adaptés, les avions de la compagnie Air Tunisie surveillent les pistes entre Fort Saint et le Chott El-Gharsa. »*

L'historien affirme que peu de convois ont pu échapper grâce à ces multiples dispositifs. *« Pour gagner du temps, poursuit-il, les charges étaient passées au détecteur, les animaux d'un convoi surpris la nuit étaient abattus pour éviter leur fuite, un individu faisant de même était abattu. On conseillait de se méfier des escortes restées cachées sur le côté. Cette surveillance était difficile dans ces régions arides, où la frontière était imprécise, où les mêmes tribus la chevauchaient, où, enfin, des axes de transhumance étaient suivis traditionnellement par des nomades ».*

Il reconnait, toutefois, qu'à la fin de l'été 1956, le trafic s'est amplifié. Son axe principal aboutit à Tunis. Dans la région de Gafsa, des «contrebandiers connus» amènent aussi bien du thé, du café et du tabac que des armes. Un véritable marché d'armes a été découvert dans le petit centre de Masbah Ennifa, armes arrivant

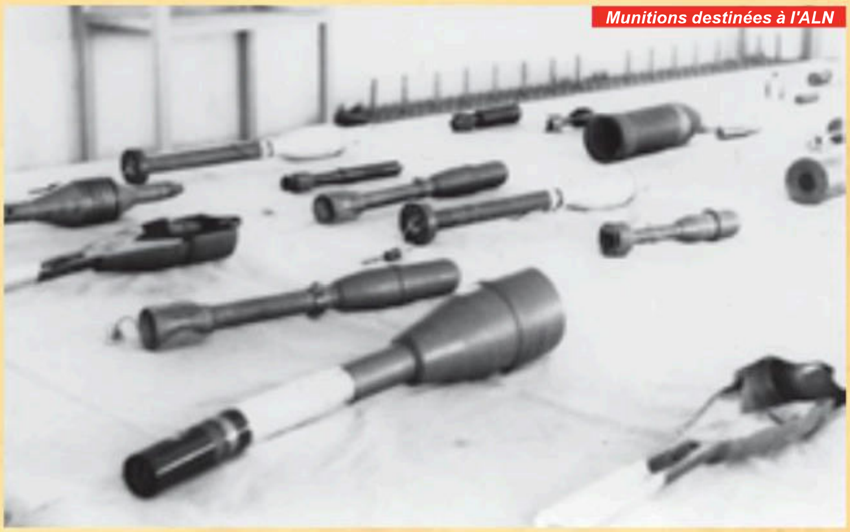
de Libye par Mareth et stockées dans une montagne voisine. Toujours s'appuyant sur des documents de l'armée coloniale, l'auteur ajoute qu'en Libye, quatre dépôts d'armes étaient connus. *« On savait même qu'ils étaient inspectés par le chef suprême des fellaghas d'Afrique du Nord »*, allusion à un certain Azziz Azzouz, militant youssefiste tunisien spécialisé dans les achats d'armement.

L'auteur évoque, dans le même sillage, le rôle central joué par Ahmed Ben Bella dans cette extraordinaire épopée révolutionnaire en terre libyenne. Il parle d'une organisation dénommée «Comité de commandement extérieur du Comité de Libération de l'Afrique du Nord», qui servait, selon ses termes, de «couverture» pour les services secrets égyptiens. «Ben Bella fait le commerce des armes, se déplaçant du Caire à Tripoli et au Maroc espagnol ; il dispose d'une sorte d'état-major à Tripoli, de trois hommes et de locaux nombreux pour héberger les fidèles et stocker les armes. Le Néo-Destour lui a cédé son ancien bureau. Il manipule aussi un réseau de sympathisants». L'auteur cite un menuisier d'origine marocaine qui reçoit, à Hillal, les armes débarquées et les fait transporter par camions à Tripoli, mais aussi dans un camp et les locaux d'un ancien consulat à Casto Benito ; une station expérimentale d'agrumes à Gariane, à 80 km de Tripoli ; un ancien camp à Zanzour, à 20 km de Tripoli, enfin cinq postes tenus par le FLN couvrent la piste vers la frontière.

Dans son analyse, cet historien français juge que cette organisation est dangereuse, car elle remplit une double mission : une *« liaison de commandement avec les rebelles d'Algérie et le comité du Caire »*, et le ravitaillement des combattants algériens «en armes, munitions, tenues et équipements militaires», selon les termes d'un rapport français. Ainsi, selon lui, les uniformes sont taillés par de petits tailleurs de la Medina de Tripoli, les transports sont assurés par «une maison d'exportation et d'importation de Tripoli». On apprend aussi que le bureau de Ben Bella reçoit les envoyés des zones d'Algérie, venant prendre les ordres et recevoir les armes, et que des instructions sont portées en Algérie par un Libyen engagé à cette fin.

Différentes armes destinées à l'ALN

L'auteur donne des détails des opérations d'achat d'armes qui se faisaient pourtant dans le secret le plus total. *«Les armes, précise-t-il, sont débarquées à Marsa-Hillal, achetées par des professionnels à des militaires anglais ou américains des camps de Sabrat et de Sarnem. Elles sont entreposées dans un marabout ou dans une cave, à la Marsa, en Tunisie. Seules de petites quantités passeraient en Algérie, sur des caravanes de deux ou trois animaux de bât. Pourtant, dès novembre 1955, on estimait à 7 tonnes les armes conservées dans le massif de Adjeres »*. Il note que la police libyenne « *laisse faire* », même elle remet au Bureau du FLN, d'après l'auteur, tout Algérien en situation irrégulière. *« Mais comme elle est payée irrégulièrement, se rattrape-t-il, elle est peu sûre et n'hésite pas à signaler au consulat de France à Tripoli les passages par la frontière tunisienne ».*


Munitions destinées à l'ALN

En septembre 1956, les flux des passages ne tcessaient de croitre. *« Une telle activité, enchaîne l'auteur, finit par inquiéter la police libyenne, toujours contrôlée par des Anglais, le ministre de la Défense demanda à être informé des arrivages d'armes. Quant au gouvernement tunisien, il comprit son impuissance. Les armes arrivaient par le Sud, par l'axe Ben Gardane - Ghadames - Fort Flatters - Fort Lallemand - Ouargla. Les armes, portées par des chameaux, sont, en territoire tunisien, chargées sur des camions officiels tunisiens ».*

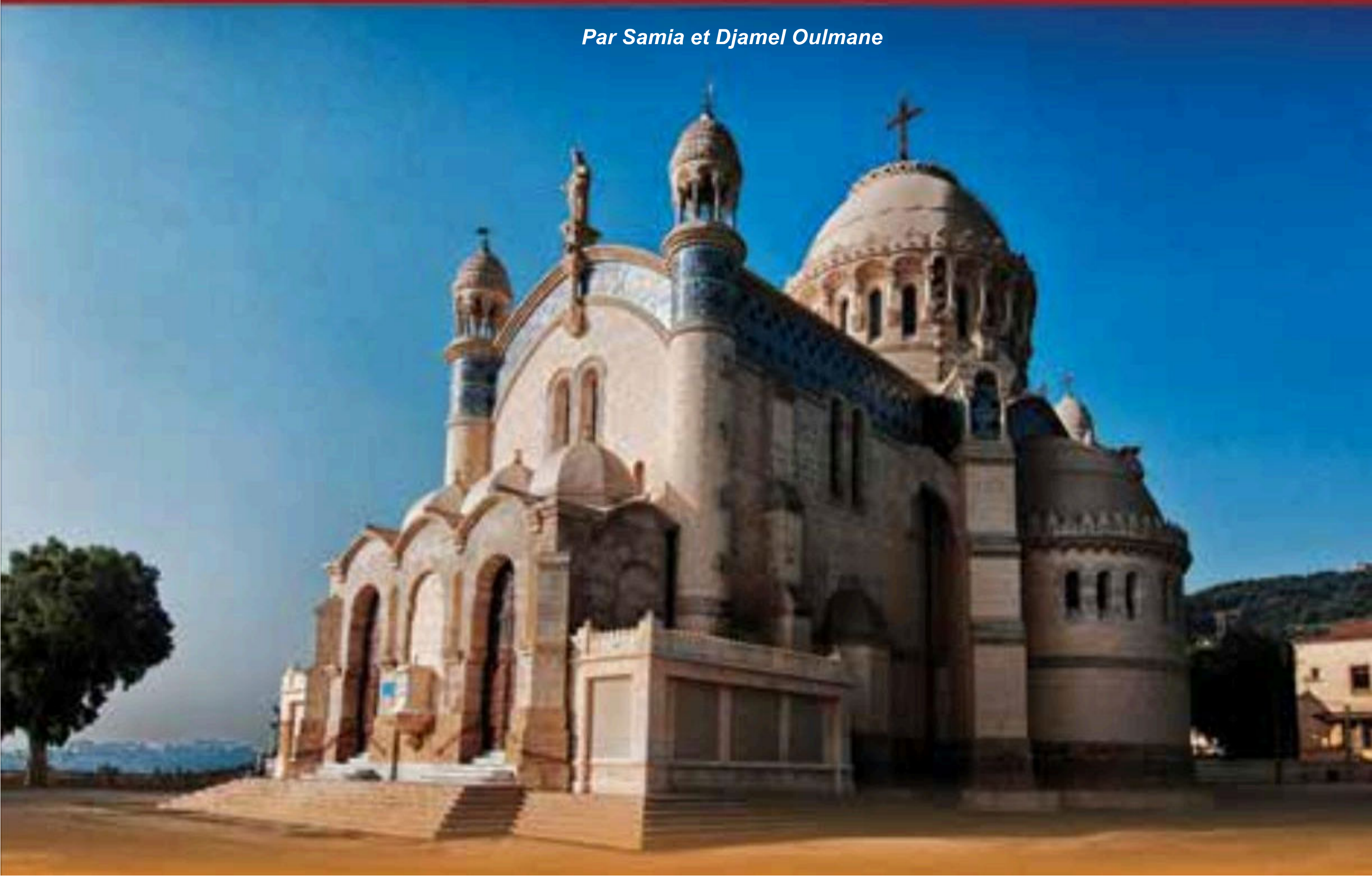
L'auteur évoque même l'existence d'une « *légion arabe* », rassemblée en Libye, avec des «volontaires venant de tous les pays arabes, et passés par le Caire». Cette « *légion* » aurait reçu des Chinois un important lot d'armes, que le gouvernement égyptien aurait acheminé à Tripoli.

Ait Ahmed, Khider, Bitat, Ben Bella et le Commandant Abdelkrim Hassani à la base Didouche Mourad

Adel Fathi

Du centre de christianisation à la grande mosquée d'Alger

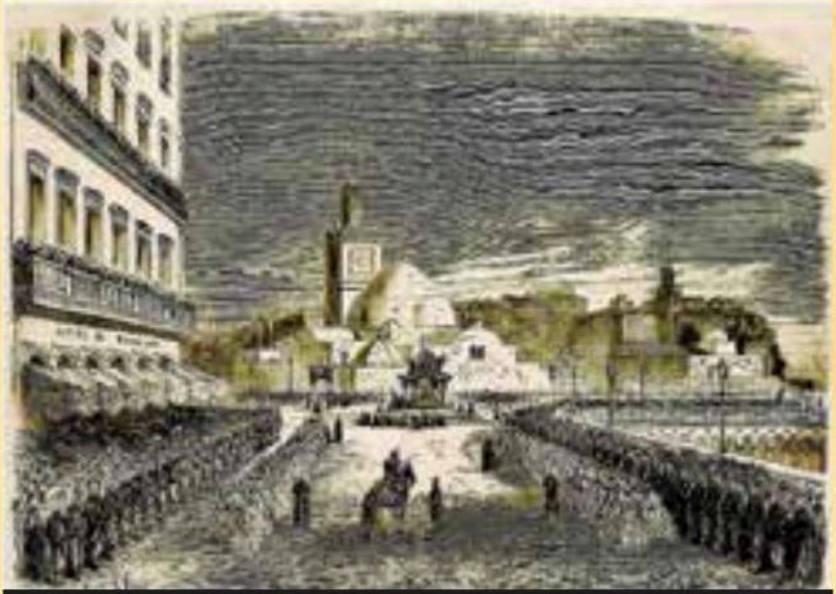
Par Samia et Djamel Oulmane



Pendant près d'un siècle, de 1868 à 1953, le domaine de « Maison carrée » situé dans la banlieue est d'Alger et baptisé après l'indépendance de l'Algérie Mohammadia a abrité la maison mère des Pères Blancs. Ces missionnaires évangélistes se sont rués en Algérie à l'occasion des grandes famines qui ont plongé le peuple algérien dans l'agonie à la quatrième décade de l'occupation française. Ces émissaires de l'église catholique, qui ont commencé leur mission auprès des autochtones en Afrique du nord sous la houlette de l'archevêque Lavigerie (qui deviendra par la suite Cardinal) ont su mettre à profit l'extrême détresse, l'extrême misère des populations locales pour s'infiltrer en leur sein avec pour mot d'ordre de ressembler en tout points à « l'autre » pour gagner sa confiance, et ainsi, parvenir à le contrôler par la soumission à l'hégémonie de ces agents du christianisme.

Prélude à la dernière croisade

Dès le lendemain du débarquement, le 20 juin 1830, un aumônier qui accompagnait les troupes d'envahisseurs célèbre la première messe en Algérie, à Sidi Fredj, en tenant des propos qui laissent entrevoir toute la rancœur de cet émissaire de l'église à l'égard de notre religion: *« Ce sacrifice chrétien semblait sanctionner le retour de la liberté et de la civilisation, filles de l'Évangile, sur ce rivage, où, peu de jours auparavant, le despotisme et la barbarie, enfants du Coran, planaient sur un désert. »* . C'est bien là un prélude à une démarche qui vise, au delà de l'action militaire et politique, la soumission de la région et de ses habitants au christianisme. Cependant, durant les premières années de la colonisation de l'Algérie, l'église n'est pas officiellement représentée en Algérie et la religiosité des conquérants reste strictement confinée à l'espace privé. La priorité absolue est à l'action militaire et à son emprise sur les régions conquises et leurs habitants qui ne doivent être contrôlées que par les militaires ; aucune concurrence n'est tolérée, fut-elle menée par des compatriotes évoluant sous une autre bannière que celle de la France.



Arrivée à Alger de l'archevéque Lavigerie en mai 1846

Pour les algériens, massacres, errance et égarement deviennent le quotidien sous le regard nonchalant et parfois amusé des militaires français qui ont pour mission de contrôler et de restreindre les mouvements de ces hommes et de ces femmes aux corps décharnés à des déplacements limités, dans des territoires hostiles et loin des

points d'eau. Ces êtres humains sans repères et sans ressources deviennent des proies de choix à des famines dévastatrices auxquelles se surajoute une série de catastrophes humaines et sanitaires.

Dans ce chaos savamment orchestré, dans cette misère généralisée, les cadavres squelettiques jonchent les routes, les pistes et les sentiers. Les rapaces volent par nuées sur ces carcasses ; même ces oiseaux de la mort, alors suralimentés, rechignent à s'en nourrir. Partout, l'odeur pestilentielle des corps en décomposition se répand comme pour annoncer que l'œuvre 'civilisatrice' de la colonisation est en marche. Les expropriations vont bon train et d'immenses territoires sont abandonnés, facilitant la réalisation du projet génocido-colonialiste et la création de propriétés terriennes appartenant aux nouveaux venus européens.

A l'ombre de leurs crucifix brandis avec ferveur, une nouvelle armée en uniforme blanc entre en scène : celle des missionnaires en soutane. Leur mot d'ordre : Ressembler à l'autre, l'attirer par la charité, mais surtout sans prosélytisme direct.

Un archevêque pour l'Algérie

En janvier 1867, l'évêché (Territoire ecclésiastique comprenant plusieurs paroisses et placé sous l'autorité d'un évêque) d'Alger devient archevêché (Territoire ecclésiastique comprenant plusieurs évêchés et placée sous l'autorité d'un archevêque). Et faisant suite aux évêques Antoine Adolphe Dupuch arrivé à Alger en 1838 et Louis Antoine Auguste Pavy qui lui succède dès le début de l'année 1846, un jeune archevêque arrive en Algérie au mois de mai: c'est Charles Martial Lavigerie, qui a accepté *« ce douloureux sacrifice »*. Il est alors âgé de 42 ans.

Antoine Adolphe Dupuch

Auguste Pavy

Très vite, Charles Lavigerie voit dans cette nomination à Alger un moyen efficace de faire *« revivre »* le christianisme en Afrique du nord et de l'étendre même au-delà. Son souhait à peine masqué est de pouvoir accomplir sa mission apostolique auprès des autochtones, auprès des tribus qu'il lui était, à priori, interdit d'approcher, sa mission initiale devant se limiter à organiser et gérer les affaires cultuelles des colons chrétiens sans chercher à approcher les autochtones musulmans. Comme il l'écrira plu tard dans l'une de ses correspondances, Lavigerie était convaincu que *« La conquête algérienne n'était et ne pouvait être, en effet, dans l'ordre providentiel, que la dernière croisade contre la barbarie musulmane, qui tenait l'Afrique sous le joug et en fermait les portes au christianisme »*. A force de manœuvres et de compromis, il finit par obtenir de l'empereur en personne, l'autorisation de se rapprocher des autochtones sous réserve de centrer son travail sur les actions humanitaire et d'éviter tout prosélytisme auprès d'eux. Dans son entreprise, Lavigerie trouve cependant un soutien indéfectible auprès du pape Pie IX qui en 1866 justifie l'esclavage en ces termes : «L'esclavage, en lui-même, est dans sa nature essentielle pas du tout contraire au droit naturel et divin, et il peut y avoir plusieurs raisons justes d'esclavage, et celles-ci se réfèrent à des théo-

Charles Martial Lavigerie

logiens approuvés... Il n'est pas contraire au droit naturel et divin pour un esclave, qu'il soit vendu, acheté, échangé ou donné ». Depuis Rome, il ne manque pas de donner à l'archevêque d'Alger sa bénédiction apostolique ». S'adressant à Lavigerie, il dit *« …trouver dans l'Algérie un champs plus vaste pour procurer la gloire de Dieu et le salut des âmes au prix de tous les travaux et de toutes les peines »*, cette Algérie qu'il dira être une voie d'accès au reste de l'Afrique et la première étape de l'expansion du contrôle de l'église

sur les peuples de ce continent aux richesses quasi-illimités.

Napoléon III rêve alors de créer un royaume arabe contrôlé par la France et qui s'étendrait de l'Afrique du Nord à l'Irak. La démarche de Lavigerie fait l'objet de vives tensions avec Mac Mahon, alors gouverneur d'Algérie qui veut alors régner en maître absolu sur ce territoire providentiel.

Avant de rejoindre l'Algérie, Lavigerie annonce qu'il entrevoit l'assimilation des indigènes par *« deux moyens prudents, efficaces, possibles et praticables : les œuvres de charité pour tous et les écoles françaises pour les enfants »*. Le ton est donné. Dans un pays à la population poussée dans l'ignorance et livré aux morts les plus atroces, sa démarche est à la fois judicieuse et insidieuse.

Lavigerie à Alger

Dès son arrivée à Alger, l'accueil qui attend C. Lavigerie à terre est à la mesure du rôle qu'il veut jouer et de la position qu'il aura par la suite auprès de la population chrétienne qui est en Algérie depuis juin 1830 et qui ne cesse de s'accroitre.

Il écrit vouloir *« Faire de la terre algérienne le berceau d'une nation grande, généreuse, chrétienne, d'une autre France en un mot »*. Dans ce pays dévasté par des décennies d'une colonisation barbare, il projette de porter *« une civilisation dont l'évangile serait la source et la loi »*. Comme il l'écrira plus tard, en mars 1870, Lavigerie avait pour dessein de « commencer par les petits et par les pauvres l'apostolat de tout un peuple ». Il projette donc d'utiliser comme marche-pied le désastre et la misère engendrés par l'armée française et les colons en Algérie, d'exploiter la souffrance et la famine pour rendre effectives ses intentions. Pour cela, il mobilise plusieurs leviers, fort de plusieurs dizaines de paroisses disséminées à travers le pays et aidé par une kyrielle de collaborateurs et collaboratrices dont -pour certains- le réel dévouement et -pour d'autres- l'acharnement sont sans faille.

Dans ce chaos pestilentiel dans lequel vivent les algériens, certains enfants arrivent parfois à échapper à la mort: poussés par leurs parents désespérés et mourants de faim ou se laissant errer seuls jusqu'à l'épuisement, ils se rapprochent des villages coloniaux où ils pensent avoir quelques chances de survivre. Parfois, c'est attirés par la simple promesse d'un morceau de pain qu'ils sont arrachés à leur vie et projetés dans un tourbillon dont, pour la plupart, ils ne sortiront jamais.

Les orphelins de l'archevêque

C'est donc sur cette désolante toile de fond que Lavigerie trouve l'occasion de mettre à exécution son projet : Il entreprend de faire regrouper certains de ces enfants, considérant qu'ils sont orphelins. Et c'est au mois d'octobre de l'année 1867, moins de six mois après son arrivée à Alger, que le premier enfant est présenté à Lavigerie. Il est placé au séminaire de Saint-Eugène, (actuel Bologhine). Ce malheureux enfant à qui tout a été pris, doit encore voir son identité travestie : Dorénavant, il s'appellera Charles. Charles Lavigerie en a décidé ainsi. L'enfant s'appellera Charles Omar Ben Saïd.

En quelques mois, plusieurs centaines d'enfants musulmans sont pris dans cette cynique machination. Interceptés ça et là par les religieux, tassés comme du bétail dans des charrues et transférés à Alger, vers le petit séminaire de Bologhine puis a Benaknoun. Durant ces voyages infernaux, des dizaines, des centaines d'entre eux succombent au milieu des autres enfants et avant même d'avoir reçu le moindre secours.

Ils meurent abîmés par la faim, par le choléra, par le typhus. Ils meurent dans la pire des souffrances mais, dans un ultime mouvement de dépersonnalisation, les religieux « prennent soin » chaque fois que cela est pos-

sible, de les baptiser avant qu'ils ne rendent l'âme, pensant pouvoir ainsi les convertir au christianisme et les déposséder de leur droit de mourir musulmans.

Les survivants deviennent otages. Otages, car même si certains d'entre eux ont vu leurs parents mourir de faim, ces enfants ont le plus souvent de la famille qui dans notre tradition musulmane (et le prophète Mohammed –QSSL- en est un exemple hautement révélateur) se fait un devoir sacré de prendre en charge le « yètiim » (terme arabe désignant l'orphelin). Aussi, sitôt insérés dans le programme de leur nouveau maître, les orphelins de Lavigerie sont mis au travail pour, comme dit celui-ci *« gagner leur galette de bon pain et la gamelle qui était distribuée par les sœurs ».*

Plus tard, désapprouvé dans sa démarche par le gouverneur d'Algérie Mac Mahon et même par Napoléon III, animé par un sentiment de toute puissance et de pouvoir absolu sur ces petits êtres humains sans défense, Lavigerie répond en ces termes quelque peu ambigus à ses détracteur : *« A leurs pères et à leurs mères je les eusse rendus sans difficulté ; mais je suis leur père, le protecteur de tous ceux de ces enfants dont les pères et mères n'existent plus. Ils m'appartiennent, parce que la vie qui les anime encore, c'est moi qui la leur ai préservée. ».*

Moins de deux ans après son arrivée à Alger, Lavigerie qui a déjà regroupés près de 2000 enfants algériens qu'il utilise comme main d'œuvre gratuite pour défricher et rentabiliser ses terres sous couvert de l'œuvre de bienfai-

sance et de christianisation, a fait l'acquisition d'immenses domaines autours d'Alger : Kouba, Sidi-Ibrahim, El-Biar, Saint-Eugène (actuel Bologhine), Ben Aknoun, Sidi Moussa, Saint-Ferdiand (actuel Souidania) et Maison Carrée (actuel Mohammadia).

Très vite, ce riche domaine de Maison-carrée traversé par une rivière encore limpide (El-Harrach) est choisi pour regrouper les garçons recueillis. Les premières nuits, les enfants dorment sans le moindre abri, par la suite, des tentes et des cabanes en branchages sont construites pour ces petits ouvriers surexploités et dont des centaines meurent accablés par cette nouvelle vie de trop rude labeur.

C'est sur ce même territoire de « *Maison carrée* » et en cette même période que la Société des Missionnaires d'Afrique voit le jour lorsque le père Girrard amène trois jeunes missionnaires auprès de Lavigerie. Les missionnaires obéissent à un règlement très stricte mais l'un des points cruciaux de leur mission est d'apprendre la langue arabe et de se vêtir strictement comme les indigènes parmi lesquels ils doivent se fondre : gandoura, burnous, chechia. Seul le rosaire suspendu à leur cou indique leur véritable identité. Leur mission est de gagner la confiance des indigènes par la charité et les soins prodiguées aux plus démunis et par l'instruction dispensée aux enfants.

Le nombre de ces missionnaires va vite augmenter et leur champs d'action s'étendra progressivement jusqu'en Afrique équatoriale. Et partout où ils agissent, leur influence passe par ces actions d'aide qui leur ouvrent la voie pour inoculer des idées évangélistes et de nouvelles pratiques qui, a terme,

finissent par gommer les déterminants culturels et identitaires des populations ciblées pour y faciliter la greffe de nouvelles sous-cultures les maintenant sous le joug de l'avidité toujours inassouvie de l'occident.

Dans une correspondance, le cardinal exprime son dessein qui est de disposer alors, grâce à ces (ou à ses) enfants, d'une *« pépinière féconde d'ouvriers utiles, soutiens, amis de notre colonisation et, disons le mot, d'arabes chrétiens ».* Il entrevoit toutefois de leur confier par la suite d'autres missions.

Ce terrain en friche de Maison Carrée laisse place rapidement et grâce à la main d'œuvre que constituent ces enfants *« recueillis »* et mis, sans ménagement, au travail, à un nouvel espace pour concrétiser les projets christianistes aux allures de bienfaisance et de compassion. Et, en un temps record, ce sont des dizaines, des centaines d'hectares de terre qui sont défrichés, labourés et ensemencés. Un hangar est enfin érigé pour abriter cette communauté que surveillent étroitement de jeunes missionnaires. La société des missionnaires d'Afrique voit ainsi le jour dans ce vaste domaine que Lavigerie a destiné à la grande opération de christianisation et de contrôle de l'Algérie qu'il considérait déjà comme *« une porte vers l'Afrique ».*

Le cardinal construit une relation particulière avec ces petits orphelins sans défense avec qui il passait de longues soirées. A telle enseigne que, comme l'écrira plus tard le père Prudhomme, missionnaire novice de 1869-1870 à propos de l'archevêque : *« Il était fou de ses orphelins, il les aimait et nous excitait à les aimer de tout notre cœur. Chaque soir, il fallait lui envoyer à sa maison de Saint-Eugène quelques enfants du petit séminaire indigène, fût-ce même de ceux qui n'étaient que des aides de cuisine. Il les amusait par ses récits, leur faisait le catéchisme, les encourageait au bien, et les renvoyait toujours heureux et contents ».*

Son dessein quant à l'avenir des orphelins qu'il place sous son emprise servent son désire d'étendre son pouvoir et celui du Vatican, en Algérie mais aussi dans le reste de l'Afrique :

- Certains seraient initiés à l'agriculture et utilisés pour les tâches pénibles dans les fermes coloniales
- D'autres bénéficieraient d'enseignement pour pouvoir jouer le rôle de soignants auprès des autochtones et ainsi, avoir le 'droit' de s'introduire dans les familles et même auprès des femmes au prétexte de les aider à prendre soin de leurs enfants.
- D'autres, formés à l'apostolat, iraient s'établir dans les zones reculées d'Algérie et même au-delà, vers le Sénégal et dans cette région que les français appellent « le pays de l'or et des nègres» pour, enfin, y établir des stations apostoliques.
- D'autres encore (main d'œuvre soumise et peu coûteuse) seraient proposés à l''adoption' dans des pays étranger
- Enfin, certains seraient mariés avec des orphelines ayant connu le même cheminement et utilisés pour procréer et créer des *« Villages d'arabes chrétiens »* dont Lavigerie espérait parsemer l'Algérie, voyant en cela une façon de christianiser et de franciser ce pays en utilisant

des autochtones et leur progéniture qu'il aura modelés conformément à ses plans, comme de simples animaux de laboratoires sur lesquels on pratique des expériences de reproduction et de prolifération.

- Les filles, quant elles seraient destinées aux travaux des champs et aux tâches féminines, essentiellement ménagères dans la perspective de gérer les foyers dans lesquels elles seraient insérées.

Lavigerie l'écrira un jour, il souhaite par ses manœuvres auprès des plus malheureux, auprès de ceux que l'œuvre génocido-colonisatrice aura dépouillés et anéantis, arriver à fabriquer ce qu'il appelle des « colons indigènes ».

Des indigènes chez le Pape

Rendant régulièrement compte au pape des actions qu'il mène en Algérie, Lavigerie entreprend d'organiser une exhibition, à Rome, de ses trophées. En Décembre 1869, devant rencontrer le Pape pie IX, Lavigerie se fait accompagner de trois de ces jeunes algériens choisis dans ses orphelinats, jeunes enfants qu'il a veillé à manipuler, à modeler et à christianiser afin qu'ils puissent être baptisés.

Et le 09 janvier suivant dans l'une des églises françaises de Rome, une foule est réunie pour assister au baptême de deux de

ces malheureux enfants : Abd-el-Kader Ben-Mohamed et Hamed Ben-Aicha. Ces deux jeunes adolescents sont présentés au pape Pie IX qui, s'adressant à eux, dit : « Voyons, savez-vous ce que c'est le baptême, quelles obligations il vous impose ? Si vous retournez en Afrique, les Arabes vous persécuteront peut-être un jour parce que vous serez chrétiens. ». Quelques instants plus tard, le pape instruit Lavigerie de les faire baptiser à Rome.

Lavigerie exhibe fièrement les enfants arrachés à leur monde, arrachés à leur culture et à leur religion comme on exhibe un trophée gagné à l'issue d'une compétition. L'événement fait beaucoup d'effet et est vécu par la communauté chrétienne comme le symbole de la victoire des christianistes sur les musulmans et le retour éclatant du papisme en terre d'Afrique.

Premier village de colons indigènes: Saint-Cyprien

Pour concrétiser son souhait de prendre le contrôle de la colonisation en créant ses « villages de colons indigènes »,, après quelques années passées dans les méandres de ce dispositif agencé pour l'expansion du christianisme, Lavigerie passe à une autre étape de son programme : marier entre eux les orphelins et les orphelines qui selon ses propres dires, lui appartiennent. Il en choisit quelques uns jugés en âge de fonder un foyer afin de pourvoir les établir, ensemble, dans un domaine acheté par lui, situé dans la vallée du Chélif, pour y fonder un premier village d'arabes chrétiens: Saint Cyprien des Attafs.

C'est le 02 juillet 1872 qu'une cérémonie grandiose est organisée dans la basilique de Notre Dame d'Afrique pour le premier

SAINT CYPRIEN DES ATTAFS: l'hôtel Sainte Elisabeth

mariage célébré entre quatre orphelines est quatre orphelins. Les premiers foyers de Saint-Cyprien sont constitués.

Quelques mois plus tard, l'archevêque fait venir auprès de lui douze jeunes orphelines qu'il met face à une douzaine de jeunes hommes choisis parmi les orphelins après avoir tenu un propos pour le moins inattendu avec elles sur les bienfaits du mariage. Il intime alors à ces jeunes gens l'ordre de constituer, en quelques instants, des couples qui seraient mariés quinze jours plus tard, à Saint-Cyprien. Ainsi est-il fait et le mariage est célébré à l'église même de ce nouveau village dont les habitants auront connu ce qu'il peut y avoir de plus profond, de plus violent et de plus cynique comme lavage de cerveaux et comme dépersonnalisation.

Dans ce nouveau village la vie est désormais rythmée par le son des cloches «qui annonce la prière, le travail, le repos», sous l'autorité de religieux et religieuses missionnaires chargés non seulement de la surveillance du village mais aussi d'établir des liens avec les habitants des environs en leur proposant notamment des soins. Peu de temps après, cent-vingt autres orphelins-cobayes-génteurs sont unis par les liens du mariage. Les premières naissances issues de ces mariages sont vite constatées, à la grande satisfaction de l'archevêque, et un second village est érigé à quelques kilomètre du premier : Sainte-Monique.

La machine est en route. Et les plans de Lavigerie commencent à porter leurs fruits. Il jouit enfin de tout un village –et bientôt d'un second- qu'il contrôle totalement, où il est le maître absolu et dont il compte reproduire le modèle aussi longtemps qu'il le pourra. Mais en 1877, les moyens sont considérablement amoindris. Le budget alloué au culte est réduit de façon drastique, ce qui mène à l'arrêt de l'expansion des villages d'«arabes chrétiens», en dépit de l'immensité des terres fertiles que les petits orphelins ont cultivées rentabilisées. De Sainte-Monique, plusieurs maisons resteront inoccupées, faut de moyens …

Mais l'action de Lavigerie est bien en route sur les autres fronts. Déjà, les missionnaires commencent à essaimer et à s'infiltrer dans les tribus, dans les douars, dans les familles. Ils se répandent partout en Algérie, et même au-delà, partout où il leur est possible de tirer parti de la misère et la souffrance des populations dépossédées et opprimées pour gagner leur confiance et distiller les idées qui servent leurs objectifs.

De Benaknoun, de Kouba, de Mohammadia, du petit séminaire de Sain-Eugène, de chacun des sites qu'il contrôle, l'archevêque d'Alger met tout en œuvre pour étendre son influence en Algérie et sur les colonies françaises, pour étendre l'action christianiste et de contrôle des populations. Son action durera ainsi, jusqu'à sa mort, et même au-delà, s'appuyant d'abord sur la Société des Missionnaires à laquelle s'ajoute la société des sœurs missionnaires (aujourd'hui connue sous l'appellation de *« la congrégation des Sœurs Blanches » ou encore « Sœurs missionnaire*s de Notre-Dame d'Afrique ») chargée du contrôle des orphelines et de l'évangélisation des femmes musulmanes que l'on désigne alors par l'expression *« femmes infidèles »*.

C'est donc à Alger, plus précisément à Maison Carrée, que Lavigerie a créée, peu avant la grande révolte d'El-Moqrani, cette société qui devait par la suite devenir le célèbre corps des « *Pères Blancs* ».

Aujourd'hui,

Cent cinquante ans plus tard, c'est sur ce territoire de ce qui était la maison-mère des Missionnaires d'Afriques (pères Blancs) qu'est actuellement, en phase finale de réalisation, le projet de la Grande Mosquée d'Alger, édifice grandiose qui regroupe mosquée, palais des congrès, bibliothèques, bâtiments universitaires et appartements pour étudiants. Juste retour des choses à la mémoire des innombrables enfants enlevés à leur familles, à leur peuple, séquestrés dans ces domaines, exploités tels des esclaves, dépersonnalisés, dépouillés de leurs identité et de leur religion, dont de très nombreux sont morts d'épuisement dans l'anonymat et dans l'indifférence générale. La sueur de ces innocents enfants victimes occultées du fanatisme des hordes génocido-colonialistes et christianistes, leurs profondes meurtrissures, la souffrance extrême qu'ils ont endurée dans le silence le plus total, leurs âmes bafouées, leurs êtres annihilés et trop longtemps oubliés méritent bien que l'on puisse enfin prononcer en toute quiétude la « Chéhéda » et la « Besmèla » et faire à l'unisson, la « Çalaate » dans en ce lieu particulier.

Par S.et Dj.Oulmane

Sources :

1- Estry, Stephen d' : « Histoire d'Alger, de son territoire et de ses habitants, de ses pirateries, de son commerce et de ses guerres, de ses moeurs et usages, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours « . Éd. : A. Mame (Tours),1845, p 189

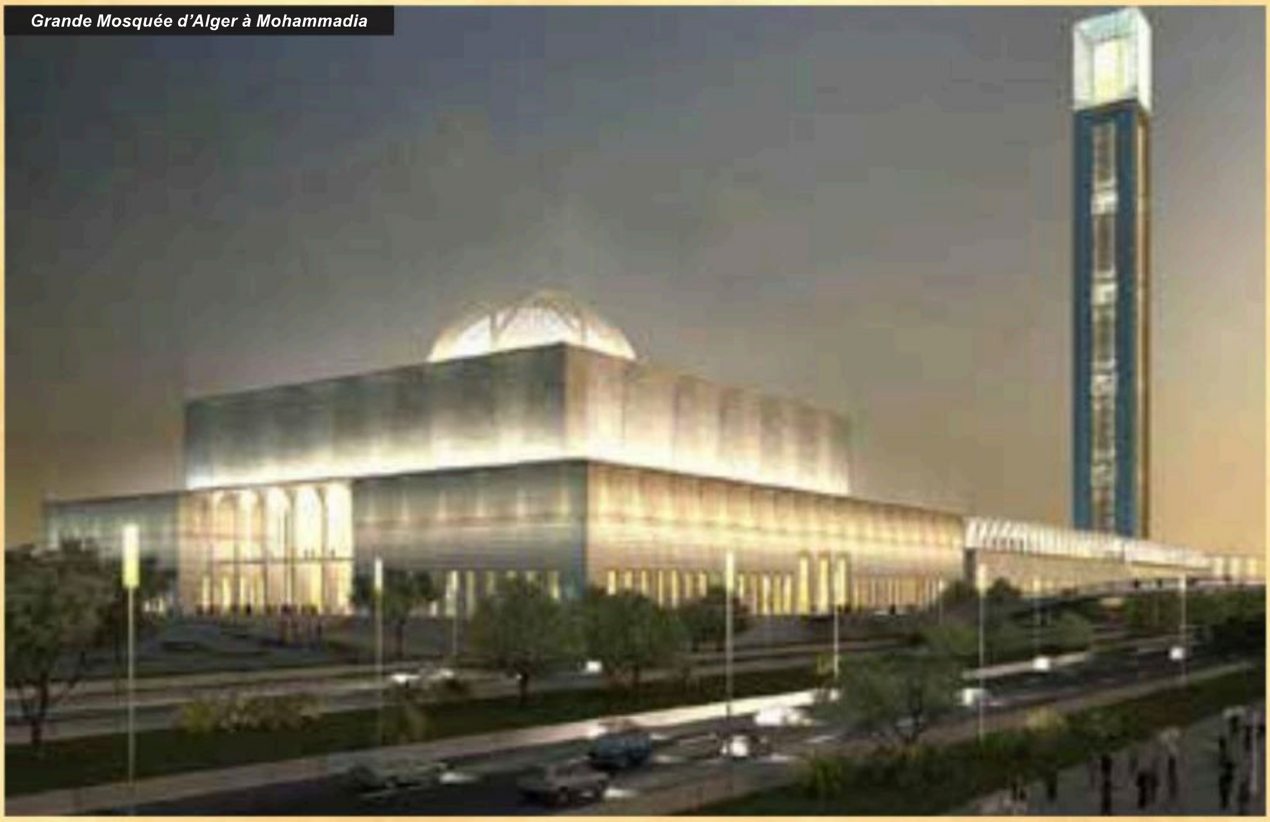
2- Baunard Louis (Monseigneur) : « Le caardinal Lavigerie », Lib. Poussielgue, Paris, 1896

3- Pottier R. : « Le cardinal Lavigerie, apôtre et civilisateur », les publications techniques et artistiques

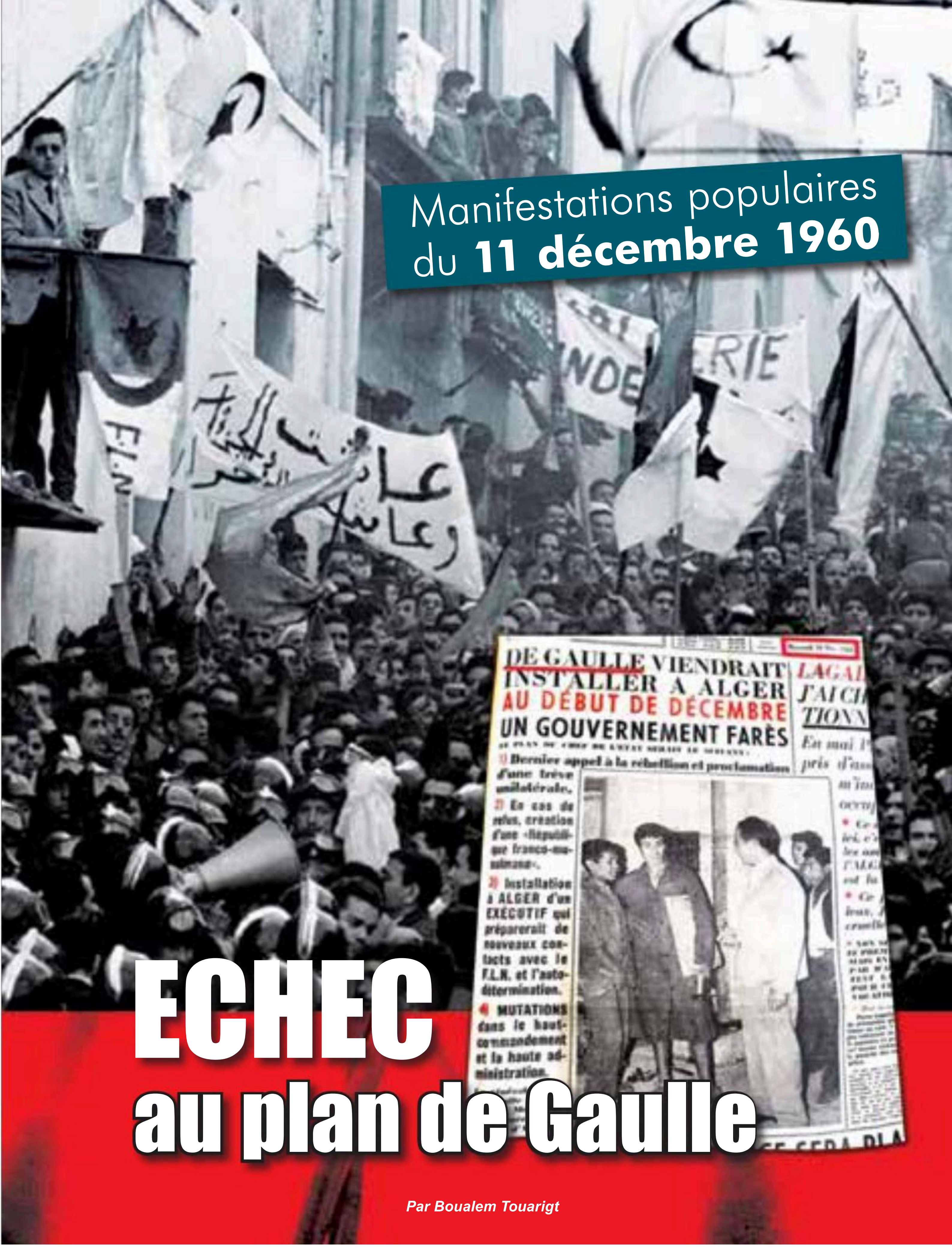
4- Ricard, A. (Monseigneur) : « Le cardinal Lavigerie, primat d'Afrique, archevêque de Carthage et d'Alger : 1825-1892 », édition Lefort, Lille, 1892.

5- Lavigerie, Cha. : « Les Orphelins arabes d'Alger, leur passé, leur avenir, leur adoption en France et en Belgique. Lettre de Mgr l'archevêque d'Alger » , Éd. : Bureaux de l'Œuvre des écoles d'Orient, Paris, 1870

Grande Mosquée d'Alger à Mohammadia



Manifestations populaires du **11 décembre 1960**



ECHEC au plan de Gaulle

Par Boualem Touarigt

Guerre de libération

Histoire

De retour au pouvoir suite au putsch du 13 mai 1958, le général de Gaulle a un plan pour l'Algérie, il pense qu'il possède la solution à la guerre coloniale menée déjà depuis quatre ans et qui freine le développement et le rayonnement de la France dans le monde. Selon les écrits de certains historiens qui ont traité de la question quelques années plus tard, il estimait que la domination coloniale sous ses formes traditionnelles était dépassée.

L'armée française était enlisée dans une guerre qu'elle ne dominait pas et qui lui coûtait cher. De Gaulle estimait même que le commandement de l'armée française en place en Algérie ne pouvait pas mener convenablement cette guerre. L'armée française était jugée trop lourde, statique, laissant l'initiative aux combattants de l'ALN, n'ayant aucune prise sur les populations qui apportaient leur appui aux combattants pour l'indépendance. De Gaulle se méfiait des mouvements politiques de la minorité européenne qu'il considérait comme extrémistes, ayant même été sympathisants du maréchal Pétain, farouchement antigaullistes. De Gaulle voulait faire émerger des militants politiques au sein de la majorité algérienne qui seraient acquis au maintien de la présence française, ce qui signifiait pour lui acquis à sa personne. Dès son retour au pouvoir comme Premier ministre, il opère des changements à la tête de l'armée. Le général Challe succède à Salan comme commandant en chef. L'armée voit ses moyens renforcés. C'est la période des grandes opérations militaires menées par des troupes plus nombreuses qui désormais occupaient le terrain. De Gaulle était conscient que l'armée française estimait pouvoir gagner la guerre en Algérie. Il décida de lui en donner les moyens pour

Manifestation du mois de décembre 1960

Décembre 1960, Alger barricadée

servir sa politique. Les partisans les plus résolus de l'indépendance (regroupés au sein du FLN) devaient être vaincus sur le terrain. L'ALN connut des moments extrêmement difficiles Les troupes de combattants étaient sans cesse poursuivies par les *« commandos de chasse »* de l'armée française, composés essentiellement de ralliés algériens, qui sortaient la nuit et occupaient le terrain à la recherche du combat avec les soldats de l'ALN. A l'opération *« Jumelles » succéda l'opération « Pierres pré*cieuses ». Le plan Challe avait son pendant qui était l'aspect politique du plan de de Gaulle : la promotion des populations algériennes. Ce fut l'œuvre notamment du plan de Constantine. De Gaulle voulait améliorer la situation des populations algériennes et sortir celles-ci de la misère, en offrant notamment de l'emploi et de meilleures conditions de vie. Ce fut le trait marquant de la démarche du général : amener les populations algériennes à demander le maintien de la présence française qui apporterait de meilleures conditions de vie. Le FLN militairement vaincu par les grandes opérations du plan Challe, on pouvait espérer dégager une direction politique acquise au maintien de la présence française, refusant l'indépendance au profit d'une *« coopération »* avec la France, appuyée par une population algérienne, nombreuse à goûter les bienfaits de la présence française. Le 5 mars, de Gaulle précise sa pensée au cours d'une conversation avec des militaires sur le terrain :

...eil est revenu sur Alger, ville inquiète. On le lira par ailleurs sous la ...ttement à l'apaisement et au retour au calme.

DERNIER BILAN A ALGER

96 morts, 370 hospitalisés, 216 arrestations

104 assignations à résidence

On indiquait hier soir à la Délégation générale que le bilan général des récents événements à Alger s'élevait à 96 morts dont 6 européens. Parmi ces morts, aucun n'a été tué dans la journée d'hier.

« Une Algérie algérienne, liée à la France. » Il avait précisé : *« Il n'est pas question de rétablir le système d'avant. »* Pour lui, *« l'indépendance est une monstruosité »* En fait, c'est comme s'il voulait d'une Algérie algérienne, sans le FLN, militairement éliminée et soumise à la France, dirigée non par des Français, mais par des Algériens résolument attachés à la France, soutenus par une population convaincus des bienfaits de la présence française et surtout profondément attachés à la personne du général de Gaulle. Le 14 juin, il réitéra son appel au GPRA, affirmant qu'il était prêt à donner la parole au peuple algérien et assurant que le peuple algérien prendra selon lui la décision du bon sens : *« Accomplir, en union avec la France et dans la coopération des communautés, la transformation de l'Algérie algérienne en un pays moderne et fraternel. »* Le 15 juin, on annonça la création à Alger du Front de l'Algérie Française (FAF) qui chercha à regrouper les éléments les plus résolus de l'Algérie française et qui revendiqua un million d'adhérents. Le 4 novembre, dans un discours radio télévisé, de Gaulle parla d'une *« république algérienne laquelle existera un jour… »* Le 11 novembre, au cours des cérémonies officielles, la population d'Alger montra ouvertement son hostilité à la politique du général de Gaulle en s'en prenant aux officiels. Le général annonça son prochain voyage en Algérie du 9 au 13 décembre alors qu'un nouveau référendum était annoncé pour le début de l'année, le général ayant l'intention de solliciter l'accord du peuple français sur une nouvelle organisation des pouvoirs publics en Algérie. Les extrémistes de l'Algérie française appelèrent à manifester contre la venue du général. Entre temps, le général avait décidé de remplacer le commandant en chef, Challe et le gouverneur général Delouvrier par respectivement le général Crépin et Jean Morin, désigné délégué général du gouvernement. Les positions se radicalisent, notamment parmi les militaires activistes. Le FAF lance un ordre de grève générale. Le 9 décembre, dès 10 heures du matin, CRS et gendarmes sont attaqués à Alger par la foule déchainée. De Gaulle est à Aïn Témouchent où il est accueilli par les réactions hostiles des Français d'Algérie. Le général lzes ignore ouvertement et salue les Algériens qui l'acclament et scandent *« Algérie algérienne »*. On craint un attentat sur la route. La tension est à son comble. A Alger, les Européens s'en prennent ouvertement aux populations algériennes. Il y eut des morts. Les Algériens qui manifestent refusent de scander les mots d'ordre comme les poussent les agents de l'administration. Ils brandissent des drapeaux du FLN et des pancartes appelant à la négociation pour l'indépendance. Les mêmes slogans fusent à Diar el Mahcoul, Belcourt et aussi dans des villes de l'intérieur, à Oran, Blida, Annaba. Partout, les forces de l'ordre composées de gendarmes et de CRS tirent sur les populations.

Les manifestations eurent un grand retentissement à New York où se déroulait la session de l'Assemblée générale. Ces manifestations signifièrent la fin du rêve politique de de Gaulle qui avait espéré éliminer militairement et politiquement le FLN et dégager une force politique algérienne acquise au maintien de la présence française. Par ces manifestations, la population algérienne se prononça ouvertement pour les négociations d'indépendance avec le GPRA.

Boualem Touarigt

Cent trente-deux ans de violations des droits humains

La France saura-t-elle se faire pardonner ?

Par Meriem Maram Houali

GUERRE DE LIBÉRATION

Histoire

Entre le 11 et le 18 mai 1830, la France mobilise toutes ses troupes afin de conquérir l'Algérie. Le débarquement a eu lieu sur le littoral ouest. Et c'est en ce 5 juillet 1830 que les troupes françaises commandées par Louis Auguste Victor de Ghaisne de Bourmont, général en chef de l'expédition, font leur entrée par l'actuelle Sidi Fredj. Dès ces premiers instants de l'invasion, les Algériens on su faire comprendre aux Français que ce n'est pas aussi aisé que cela ne paraissait d'hypothéquer une nation d'un peuple pourtant né libre. La résistance et la bravoure des Algériens sont gravées en lettre d'or. En 132 ans de colonialisme arbitraire, les Français ont assassiné, déporté, violé des femmes, confisqué des terres mais et surtout torturé tous ceux et celles qui croyaient à une autre idée de l'Algérie française.

La prise de conscience algérienne

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, des mouvements nationalistes algériens voient le jour. Ils avaient pour tâche d'unifier les Algériens autour d'un seul but : l'indépendance de l'Algérie. Plusieurs partis vont être créés et plusieurs pamphlets seront écrits pour défendre le droit pour les Algériens. Une attitude bien évidemment non admise de la part du colonialiste. La plupart des figures du mouvement algérien vont être surveillées de près par les services policiers français, d'autres seront exilées vers d'autres pays comme l'a été l'émir Khaled El-Hassani Ben El-Hachemi en Égypte, puis en Syrie. L'émir Khaled préside le premier parti algérien, l'association de l'Étoile nord-africaine de 1926 jusqu'à sa mort en 1936. Son

Emir Khaled

Malek Bennabi

Fodil El Ouartilani

Ferhat Abbas

rôle fut symbolique puisqu'il fut exilé. Messali Hadj, Malek Bennabi, Mohamed Hamouda Bensai, Saleh Bensai, Abdelhamid Ibn Badis, Mohamed Bachir El Ibrahimi, Fodil El Ouartilani, Larbi Tébessi, Ferhat Abbas, Chérif Saâdane, Omar Ouzeggane, tous sous l'œil vigilant des Français. Le génocide perpétré le 8 mai 1945 allait être la goutte qui a fait déborder le vase. Des milliers d'Algériens ont été froidement assassinés ce jour-là par les services de sécurité français à Setif, Kherrata, Guelma et l'Algérois. « La répression de l'armée française est brutale. Officiellement, elle fait 1 500 morts parmi les Algériens, chiffre potentiellement sous-estimé et probablement plus proche des 20 000 à 30 000 », selon l'historien Benjamin Stora. Le Parti du peuple algérien (PPA), quant à lui, a estimé qu'il y a eu 45 000 morts. Certains historiens considèrent ces massacres comme le véritable début de la guerre d'Algérie. Le véritable tournant. Quelques jours seulement après ces massacres, le jour même et alors qu'ils venaient présenter leurs vœux à Yves Chataigneau à l'occasion de la défaite de l'Allemagne nazie, Mohamed Bachir El Ibrahimi, Ferhat Abbas et Hadj Ahmed Chérif Saâdane seront arrêtés à 10h30, car accusés d'avoir « porté atteinte à la souveraineté française » par fomentation des sanglants événements de Sétif. Ils seront incarcérés à la maison d'arrêt d'Alger puis transférés à celle de Constantine. Messali Hadj est emprisonné, le Parti du peuple algérien et l'Association des oulémas musulmans algériens également. Ll'Organisation spéciale apparaît et a pour but de rassembler les armes pour le combat. Mohamed Belouizdad fut le premier chef de l'organisation clandestine. Ensuite, Hocine Aït Ahmed prend la tête de l'Organisation et continue à œuvrer pour l'achat des armes. La poste d'Oran fut attaquée par les membres de l'OS. Ferhat Abbas et Chérif Saâdane, à leur sortie de prison en avril 1946 de Constantine, créent l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien). Ahmed Ben Bella prend la place de Hocine Aït Ahmed en 1949. Le plan de l'organisation est dévoilé et une chaine d'arrestations est entamée par les autorités françaises en 1950. Le CRUA est fondé en mars 1954, il organisera la lutte armée. Le parti du Mouvement national algérien est fondé en juillet 1954 par les messalistes. Par la suite, le Front de libération nationale (FLN) est fondé en octobre 1954 par la branche du CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action).

8 mai 1945

La lutte pacifique ne mènera à rien

C'est là, le message que voulait transmettre un groupe de jeunes algériens qui se démarquent et envisagent de faire une guerre armée en vue de l'indépendance. Le 1er novembre 1954 fut ainsi le premier jour d'un long parcours qui aura duré un peu plus de sept ans. La décision a été prise après la réunion à Alger des six chefs du Front de libération nationale et anciens membres de l'Organisation spéciale, bras armé du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques et aussi responsables du Comité révolutionnaire d'unité et d'action, et après la déclaration du 1er novembre 1954. Les Algériens passent ainsi à l'action militaire dans la nuit dite de la Toussaint Rouge. Le déclenchement des attentats a été signalé à travers le pays et les premiers attentats furent dans les Aurès. Les six chefs historiques partagent l'Algérie en six Wilayas et le ministre de l'Intérieur François Mitterrand est dépêché dans la région des Aurès pour dénoncer les attentats dans le même mois. L'armée française, qui compte dans ses rangs des unités de supplétifs ou les harkis, la Direction de la surveillance du territoire (DST) et la police s'attaquent au FLN et à ses proches. Le FLN organise alors son combat sur tous les fronts. Sur le plan interne, il met en place une résistance à travers sa branche armée, l'Armée de libération nationale (ALN) et ses valeureux combattants. Le Congrès de la Soummam est venu deux ans après le déclenchement de la Guerre de Libération organiser cette dernière. Sur le front diplomatique, il engage ses activités sous la supervision du gouvernement provisoire de la République algérienne, qui plaide la cause algérienne (GPRA). Il réussit en 1958 à introduire pour la première fois dans l'agenda des Nations unies la question algérienne, ce qui représenta un franc succès pour la diplomatie algérienne. Une diplomatie qui a été supervisée de trop près par les services français. Le détournement, le 22 octobre 1956 par l'armée française de l'avion qui transportait Mohamed Khider, Mustapha Lacheraf, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf et Ahmed Ben Bella et leur arrestation à la suite du détournement, illustrent parfaitement l'acharnement français sur les révolutionnaires et politiques algériens. Le 19 mars 1962 est prononcée officiellement la fin de la guerre, après la signature du cessez-le-feu, qui met fin à huit ans de guerre en Algérie. Un double référendum est organisé, le 8 janvier 1961 et le 8 avril 1962, sur l'autodétermination en Algérie, les Français de métropole se prononcent pour le choix du général de Gaulle. Le 1er juillet 1962, les Algériens votent massivement pour l'indépendance, le taux est de 99,72 % en faveur du *« oui »*. L'indépendance de l'Algérie est officiellement proclamée le 3 juillet 1962. Une indépendance payée au prix fort. L'Histoire témoignera que la France a tenté un véritable génocide en Algérie. En 132 ans de présence coloniale, cette même France a fait subir aux Algériens les pires des supplices. Il n'est guère possible d'évoquer le colonialisme français en Algérie et de tourner la page de la torture qu'elle soit physique ou morale.

Tous les moyens sont bons

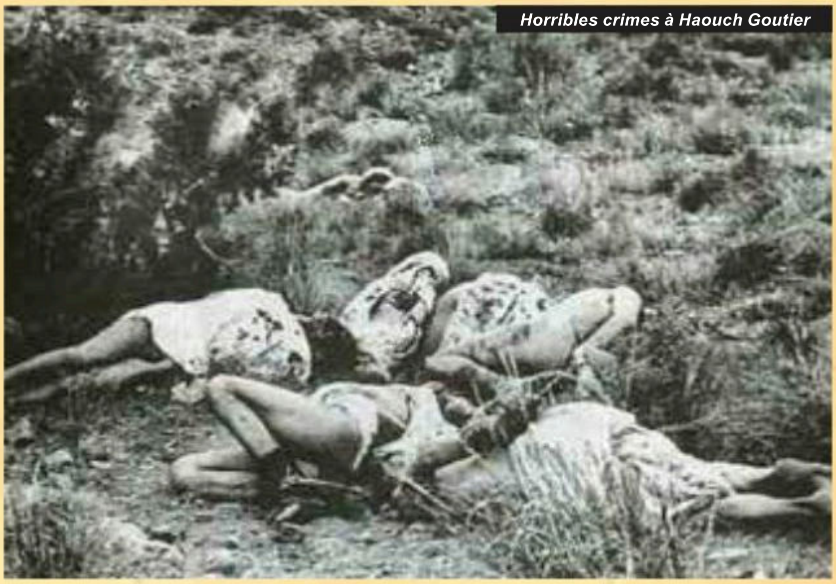
La torture pendant la guerre d'Algérie, a été pratiquée dans des proportions qui, selon des historiens comme Pierre Vidal-Naquet, concerneraient des centaines de milliers d'Algériens. L'armé française n'en est épargné personne. Le fait d'être seulement algérien suffit parfois pour avoir son lot d'insultes d'abord avant d'être transféré dans un des camps *« aménagé en la circonstance »*. Il a fallu prés de cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie pour que ce débat soit relancé. Deux ex hauts responsables militaires français à la retraite ont révélé au quotidien Le Monde en 2000, qu'ils avaient, *« torturé, maltraité et assassiné des membres du FLN » « entre 1954 et 1962 lors de la guerre d'Algérie. Le général Jacques Massu, qui était en 1957 le chef des tristement célèbres paras (10e division de parachutistes) et son bras droit le général Paul Aussaresses, chargé des services de renseignement à Alger, ont confirmé que « plus de 3 000 prisonniers qui avaient à l'époque été portés disparus, avaient en réalité été exécutés »*. Aussaresses a reconnu la réalité, en 1957, de la torture et des exécutions sommaires dans les pratiques de la politique de guerre française. Il s'est même vanté d'avoir employé des moyens qui sortaient des normes établies par les lois de la guerre ainsi que d'avoir ordonné à ses subordonnés de tuer. Il reconnait avoir lui-même procédé à 24 exécutions sommaires de membres du FLN. Et il ajouta *« ne pas avoir à se repentir »*. Pas de fumée sans feux. Les tortionnaires français ont été une fois de plus rattrapés par une femme ; qui à l'âge de 20 ans, su donner à ces généraux des leçons de bravoure. Louisetta Ighil Ahgiz, victime, elle-même de torture, et tombée en septembre 1957 entre les mains des tortionnaires, et qui souffre aujourd'hui encore, des séquelles de la torture. Dans une publication parue dans le journal Le Monde, elle assure avoir été capturée après être tombée avec son commando FLN dans une embuscade du général Massu. Elle avait été emmenée, grièvement blessée, à son quartier général. Là, elle fut sévèrement torturée, sans relâche, trois mois durant. Louisette précisa comment Massu ou bien le général Bigeard, quand ils venaient la voir, l'insultaient et l'humiliaient avant de donner l'ordre par gestes de la torturer. *« C'est comme s'il exis-*

5 Juillet 1962

tait un code muet établi » ajouta-t-elle. Elle ne doit sa survie qu'à un médecin militaire qui la découvrit fin décembre 1957. Il la fit transporter dans un hôpital où elle échappa à ses tortionnaires. C'est cet homme qu'elle voulait retrouver au moyen de son récit dans Le Monde pour pouvoir lui dire merci. Le récit de Louisetta Ighil Ahgiz fut à l'origine d'un flot de courriers de lecteurs et d'articles dans de nombreux médias français. Un autre ancien combattant du FLN, Noui M'Hidi Abdelkader, qui avait été lui-même arrêté à Paris en 1958 et incarcéré et torturé à Versailles, confirme par exemple que la torture avait également été pratiquée dans la capitale. Il est convaincu que les archives, qui n'ont toujours pas été ouvertes, recèlent les déclarations de milliers de victimes de la torture.

Haouch Goutier : le camp de la mort

Situé à 3 km à peine au nord de la commune de Souk El Hed *(à l'est du chef-lieu de wilaya de Boumerdes)*, le tristement célèbre camp de tortures Haouch Goutier, encore debout à ce jour, témoigne des atrocités commises par l'armée coloniale française contre les Algériens, notamment à travers certains vestiges, représentés par de minuscules geôles en béton. A l'origine, ces geôles étaient des caves destinées à la conservation et à la production du vin, qui furent transformées par l'armée coloniale en cellules d'épouvante, où l'on


Horribles crimes à Haouch Goutier

rentrait vivant pour en sortir, soit mort ou handicapé à vie, pour le simple tort d'avoir porté les armes pour revendiquer sa liberté. Selon les témoignages de moudjahidine de la région ayant survécu à cette période douloureuse de l'histoire de l'Algérie, ce centre de torture, mitoyen aujourd'hui à la RN5 reliant l'Est et le Centre du pays, fut créé en 1956. S'étendant sur une surface de 5000 m2, d'une capacité d'accueil de 200 détenus, ce centre de torture était alors dirigé par un certain commandant Skerfon, qui était secondé dans sa tâche ignoble par le lieutenant Montasse, en plus d'un nombre de harkis et d'un groupe de parachutistes assurant la surveillance des lieux, se rappellent les témoins. Ce site, spécialement sélectionné pour son isolement extrême, a abrité les pires tortures pouvant être perpétrées à l' égard d'êtres humains, ici les moudjahidine du Front de libération nationale (FLN), voire même tout civil suspecté d'être contre la France coloniale. Brûlures par le feu, ingurgitation d'eau savonneuse, électrocution, torture auditive, planches à clous, suspension par les pieds et les mains, sans distinction d'âge, étaient le quotidien de tous les détenus de ce camp de concentration, dont les méthodes sont interdites à l'échelle mondiale, se souviennent encore des moudjahidine de la région. Parmi eux, le moudjahid Rabah Nassi (1940), aujourd'hui septuagénaire, qui n'avait que 16 ans, lorsqu'il foula pour la première fois le sol de ce camp de l'horreur, dont il avait jusque-là eu déjà des échos assez troublants, assurant garder à ce jour des traces indélébiles de son passage dans ces lieux. *« Nul ne peut décrire les atrocités que nous avions subies, mes compagnons et moi, dans ce bâtiment, que l'on qualifiait à l'époque d'Abattoir de l'Algérie »*, a-t-il relaté dans un témoignage à l'APS, très ému au souvenir des tortures inhumaines, dont il a été victime. Il a néanmoins signalé avoir été arrêté en 1957, suite à

un accrochage avec une patrouille française, au lieu dit Oued Djenah, de la banlieue de la ville de Souk El hed. *« J'ai été enfermé huit jours durant dans une cellule en béton avec une unique ouverture de 25 cm sur 40 cm »*, a-t-il ajouté, se souvenant que son corps chétif fut un «atout» pour lui, car il suffisait au soldat français d'une seule rude poussée pour «me voir à l'intérieur», raconta-t-il mi moqueur. Car les détenus au grand gabarit ou âgés, poursuit Ami Rabah, souffraient quotidiennement le martyre pour rentrer ou sortir dans ces minuscules cellules, qui n'étaient pas de taille «humaine». Des cellules, se souvient t-il encore, où la lumière du jour ne rentrait jamais car fermées de toutes parts et où le froid et l'humidité régnaient, aux côtés d'une eau qui goutte, accentuant encore plus la torture psychologique du détenu. C'est dans ce trou d'à peine un ou deux mètres de long et de large, comme qualifié par le moudjahid Nassi, que l'armée française tassait jusqu'à quatre détenus, voire huit dans certains cas, au moment où la cour du camp servait d'espace de tortures à ciel ouvert. Selon le même témoignage, ce centre était doté de trois portes principales, dont une située à l'arrière destinée à l'évacuation des détenus condamnés à mort, qui étaient accompagnés vers un oued mitoyen, où ils étaient exécutés et enterrés, assure-t-il. En dépit de toutes ces souffrances endurées, le moudjahid Rabah Nassi a tenu a exprimer sa fierté d'appartenir à une région qui a offert à la Révolution près de 540 de ses enfants, soit plus d'un tiers de sa population d'alors, estimée à 2000 âmes, a-t-il affirmé. Pour le moudjahid Mechkir Mohamed Saïd (né en 1939), qui a connu les geôles de ce camp de tortures à l'âge de 19 ans, en compagnie de son frère alors âgé de 40 ans, il est impossible pour celui qui entre au camp Goutier d'en sortir vivant où en bonne santé. Une phrase qui résume à elle seule l'horreur des tortures vécues par les détenus de ce lieu éloigné de tout, au niveau duquel l'officier Skerfon et ses collaborateurs ont pratiqué, en toute impunité, toutes les formes de torture imaginables sur des milliers d'Algériens (moudjahidine et civils), jusqu'à la proclamation du cessez-le-feu le 19 mars 1962.

Impunité pour les tortionnaires

La France ne tient pas à présenter ses excuses aux Algériens pour les crimes commis durant les 132 ans de colonialisme. Elle se vante également d'avoir enfanté Bigeard, Massu, Aussaresses et tant d'autres. Des lois d'amnistie ont été promulguées en France après la guerre (lois de 1962, 1966, de 1968, de 1974, de 1982 et de 1987). Une loi spécifique est votée pour amnistier les responsables de l'affaire Audin. Et là, il est primordial d'y revenir. L'Histoire reteindra qu'en pleine bataille d'Alger, Maurice Audin est arrêté chez lui, sur dénonciation, le 10 juin 1957, par des parachutistes français chargés du maintien de l'ordre. Sa femme, Josette et ses trois jeunes enfants ne le reverront plus jamais. Il est mort sous la torture, vraisemblablement le 21 juin 1957 entre le 10 et le 27 juin 1957. Un des rares témoins à l'avoir rencontré est Henri Alleg, journaliste, arrêté et torturé lui aussi. Il est l'auteur d'un livre-témoignage sur la torture: La Question. Quelques informations distillées par les autorités civiles et militaires de l'époque laissent supposer que Maurice

Assassinats commis par l'OAS

Paul Aussaresses

Général de Bollardière

Audin se serait *« évadé »* au cours d'un transfert. Aujourd'hui, la thèse officielle sur la disparition de Maurice est toujours celle de l'évasion ! Maurice Audin était assistant de mathématiques à l'Université d'Alger et militant communiste de la cause anticolonialiste. Après les doubles lois de 1962, les seuls actes pouvant être poursuivis sont ceux de torture commis contre des membres de l'OAS. Dans son arrêté du 17 juin 2003, la Cour de cassation considère qu'il n'y a pas eu de crime contre l'humanité pendant la guerre d'Algérie. Elle écarte ainsi la possibilité de poursuites contre le général Paul Aussaresses. Sans nier les faits de torture, ni leur qualification de crime contre l'humanité au sens du code pénal actuel (entré en vigueur le 1er mars 1994), la jurisprudence actuelle écarte la qualification de crime contre l'humanité au sens du code pénal de l'époque : dès lors que les événements sont antérieurs au 1er mars 1994, seuls les faits commis par les puissances de l'Axe sont susceptibles de revêtir la qualification de crime contre l'humanité. Des associations de défense des droits de l'homme comme la FIDH demandent un revirement. En 1982, sous le gouvernement Mauroy, dans la continuité des amnisties antérieures, intervient *« l'ultime normalisation administrative »* : la *« révision de carrière »*. Le général de Bollardière, sanctionné de soixante jours d'arrêts de forteresse pour avoir dénoncé la torture en 1957 à La Courneuve, refuse cette réhabilitation. Il fut à l'époque le seul officier supérieur français à condamner la torture. La loi du 23 février 2005 (dont seul l'article 4 a été retiré) accorde une *« indemnité forfaitaire »* et non imposable aux *« personnes (…) ayant fait l'objet, en relation directe avec les événements d'Algérie (…), de condamnations ou de sanctions amnistiées » (art.13)*. Athanase Georgopoulos, ancien de l'OAS réfugié en Espagne avant de revenir en France, a été nommé à la Commission chargée d'implémenter ces indemnisations *(arrêté du 29 décembre 2005)*.

Tortures en prison 1957

Meriem Maram Houali

Dr Boudjemâa HAICHOUR. Chercheur universitaire, ancien ministre

YENNAYER, LE RETOUR AUX SOURCES DES BANU MAZIGH

L'Algérie retrouve ses repères amazighs
Une consécration de notre millénaire histoire

Guerre de libération

Histoire

Voilà consacré enfin dans les textes officiels en Conseil des ministres, Yennayer, Nouvel An Amazigh le 12 janvier de chaque année, comme journée chômée et payée. Cette décision historique confirme l'attachement de notre Nation aux sources plusieurs fois millénaires de notre amazighité. Elle met fin à une situation qui a duré depuis la crise berbère de 1949 appelant les dirigeants du Mouvement national de libération à reconnaître les éléments de notre identité nationale. Le temps a fini par reconnaître cette légitime revendication grâce à la clairvoyance et au sens des responsabilités de tout un chacun.

Abdelhamid Benbadis

Depuis la ville de Constantine, ville de Massinissa, l'imam Abdelhamid Ibn Badis ne signait-il pas ses contributions dans les journaux de l'époque El Mountaqid, Echiheb et El Bassaïr sous la plume de Ibn Badis le Senhadji, une des tribus berbères de notre arbre généalogique et socle identitaire de l'Algérie en lutte contre toute forme d'oppression et d'atteinte à sa personnalité ? Abdelhamid Ibn Badis, cet infatigable messager de la foi, qui a scruté de son temps les pages de notre histoire, sait combien nous devrions revenir à nos sources, lui qui trouvé cette Nation formée et existante, qui a sa propre culture, ses habitudes et ses mœurs.

Et si le Président Abdelaziz Bouteflika vient d'inscrire dans le palmarès de notre histoire pluriséculaire une des revendications légitimes de notre peuple en effaçant d'une manière irréversible ce déni aux racines amazigh de notre peuple, il s'inscrit également dans la même voie badissienne.

Après avoir constitutionalisé la langue amazighe et son officialisation, il rend au peuple un des fondements de sa personnalité nationale.

Et pour exprimer aux générations futures cette appartenance généalogique, il confirme en plus l'entrée en vigueur de Yennayer comme jour de l'An amazigh, les préparatifs pour la création d'une Académie de la langue amazighe en plus du Commissariat à l'amazighité qui existe déjà depuis plus de trois décennies.

Ainsi aux confluences des grandes civilisations qui ont marqué notre histoire, notre pays est

l'un des rares dans le monde à célébrer trois fois le nouvel an, marquant à la fois notre attachement à nos valeurs mais également s'inscrivant dans l'humanité. Nous venons de fêter le Nouvel An dit Grégorien le 1er janvier du calendrier grégorien devenant universel ou civil, institué par le pape grégorien XIII en 1582. Evidemment avec l'arrivée des Romains l'empereur Jules César avait instauré le calendrier Julien dès l'an 45 av. J.-C.

Tout ceci a fait que le calendrier amazigh qui intervient chaque année le 13 janvier, avait été gommé pour laisser place au nouvel an grégorien.

Presque partout dans nos régions, Yennayer, qui est le nouvel an amazigh a été toujours célébré dans la convivialité familiale. S'il faut revenir à l'histoire, on note que l'avènement de Yennayer est intervenu en l'an 951 av. J.-C. En effet, les Imazighen ont eu à s'affirmer aux Rois Pharaons notamment le rite organisé à la mort de Namart, père de Sheshanq I, fondateur de la 22e Dynastie des Pharaons.

Il faut dire qu'en l'an 950 av. J.-C., à la mort de Pharaon Psoussenses, un Amazigh nommé Sheshnaq a été élevé au rang de Pharaon d'Egypte. Il devient la première autorité de toute la région du Nil en fondant sa capitale Bubasties.

Yennayer est une fête qui plonge ses racines au profond des millénaires d'histoire. Comme toute fête, les gens se soumettent à des rites.

Gravure d'un relief de Sheshonq 1er trouvé à Karnak.

Yennayer symbole de la richesse et de la fertilité

Yennayar est symbole de la richesse. Le rituel « asfel » purifie les lieux et expulse les forces maléfiques. A ce jour en Kabylie, chez les Beni Snous dans la région du Khemis, région de Tlemcen, dans les Aurès, Yennayer est célébré avec un couscous à la viande provenant d'un animal sacrifié dans le strict respect des croyances marquant l'événement. Le couscous aux sept légumes : Yennayer et la waâda Imazighen

Yennayer de cette année intervient à un moment où notre pays retrouve la sérénité du cœur et la communion du peuple avec son Président qui retrouve sa santé. Un bon signe des retrouvailles d'une bonne année qui commence. Des sept légumes cuits avec de la viande et les pieds de l'animal égorgé, la nouvelle année apporte son lot de moissons. Mais on prépare des crêpes (sfendj) et des trids dans certaines localités. En ce jour, on casse les noix, les amandes et on fabrique des gâteaux avec des œufs. Toute cette tradition plusieurs fois séculaire est suivie dans les hauts lieux de notre pays où la population reste attachée à cette pratique rituelle.

Azul yennayer-assugaz amagaz

Dans ce moment du nouvel an amazigh, nombreux sont ceux qui se rendent dans les zaouïas qui sont nombreuses dans la région

de la Kabylie telles que : zaouiat Ben Abderrahmane d'Aït Smaïl, de Sidi-Sahnoun de Djamaâ Saharidj, celle du cheikh Mohand Ould Hocine d'Aïn El-Hammam ou de Sidi-Ali Moussa des Maâtkas, de Sidi Mansour de Timizart, de Sidi-Bahloul d'Azazga, de Sidi Khelifa d'Azefoun, de Cheikh Ouhadj de Djemaâ Saharidj, de Sidi-Beloua de Tizi-Ouzou, la Zaouia de Ouled Ouali Cherif d'Akbou, de Sidi M'hand Ouhedad de Tifra, de Sidi Ahmed Ouyahia d'Amalou, de Sidi Saïd de Seddouk, de Sidi-El-Djoudi dans la contrée du Guergour et d'Amizour, Zaouia Boukharouba des Ouled Rachid, Zaouiat El-Amoura de Sour El-Ghozlèn, etc.

En ce nouvel an, il y a beaucoup de chants, de medhs. Le peuple qui fêtera l'année hégirienne, considère Yennayer comme une fête qui s'inspire de nos valeurs ancestrales, de l'amour de la terre depuis la Numidie. Signe de prospérité et de renouveau, Yennayer apportera avec l'aide de Dieu, paix et sérénité de l'âme. Une pieuse pensée à tous ceux de nos morts qui ont milité pour l'avènement de cette reconnaissance par la Nation. Ainsi se construisent les Nations qui fondent leur existence au respect de leur histoire et de leurs héros.

Yennayer premier mois de l'annee dans la calendrier amazigh

Enfin les douze mois du calendrier amazigh : *Yennair, Forar, Meghras, Ibrir, Mayyou, Yunyou, Ghuchit, Chtember, Ktober, Wambarr, Djember.* Tout cela correspond aux activités agricoles, à la fertilité et aux moissons. Ceci pour exprimer que le Nouvel An est une symbolique annonciatrice de l'abondance. Yennair est un retour aux sources, un ressourcement au profond de nos origines amazighes.

Le peuple algérien fête le Nouvel An Hégirien en tant que musulman selon le cycle lunaire, c'est l'avènement de l'ère musulmane appelée Awwal Mouharam.

Que cette nouvelle année amazighe soit pour notre peuple, l'année de la prospérité, toujours dans la réconciliation nationale et le grand pardon.

Des Béni Snous aux confins de la Kabylie en passant par les Aurès et la région Sud de notre pays, les familles algériennes fêtent Yennayer en guise de ressourcement renouvelé à nos racines. Une fête où on remet au goût du jour les plats de l'art culinaire lié avec le rituel ancestral qui l'entoure dans toute la spiritualité, la baraqa des saints et l'allégresse.

Par le Dr Boudjemâa HAICHOUR,
Chercheur Universitaire-
Ancien ministre

L'annonce a été faite par Emmanuel Macron, à partir d'Alger

Restitution des CRÂNES des RÉSISTANTS ALGÉRIENS

Par Hassina Amrouni

Maintes fois revendiquée par les autorités officielles algériennes et par la société civile, la demande de restitution des crânes des résistants algériens est enfin agréée par le président français Emmanuel Macron qui en a fait l'annonce, le 6 décembre dernier, lors de sa visite officielle en Algérie.

Au cours d'une conférence de presse animée à Alger, le président français avait déclaré : *« J'ai accédé à une demande plusieurs fois réitérée par les pouvoirs publics algériens d'avoir la restitution des crânes des résistants algériens et j'ai pris la décision de procéder justement à cette restitution. »*

Pour rappel, c'est en 1849 que l'oasis de Zaâtcha est attaquée par les troupes du général Herbillon. Au cours de cette sanglante agression, la population et les chefs de tribus sont sauvagement assassinés. Les cheikhs Bouziane, Moussa et Lahcène sont d'abord fait prisonniers par les zouaves du commandant Lavarande, avant d'être exécutés sur ordre du général Herbillon et leurs têtes exposées sur la place de Biskra.

Ainsi, la tête de Bouziane (n° 5941 au MNHN de Paris), est coupée et fixée au bout d'une baïonnette à la fin du siège de Zaâtcha. Elle est conservée tout comme celles de Boubaghla (n° 5940 au MNHN de Paris) et de Cherif Bou Kedida (n° 5943 au MNHN de Paris), lui aussi tué dans un combat livré à Tébessa par le lieutenant Japy.

C'est un médecin et botaniste français, un certain Victor-Constant Reboud qui fait transférer au musée de Paris les restes mortuaires des résistants de Zaâtcha. Chacune des têtes était accompagnée d'une étiquette, portant le nom du chef décapité, la date de sa mort, le cachet du bureau politique de Constantine et la signature du Colonel de Neveu et de M. Gresley.

Illustration de Cheikh Bouziane,
le chef de la révolte des Zaâtchas 1849

En effet, avant de clouer la caisse contenant toutes sortes d'objets hétéroclites (bracelets, lampes…), Reboud demande à René-Honorin Vital, le frère du collectionneur Auguste-Edmond Vital, *« s'il pouvait enrichir l'envoi de quelques crânes intéressants ». Ce à quoi René Vital répond : « Prenez tout ce que mon frère a laissé, vous y trouverez des têtes de gueux célèbres (sic) et vous ferez le bonheur de mes servantes, qui n'osent monter au galetas, parce que l'une de ces têtes a conservé ses chairs fraîches, et que malgré la poudre de charbon dans laquelle elle est depuis de nombreuses années, elle répand une odeur sui generis ».*

Masque de Mohamed Ben Allel, conservé
au Musée d'Histoire Naturelle de Paris

C'est ainsi que 36 crânes de vaillants résistants algériens se sont retrouvés au musée de l'homme à Paris, il s'agit notamment des têtes de Mohamed Lamjad Ben Abdelmalek, dit Cherif Boubaghla, Cheikh Bouziane, le chef de la révolte des Zaâtchas, Moussa El Derkaoui, Si Mokhtar Ben Kouider Al Titraoui, d'Aïssa El-Hamadi, lieutenant de Cherif Boubaghla, ainsi que le moulage intégral de la tête de Mohamed Ben-Allel Ben Embarek, lieutenant de l'Emir Abdelkader.

Pétition pour la restitution des restes mortuaires des martyrs de Zaâtcha

Le 18 mai 2016, l'écrivain et militant algérien, résidant en France, Brahim Senouci diffusait sur Change.org une pétition appelant à la restitution des crânes des insurgés algériens de Zaâtcha, massacrés par l'armée française en 1849 et entreposés depuis 1880 dans les sous-sols du musée de l'homme à Paris.

En voici le texte : *« Les restes mortuaires de dizaines d'Algériens qui ont résisté à la colonisation française au XIXe siècle, morts au champ d'honneur, sont entreposés dans de vulgaires cartons, rangés dans des armoires métalliques, au Musée de l'Homme de Paris. »*

Ces restes, des crânes secs pour la plupart, datant du milieu du XIX e siècle, appartiennent à Mohamed Lamjad Ben Abdelmalek, dit Chérif *« Boubaghla »* (l'homme à la mule), au cheikh Bouziane, le chef de la révolte des Zaâtchas (région de Biskra en 1849), à Moussa El-Derkaoui et à Si Mokhtar Ben Kouider Al-Titraoui. La tête momifiée d'Aïssa Al-Hamadi, qui fut le lieutenant du Chérif Boubaghla, fait partie de cette découverte, de même que le moulage intégral de la tête de Mohamed Ben-Allel Ben Embarek, lieutenant de l'Émir Abdelkader.

« Il faut que ces restes soient rapatriés en Algérie pour y recevoir une digne sépulture! »

A travers cette initiative mémorielle, Brahim Senouci a réussi à recueillir près de 30 000 signatures. Avant lui, en 2011, Ali Farid Belkadi, chercheur en histoire, avait révélé l'existence de ces restes mortuaires entreposés au musée de l'homme à Paris, mais l'histoire est restée sans suite. En relançant l'affaire, Brahim Senouci a réussi à alerter l'opinion publique.

Quelques crânes de combattants algériens, détenus par le Musée de l'homme à Paris

La presse française relaie l'information

La presse française ne tardera pas à relayer l'information autour de cette grave affaire. Ainsi, dans son édition du 8 juin 2016, le journal L'Humanité consacre un article au sujet, appelant, par la même à la *« fin du séquestre »* par la France des 36 crânes de martyrs, résistants algériens morts au champ d'honneur au début de la colonisation française. On y lit en substance : *« Entre les deux rives de la Méditerranée, une authentique relation d'amitié implique la fin du séquestre de ces restes mortuaires. Le retour et l'inhumation en Algérie des crânes des insurgés de Zaâtcha seraient un acte précieux de mémoire, de réparation et d'humanité. »* Mais encore : *« Un siècle et demi plus tard, le statut de ces restes mortuaires est le cruel symbole de la barbarie de la conquête de l'Algérie. »*

Radio France Inter consacre, de son côté, le 25 juin 2016, une émission sur le sujet, qu'elle décrit comme un véritable *« casse-tête colonial qui vient hanter les mémoires »*.

Au sein de la société civile, les réactions ne se font pas attendre. L'historien Gilles Manceron, estimera qu'une telle *« collection »* renseigne sur les *« mentalités coloniales de l'époque qui niaient l'humanité même de ceux que la France qualifiait d'indigènes »*. Et d'ajouter : *« Si la France veut rompre avec ce passé, le rapatriement de ces restes, de manière officielle, digne et ostensible, s'impose. Ce serait*

Le Crâne de Cherif Boubaghla n°5940

même une bonne occasion d'exprimer cette volonté. » Il précisera encore : *« La France a bien restitué à l'Afrique du Sud la dépouille mortelle de Saartjie Baartman en avril 2002 après le vote d'une loi dans ce sens, cette jeune femme qui avait été exhibée, en raison de son physique, à Londres puis à Paris où elle est morte en 1815. Et, en janvier 2010, les restes d'une vingtaine de maoris de Nouvelle-Zélande, qui avaient été conservés depuis le XIXe siècle dans des musées français, ont été remis officiellement à une délégation de ce pays ».*

Pour sa part, l'historien Tramor Quemeneur notera que la conservation des restes humains par les anciennes puissances coloniales est le *« témoignage de pratiques anthropologiques basées sur des différences raciales mais aussi la trace d'un goût morbide pour les expositions d'êtres humains, autrement appelées les « zoos humains » »*. Citant l'exemple de la Vénus Hottentoten restituée à l'Afrique du Sud, où elle repose désormais, dans une sépulture décente, l'universitaire notera que la restitution des restes mortuaires des Algériens conservés au musée de l'homme représenterait un *« geste symbolique fort du gouvernement français dans le sens de relations bilatérales basées sur l'égalité et non sur une relation inégalitaire entre l'ancienne puissance colonisatrice et les anciens colonisés considérés comme inférieurs »* et d'appuyer encore que *« les uns et les autres ont le droit au même respect de leurs morts, quel que soit même leur lieu d'inhumation ».*

Le directeur des collections d'Anthropologie biologique au Musée national de l'histoire naturelle (autre appellation du musée de l'homme), tout en faisant savoir que ces restes humains ont été « soustraits à la recherche », affirmera la *« disponibilité » du Musée à restituer ces restes : « La direction du Musée n'en tire aucune fierté. Nous avons tout intérêt à restituer ces restes, à condition qu'on en formule la demande, soit de l'Etat algérien ou des descendants dûment reconnus ».*

C'est désormais chose faite. Le 16 juin 2016, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni affirmait que l'affaire de la restitution des crânes des résistants algériens était *« prise en charge par l'Etat ».*

Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une conférence au Musée national du Moudjahid à l'occasion du 171e anniversaire de l'enfumade de la tribu de Ouled Riah dans la chaîne montagneuse de Dahra (Mostaganem), le ministre a fait savoir que son département œuvrait, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, pour une *« prise en charge optimale de cette question dont l'histoire remonte à plus d'un siècle ».*

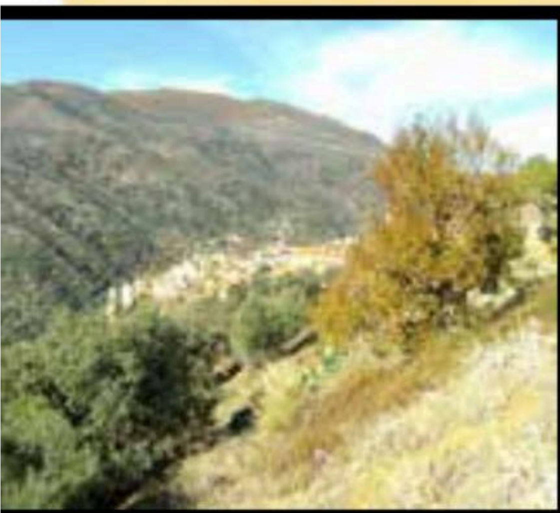
Aujourd'hui, avec cette décision prise par le président et les institutions françaises, les 36 crânes de résistants algériens détenus en France, pourront enfin regagner le pays pour lequel ils ont donné leurs vies et reposer en paix dans des sépultures dignes de leur sacrifice.

Hassina Amrouni

Sources :
-Brahim Senouci in http://www.libre-algerie.com/
-https://blogs.mediapart.fr/francois-geze)
-Rosa Moussaoui
http://ldh-toulon.net/les-tetes-des-resistants-algeriens.html)
-APS
-Ali Farid BELKADI in Babzman

SEMAOUNE, LE VILLAGE MARTYR

Par Chabane Djerroud Fils du Chahid Tayeb dit Med Said

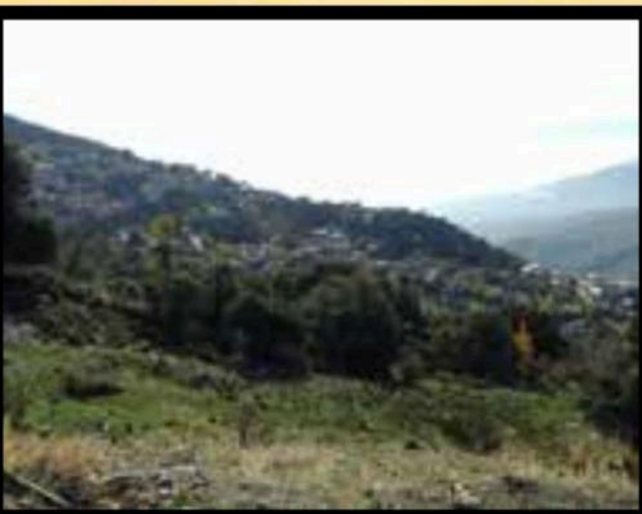


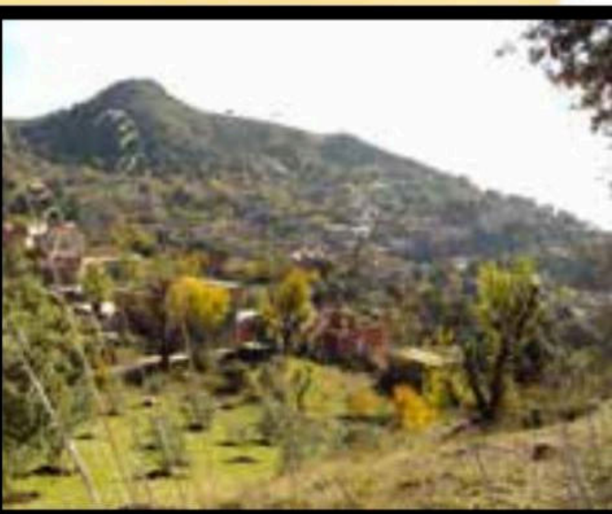
Situation géographique

Semaoune est un village de la commune et daïra de Chemini, il se situe sur la rive gauche de la vallée de la Soummam, limite au nord par Mahaga et Akfadou, à l'est par les villages de Chemini à savoir Djenane Imaliwen, à l'ouest par Ait Soula Sidi Yahya.

Semaoune est situé par 36°600 de latitude Nord et 4°5833 longitude ouest, à une altitude de 1131 m, Ce village compte environs 769 habitants à grande majorité portant le nom : Djerroud, origine des Ait kaci de Tamda Lblan (Leblad), ajouté à cela quelques familles portant un nom différent à savoir les Abid, Sahnoune, Kaceri.

Ce lieu est plus qu'un village car il porte en son nom Semaoune le Flambeau de l'histoire de Ait Waghlis et aussi l'histoire de la région de la Soummam durant la colonisation français, à savoir le nombre de martyrs qui sont





tombés au champ d'honneur qui dépasse quarante portant en majorité le nom Djerroud aussi Abid, Kasri, Sahnoun et Houari, et tous du même village Semaoune.

Semaoune est bel et bien un village de la région de Chemini et non pas un regroupement des villages, comme le laissent entendre certaines catégories de gens.

Ce nom est dit, attribué et déclaré administrativement durant la période de l'honorable cheikh Mohamed ben Kaci dit Adjaoud El Ouaghlissi, demeurant au village Semaoun comme cité et ceci en 1868 dans le document officiel.

Semaoune a laissé ses empreintes dans l'histoire de l'Algérie

Dans la vallée de la Soummam (Wilaya III), notre village Semaoune a laissé ses empreintes dans l'histoire de l'Algérie. Initialement, le village a adhéré à la guerre de libération avec des meetings secrets qui ont été organisés entre novembre et décembre 1954 dans la mosquée avec le groupe de Si Omar qui venait au village afin de l'informer et de le sensibiliser. Les villageois commençaient alors à s'organiser en désignant Hadj Abbalache comme chef de tendance, Saâdi ben Akli et Khelifa ben Tahar comme chefs des cotisations, Hocine ben Tahar chef de garde, Khelifa ben Hadj Tahar comme chef des nombreux moussebelines. En décembre 1955, l'armée française est arrivée à notre villag. Les trois premiers volontaires : Bachir ben Hadj Saïd, Saâdi ben Hadj Akli et Mokrane ben Mouloud prirent les armes et rejoignirent la montagne.

Le 25 mars 1956 : un ratissage général a été organisé par les colons en utilisant les parachutistes du corps de l'armée visant les zones suivantes : Ighil-n'takka, Adheghaghe n'tarekth, Agueni Boulmoun, Lemrabia, et un deuxième effectif de l'armée française venait du sud-ouest au lieu-dit Qerwi où deux de nos moudja-

hidines assuraient la garde. A l'arrivée de l'ennemi, il y eut un accrochage. L'un d'eux, ayant épuisé toutes ses munitions, fut capturé et ramené au village et tué en suite, pendant que l'autre est revenu en courant pour alerter les villageois.

Le 25 juin 1956, les Français installent leur premier poste militaire à Semaoune afin d'empêcher les activités des villageois au profit de la guerre de libération. Tous les volontaires ont ainsi rejoint les trois premiers. Ce poste militaire n'a résisté que 365 jours à la détermination des villageois. Le 4 août 1957, l'occupant prend la décision d'évacuer tous les villageois. Le 5 août, il est bombardé et brulé totalement mais les villageois ne voulaient pas abandonner leurs maisons et frères en montagne. Durant la période du 5 au 17 août 1957, les Français firent évacuer les villageois la journée et la nuit, les maquisards les faisaient revenir. Ayant été informée de la situation, l'artillerie française bombarde et mitraille notre village à partir d'Ighzer-Amokrane le 15 septembre 1957 et opère de grandes manœuvres visant toute la Kabylie. C'est *« l'Opération Jumelle »*. En septembre 1958, le village est rasé. Les villageois sont évacués définitivement et se réfugient dans les villages voisins comme Ait Soula, Ayaten, Tiliouacadi, Takrietz et Ighezer Amokrane. Semaoune est déclarée zone interdite jusqu'en juillet

1962. Parmi tous les moudjahidines, trois personnes ont survécu : Bachir Hadj Said, Lounes ben Boudjemâa et Larbi ben Amara et les autres sont tombées au champ d'honneur : l'honorable cheikh Mohamed ait Kaci dit Adjaoud El Ouaghlissi, pendant l'occupation française de 1830, est tombé au champ d'honneur avec la cavalerie d'el Mokrani en 1870 à Melala Béjaia, ses arrière-petits-fils et les fils de ses frères surnommé eux aussi Djerroud vers les années 1878 sont tombés au champ d'honneur pendant la guerre de libération de 1954.

L'histoire des 34 frères chahids Djerroud

Il s'agit de la famille qui a donné le plus grand nombre de ses fils (38) dont 34 officiellement pour une Algérie libre

Ils sont tous de la même famille Djerroud et du même village Semaoune Chemini, wilaya de Bejaia, a environ 20 km de Sidi Aich, 10 km d'Akfadou et 8 km d'Ifri Ouzellagen où s'est déroulé le congrès de la Soummam le 20 août 1956.

Ils sont tous tombé au champ d'honneur à la fleur de l'âge en laissant derrière eux des veuves jeunes avec enfants en bas âge et des parents âgés sans ressource ni toit vu que notre village (Semaoune) a été bombardé en 1957 par l'aviation de l'armée française qui considérait à l'époque le village comme zone interdite.

Chabane Djerroud Fils du chahid Tayeb dit Md said

CHOUHADAS DU VILLAGE

Liste des martyres du village Semaoune

NOM / PRENOM	NOM DU PÈRE	NAISSANCE / DECE
DJERROUD Tayeb dit Md Said	Ben Saadi	1927---> 1958
DJERROUD Saadi	Ben Hadj Akli	1923---> 1959
DJERROUD Lahcen	Ben Hadj Larbi	1927---> 1959
DJERROUD Amara	Ben Saad	1928---> 1961
DJERROUD Hocine	Ben Saad	1937---> 1957
DJERROUD Hadj Laid	Ben Hadj Adjaoud	1898---> 1958
DJERROUD Hocine	Ben Hadj Md Oukaci	1936---> 1960
DJERROUD Abderrahmane	Ben Hadj Md Oukaci	1939---> 1957
DJERROUD Hadj Tahar	Ben Larbi	1905---> 1957
DJERROUD Khelifa	Ben Hadj Tahar	1929---> 1957
DJERROUD Hadj Aballache	Ben Hadj Berramtane	1891---> 1957
DJERROUD Mouhoub	Ben Saadi	1938---> 1960
DJERROUD Abderrahmane	Ben Hadj Said	1932---> 1956
DJERROUD Lounas	Ben Arab	1939---> 1959
DJERROUD Md Said	Ben Md Larbi	1931---> 1960
DJERROUD Ameziane	Ben Md Larbi	1939---> 1960
DJERROUD Lounas	Ben Hadj Ameziane	1939---> 1959
DJERROUD Ameziane l'Hadj	Ben Ameziane	1939---> 1960
DJERROUD Amokrane	Ben Mouloud	1924---> 1957
DJERROUD Md Ouidir	Ben Mouloud	1928---> 1958
DJERROUD Akli	Ben Smail	1896---> 1958
DJERROUD Belkacem	Ben Akli	1928---> 1959
DJERROUD Md Ameziane	Ben Akli	1935---> 1960
DJERROUD Md Tahar	Ben Lounis	1934---> 1960
DJERROUD Beramtane	Ben Arezki	1928---> 1957
DJERROUD Md Tayeb	Ben Hadj Seghir	1938---> 1957
DJERROUD Oussaid	Ben Said	1906---> 1962
DJERROUD Salah	Ben Mohand	1931---> 1957
DJERROUD Md amoukane	Ben Yahia	1906---> 1956
DJERROUD Md Ouali	Ben Said	1897---> 1960
DJERROUD Tahar	Ben Md Ouali	1930---> 1959
DJERROUD Md Ouidir	Ben Md Ouali	1928---> 1958
DJERROUD Hadj Arab	Ben Hadj	1919---> 1959
DJERROUD Braham	Ben Braham	1907---> 1958
CHIBANI Ouidir	Ben Mouloud	1931---> 1958
SAHNOUN Moussa	/	1919---> 1959
ABID Lakhel	/	1934---> 1961
ABID Larbi	/	1941---> 1957
KASRI Lounas	/	1927---> 1957
HOUARI Md Cherif	/	1931---> 1957

Les victimes de la guère

NOM / PRENOM	NOM DU PÈRE	NAISSANCE / DECE
DJERROUD Belkacem	Ben Hadj Said	1927---> 1958
DJERROUD Akli	Ben Belkacem	1923---> 1959
DJERROUD Hocine	Ben Tahar	1927---> 1959
DJERROUD Hadj Mokrane	Ben Ahmed	1928---> 1961

Dr Boudjemâa HAICHOUR, Chercheur universitaire, ancien ministre

EL QODS

Ville des prières et de la paix

- Trump en violation du droit international
- el Qods lana tya zahrat el madayan
- Jerusalem fleur des citès

L'Algérie, qui reste attentive à l'évolution de la situation au Moyen-Orient après l'initiative unilatérale du président Donald Trump, et qui continue de marquer sa position historique et sa solidarité avec le peuple palestinien, s'inscrit dans le cadre des résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies pour ce qui est du statut d'El Qods.

La solidarité du peuple algérien et de son gouvernement rejoint ainsi celle des 128 pays qui ont condamné la décision américaine d'affirmer Jérusalem comme capitale d'Israël.

L'humanité est en train de vivre l'une des agressions les plus marquantes dans l'histoire millénaire d'El Qods. Le statut de Jérusalem vient d'être piétiné au nom d'une décision unilatérale du Président Donald Trump consacrant El Qods, capitale d'Israël en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies.

Malgré le vote des quatorze partenaires parmi lesquels la Russie, la Chine, ainsi que la France, le Royaume-Uni, les deux plus proches pays européens des Etats-Unis, appelant les USA au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ce lundi 19 décembre 2017 de revenir sur la décision, le Président américain campe sur sa position.

Son ambassadeur auprès de l'ONU Mme Nikky Haley, persiste et signe en opposant le véto américain. Le projet de résolution présenté par l'Egypte dénonce les graves répercussions de l'initiative américaine sur la paix au Moyen-Orient.

Le statut de Jérusalem ne peut être résolu que par la négociation. Toute décision ou action visant à altérer le caractère, le statut ou la composante démographique, n'a pas force légale, est nulle, non avenue et doit être révoquée. D'ailleurs dans ses résolutions 247 de 1967 et 338 de 1973 le Conseil de sécurité s'est inquiété sur la situation sur le terrain. Il a décidé nulles et non avenues les mesures proposées par Israël visant à changer le statut de Jérusalem.

Il a appelé à la cessation des implantations israéliennes qu'il a déclarées sans valeur légale. Il a également réaffirmé l'applicabilité de la 4e Convention de Genève aux territoires arabes et palestiniens occupés par Israël depuis 1967, Jérusalem inclus, tout en appelant au retour des réfugiés palestiniens.

Le 21 décembre 2017, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution exigeant que les Etats membres respectent les résolutions du Conseil de sécu-

rité concernant Jérusalem. Adoptée par 128 voix pour, 09 contre et 35 abstentions, les Etats-Unis sont isolés. Approuvé par la majorité des membres, le texte demande à tous les Etats de s'abstenir d'établir les missions diplomatiques dans la ville sainte conformément à la résolution du Conseil de sécurité 478 adoptée depuis le 20 août 1980 qui fait suite à celle 476.

Jérusalem est une question qui relève du statut final et doit être réglé par la voie de la négociation comme le prévoient les résolutions pertinentes des organes des Nations unies tout en condamnant la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël. Ce texte a été formulé par 14 membres du Conseil de Sécurité sur 15.

Les menaces financières de Washington n'ont pas stoppé 128 sur 193 pays membres des Nations unies de voter en faveur d'une résolution condamnant la décision US. Ce vote est considéré comme une reconnaissance du droit international. Les neuf pays qui ont voté contre sont : les USA, Israël, Guatemala, Honduras, Micronésie, Navi, Palaos, les îles Marshall.

Une fois de plus, la Palestine est sortie renforcée sur ses positions par la Communauté internationale en dépit du véto américain. Alors que Jérusalem (El Qods) lieu sacré est violenté et profané chaque jour par la soldatesque israélienne, la conscience religieuse de l'humanité interpelle tous les croyants à une condamnation vigoureuse de ces actes inhumains en terre sainte sur les Palestiniens.

La religion est un éclairage sur des enjeux moraux dans la vie de l'individu vivant dans la communauté de destin avec les siens. Ainsi le rapprochement vers le spirituel est une leçon pour se rapprocher de Dieu et donc de s'éloigner de tout ce qui peut souiller l'âme et salir le comportement moral de l'individu.

Pour revenir à El Qods, troisième ville sainte de l'Islam après La Mecque et Médine, c'est le lieu de l'Ascension et de la rencontre du Prophète Sidna Mohamed(QSSL) avec l'Ange Gabriel.

Aujourd'hui, chaque jour l'esplanade d'El Aqsa est le centre de grands affrontements où des milliers de Palestiniens meurent ou sont arrêtés et faits prisonniers dans des conditions les plus inhumaines. La diva Fayrouz a immortalisé son Chant mémorable par ses vers :

زهرة المدائن
كلمات وألحان الأخوين الرحباني
غناء : فيروز

لأجلك يا مدينة الصلاة أصلّي
لأجلك يا بهيّة المساكن يا زهرة المدائن
يا قدس يا مدينة الصلاة أصلّي
عيوننا إليك ترحل كل يوم
تدور في أروقة المعابد
تعانق الكنائس القديمة
وتمسح الحزن عن المساجد
يا ليلة الإسراء يا درب من مرّوا إلى السماء
عيوننا إليك ترحل كلّ يوم وإنّني أصلّي
الطفل في المغارة وأمّه مريم وجهان
يبكيان
لأجل من تشرّدوا
لأجل أطفال بلا منازل
لأجل من دافع واستشهد في المداخل
واستشهد السلام في وطن السلام
وسقط العدل على المداخل
حين هوت مدينة القدس
تراجع الحبّ وفي قلوب الدنيا استوطنت
الحرب
الطفل في المغارة وأمه مريم وجهان يبكيان
وإنني أصلّي
***

GUERRE DE LIBÉRATION

Histoire

الغضب الساطع آتٍ وأنا كلي إيمان
الغضب الساطع آتٍ سأمرُّ على الأحزان
من كل طريق آتٍ بجياد الرهبة آتٍ
وكوجه الله الغامر آتٍ آتٍ آتٍ
لن يقفل باب مدينتنا فأنا ذاهبة لأصلّي
سأدقّ على الأبواب وسأفتحها الأبواب
وستغسل يا نهر الأردن وجهي بمياه
قدسية
وستمحو يا نهر الأردن آثار القدم الهمجية
الغضب الساطع آتٍ بجياد الرهبة آتٍ
وسيهزم وجه القوّة
البيت لنا والقدس لنا
وبأيدينا سنعيد بهاء القدس
بأيدينا للقدس سلام آتٍ

Fleur des cités

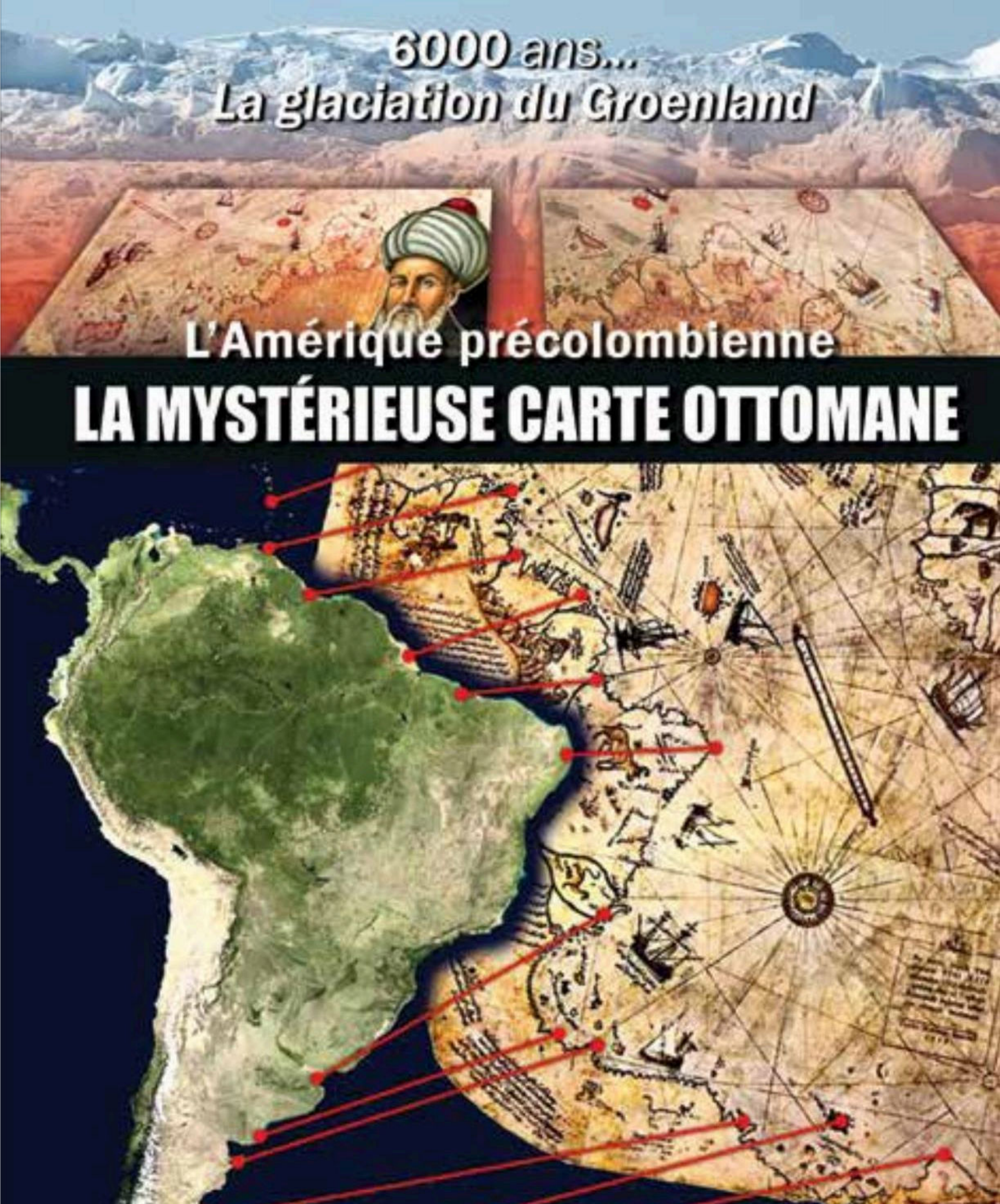
Pour toi Oh ! Ville des prières Je prie
Pour toi, Oh ! Belle des cités, fleur des villes,
Oh ! Qods. Oh ! Qods, Oh ! Qods
Oh! Ville des prières, Je prie.
Nos yeux, vers toi, Emigrent chaque jour,
Circulent dans les galeries des lieux de culte,
Etreignent les anciennes Cathédrales
Et essuient le chagrin des Mosquées.
Oh ! Nuit de la traversée (l'Ascension)
oh chemin de Ceux qui est ont Monté au ciel,
Nos yeux vers toi,
Emigrent chaque jour.
Et moi, je prie.
L'enfant dans la caverne
Et sa mère Marie,
Deux visages pleurant.
Pleurant, pleurant.
Pleurent, pleurent
Pour ceux qui sont chassés,
Pour les enfants sans abri ,
Pour ceux qui se sont défendus
Tombant en Martyrs aux entrées.
La paix tombe en martyre,
En pleine ville de paix.
Et la justice est tombée aux entrées.
Quand la Ville d'El Qods est tombée,
L'amour a régressé.
Et au cœur du monde
la guerre, s'est implantée.
L'enfant dans la caverne
-Et sa mère Marie,
-Deux visages pleurant
-Et moi je prie.
La colère apparente Surgira
Et je suis toute confiante,
La colère apparente Surgira
Je surmonterai les chagrins
en tout azimut, arrivera
-sur des Chevaux effrayants, arrivera
et comme le visage de Dieu dominant
La colère arrivera, arrivera , arrivera
- La porte de notre ville Ne sera pas fermée
- Je vais prier.
- Je frapperai à ces portes.
- Je vais les ouvrir, ces portes
- Et toi, fleuve de Jordanie
- Tu nettoies de tes eaux bénites mon visage
- et tu effaceras , Oh ! Fleuve de Jordanie
- Les traces des pieds de la barbarie,
La colère apparente Surgira
Et je suis toute confiante,
La colère apparente Surgira
Je surmonterai les chagrins
en tout azimut, arrivera
- sur des Chevaux effrayants, arrivera
Et il sera battu, ce visage la force.
La Maison est à nous,
El Qods est à nous.
Et avec nos mains
Nous lui rendrons sa splendeur
Avec nos mains, nous ferons revenir La paix à El Qods,

La folie de l'extrémisme sioniste sur la terre arabe de Palestine continue depuis la déclaration de Balfour en 1948 de générer une situation qui risquerait d'entrainer le monde vers un conflit mondial aux conséquences graves pour l'humanité. Toutes les tentatives de négociations récentes depuis Madrid et Oslo n'ont pas abouti à une solution juste.

La dernière initiative unilatérale du Président Donald Trump de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem créant un précédent violent est de nature à créer une conflagration générale pouvant être la cause d'une 3e guerre mondiale.

Dr Boudjemâa HAICHOUR

Chercheur Universitaire, Ancien parlementaire Membre de la commission des affaires étrangères.


6000 ans...
La glaciation du Groenland
L'Amérique précolombienne
LA MYSTÉRIEUSE CARTE OTTOMANE
Rachid Lourdjane

Les contours du Nouveau monde, l'Alaska et le Groenland étaient-ils connus avant Colomb ? C'est tout le mystère de Kitabi Harita de l'amiral ottoman Mahieddine Piri Reis, passionné de cartographie au XVIe Siècle à l'époque de Suleyman le Magnifique.

Il s'agit d'un fragment qui a survécu d'une « Carte du monde » de 1553 réalisée sur une peau de chevreuil. Problème : cette carte illustre les côtes Ouest de l'Europe, une partie de l'Afrique de l'Ouest et la côte Est de l'Amérique du Sud. Elle est très en avance sur son temps. Réalisée par l'amiral ottoman Mahyeddine Piri Reis, cette description minutieuse du monde a fait l'objet de nombreuses expertises depuis sa découverte en 1929 lors de la rénovation du Musée.

Son exactitude laisse les chercheurs perplexes quant à la description des contours géographiques sud-américains et de l'Antarctique d'avant la chape de glace qui recouvre cette partie du monde depuis 6.000 ans.

Le commandant Larsen de l'Office hydrographique de la marine des Etats-Unis note qu'elle est « *tellement précise que seule une reconnaissance aérienne pourrait l'expliquer. À première vue, l'Office hydrographique s'est refusée d'y croire, mais il a fini par constater l'authenticité de la carte et il s'en est même servi pour corriger certaines cartes contemporaines* ».

Son collègue, Arlington H. Mallery, officier de l'US Navy, passe pour une autorité dans le domaine de la cartographie. L'ingénieur qui n'est pas amateur de civilisations extra-terrestres reconnaît immédiatement les baies et les îles de la partie méridionale du continent et déclare que de toute évidence, quelqu'un avait fait ce relevé avant l'apparition des glaces.

Il affirme que « *la carte (de Piri Reis) a relevé chaque chaîne de montagne au Canada septentrional et en Alaska, y compris des chaînes qui ne se trouvaient pas sur les cartes du service cartographique de l'armée américaine. L'erreur a été corrigée depuis.* » Du coup, c'est l'emballement chez les scientifiques à partir de 1959.

Expertise au carbone 14

Il était impossible, au XVIe siècle, de décrire cette région de l'Antarctique dont le tracé ne sera fait qu'en 1949 sur la base de relevés sismiques lors d'une expédition polaire anglo-suédoise. Le Groenland est représenté sous la forme de deux grandes îles principales. L'information a été confirmée récemment par une

expédition polaire aux moyens de sondages magnétiques. Et pour compliquer l'affaire, l'Antarctique ne fut découvert qu'en 1918.

L'intrigue continue avec la description topographique de la cordillère des Andes comportant l'illustration de bovidés, le lama et des fauves typiques de l'Amérique du Sud qui ne seront décrits qu'aux débuts du XVIIe siècle pour la première fois, par les Conquistadors espagnols.

La mystérieuse carte décrit tout aussi les Iles Malouines et l'île de Marajo à l'embouchure de l'Amazonie qui ne seront connues que plus tard.

Pour la communauté scientifique, le doute est total. Et pour cause ! Le niveau de connaissances de cette époque lointaine ne pouvait pas permettre une telle précision. La carte est alors soumise au carbone 14. Le diagnostic est affirmatif ; l'œuvre remonte bien au XVIe siècle. Après ces analyses, c'est le silence embarrassé.

Addiction à la cartographie

Piri Reis qui fut amiral de la flotte d'Egypte sous le règne du sultan Souleymane le Magnifique est issu d'une lignée de marins. Il est neveu de l'amiral Camali et maîtrise plusieurs langues dont le grec, l'espagnol, l'italien, le portugais et l'arabe. Il a navigué en Méditerranée, en mer Rouge, aux Balkans et dans l'océan Indien. Il a peut-être fait quelques apparitions sur les côtes Atlantiques. Il est connu surtout pour être l'auteur d'un ouvrage Kitabi el bahryé ou Livre de la navigation illustré par plus de 200 cartes. La copie de la Bibliothèque nationale de France est mise en ligne sur le site www.gallica.fr. Mais jamais l'amiral ne s'est aventuré à l'Ouest des Açores sur la trajectoire de Christophe Colomb. Comment a-t-il pu connaître et décrire un monde inconnu ?

Piri Reis montrait une certaine addiction à la cartographie. Il partageait, ainsi, avec Henri le Navigateur, Roi du Portugal, la même passion pour la collection des cartes géographiques. Piri Reis écrit, en marge de son livre Kitabi el bahryé qu'il a compilé sa carte du monde en résumant un lot provenant de la Grande Bibliothèque d'Alexandrie. Il affirme que *« aujourd'hui, il n'existe aucune carte comme celle que je viens de réaliser. Je l'ai faite à partir d'environ vingt cartes anciennes ».* Et il cite Mappae Mundi, une Antiquité qui remonte au Ve sicle avant J.-C. Il s'agirait, peut-être, d'une carte de Ptolémée qui décrit le Groenland et les glaciers de Suède dans leur état d'il y a 10 000 ans. Il cite aussi le travail de description de Colomb et quatre Portugais dont il ne dit pas les noms. Les indications qu'il donne sont précieuses car elles informent sur l'état des lieux en matière de connaissance des données géographiques que nous croyons contemporaines.

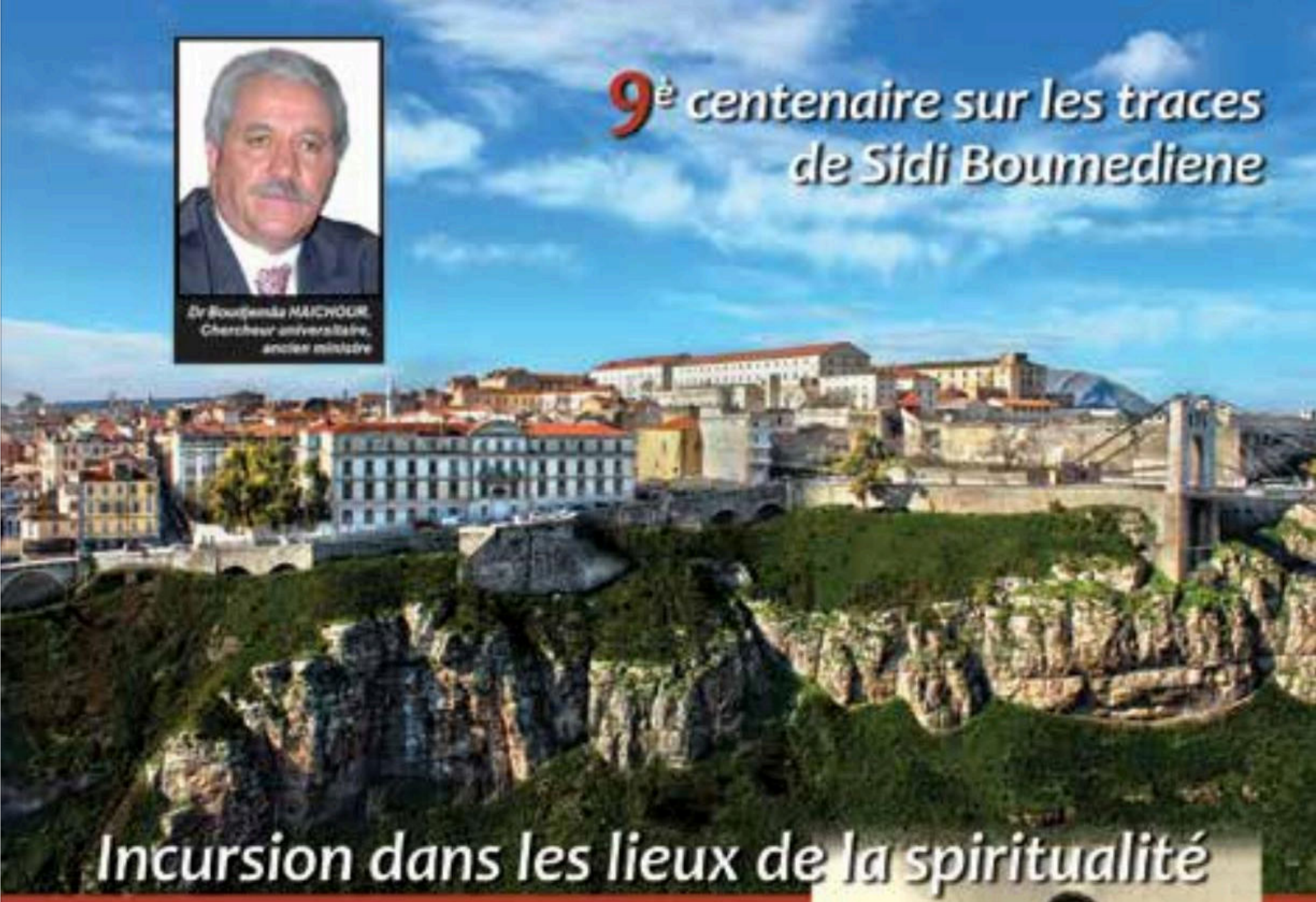
Doñia Bouabdallah et l'amiral Colomb

Mais le plus surprenant, c'est sa rencontre avec un marin espagnol capturé en mer par son oncle, le Reis Camali au cours d'une bataille navale au large des côtes algériennes. L'espagnol dit avoir été le pilote de Christophe Colomb au cours des trois traversées atlantiques et livra à Piri Reis un lot de cartes qui aurait servi à l'explorateur génois pour atteindre son but. Le captif donne des précisions surprenantes. Colomb n'aurait pas, le 3 août 1492, quitté le port de Palos à l'aveuglette. Ses documents ne manquaient pas de précisions.

Christophe Colomb avait aussi des armateurs d'origine andalouse ; les frères Martin et Alonzo Pinzon, familiers des grands tracés maritimes pour la route vers l'Ouest. Les deux frères prennent les commandes de leurs propres navires, la *« Ninia »* et la *« Pinta »* et Colomb dirigera la « Santa Maria » qui appartient au basque Juan de la Cosa, un ami des deux armateurs de Palos. Le 11 août, après une première avarie, la flotte débarque au port de la Grande Canarie. Après quoi, les frères Alonzo proposent à Colomb une halte chez les Goumaras, des Guanches où une cousine fortunée, Donia Beatriz Boabdil (Bouabdallah) leur assure des vivres plus appropriés pour l'aventure. L'existence de ces cartes est confirmée par Ferdinand Colomb, le fils du grand navigateur. Quant à Piri Reis il écrit qu' *« un livre était parvenu dans les main de Colombo et il trouva qu'il était dit dans le livre qu'au bout de la mer occidentale, tout à fait à l'Ouest, il y avait des côtes et des îles et toutes sortes de métaux aussi précieux ».*

Au Musée de Topkapi, le public peut accéder aux plus gros diamants du monde et aux collections de l'Islam naissant à donner le vertige. Mais le précieux parchemin est pour l'instant bien à l'abri des regards dans la collection des 3515 manuscrits de la bibliothèque d'Ahmed III (1719).

Rachid Lourdjane



Dr Boudjemâa HAICHOUR,
Chercheur universitaire,
ancien ministre

9e centenaire sur les traces de Sidi Boumediene

Incursion dans les lieux de la spiritualité

CONSTANTINE

Médina au confluent des rituels

Lorsque mes amis du Club Soufi de Djoul Travel Culture de Tlemcen m'avaient invité à participer à ce séminaire organisé dans cette belle ville de Constantine, j'ai répondu avec plaisir comme je l'ai fait d'ailleurs il y a de cela deux ans à Tlemcen où nous avons célébré et parlé des us et coutumes du Mawled En Nabaoui Echarif.

Constantine est une des villes du pays dont la vie religieuse et culturelle est des plus denses. Ville-phare au passé riche en événements et dont la médina recèle des trésors archéologiques et des rituels liés à son passé plusieurs fois millénaires, « celle d'une ville qui sacralise le chiffre sept. Sept portes, sept ponts… Te voici dans ta ville aujourd'hui, embrasse la avec tes yeux, touche-la avec ton cœur aussi vert qu'un bourgeon pulvérisant le roc des ponts de l'histoire, cajole-la, admire son voile noir transpercé et les mille et une histoires. Respire son effluve qui exhale la grandeur de l'âme, sens le parfum de sa terre tendre et sereine, décore-la d'une médaille de la fragrance et d'une autre de l'harmonie pour l'éternité.

La voici comme elle t'a toujours habitué, avec son grand cœur, le bruissement de son val et ses pierres enterrées telles des perles rares cachées parfois et dévoilées mille fois par l'écoulement de son eau ; parfois par colère et mille fois par nostalgie. *(Extrait du roman de Zhor Ounissi d'Aveux et de Nostalgie-Djasr Li Al Bouh wa Al Akhar Li Al Hanine).*

A gauche, l'ancien maire de Constantine Abdelhamid Chibane, Dr. Boudjemâa Haïchour et Dr. Sari Ali Hikmet

Avant de faire une incursion dans la médina où s'élevaient des dizaines de zaouïas, de mosquées et des mausolées d'awyas al salihines, il y a eu une personnalité marquante qui eut l'occasion de traduire la pensée de Sidi Boumediene de son temps c'est Ibn Al Khatib Al Kassentini dit Ibn Quenfed El Kassentini. Cet illustre savant et non moins théologien contemporain d'Ibn Khaldoun, est resté méconnu et particulièrement dans sa ville natale. Ibn Quenfed est né à Constantine en 741 de l'Hégire correspondant à l'année 1340 J.-C. Sa généalogie remonte loin dans l'histoire : Ibn Al-Khatib, Ibn Hassan ben Ali, Ibn Mimoun Ibn Al-Quenfed Al Qacentini Abou Al Abbas connu sous le nom d'Ibn Al Khatib et Ibn Quenfed.

Elevé dans une famille de théologiens et de lettrés, parmi eux son grand-père Ali ben Hassan ben Mimoun ben Quenfed Al Qacentini, mort en 733 H= 1333 J.-C., qui fut cadi du rite malékite et imam de la Mosquée de Constantine durant soixante ans.

Son père Hassan ben Ali ben Hassan ben Mimoun ben Quenfed Al Qacentini mort en 750H =1349 JC fut un docteur de la loi

islamique (madh'hab al Maliki). En effet, ce rite fut établi par Malek ben Anas dit imam de Médine, né en 97 H= 715 J.-C. et mort en 179 H= 795 J.-C.

Son école aux méthodes rigoristes possède de nombreux adeptes au Maghreb. Son code de droit est basé sur el Ijmâa ou consentement général des docteurs de Médine. Ses fatwas sont d'autorité. Plus tard, le jurisconsulte égyptien Khalil ben Ishaq, plus connu sous le nom de Sidi Khlil, mort en 1374 J.-C., composa le Mokhtasar ou le précis de droit malékite qui sera commenté par divers auteurs.

Son père a fait des études à Constantine, à Bejaia puis entreprend le voyage du pèlerinage à la Mecque. De ses ouvrages on peut citer Al Massoun fi Ahkam Ata'oun, un traité où il parle de la peste, et un autre Massa'il Al Moussatara Fi An Nawazil Al Fik'hia, précis de commentaire du droit musulman.

Ibn Quenfed al Qacentini, cet érudit

Ibn Quenfed est un érudit au sens plein du terme. C'est un encyclopédiste. Il publiera plus de vingt-sept ouvrages dans différentes disciplines : généalogie, théologie, médecine, astronomie, métrique, linguistique, grammaire et mathématiques. Il est l'auteur du livre Walayat Al A'yanes ou Nécrologies des dignitaires ou les notables et savants célèbres par leur parfaite connaissance du fik'h ou sciences théologiques. Issu d'une famille de jurisconsultes connue pour son mérite scientifique, religieux et culturel, il jouissait d'un respect et d'une position confortable auprès du pouvoir dynastique hafside installé à Tunis puis à Constantine.

En 759 H= 1357 J.-C., il partira au Maroc et y séjournera dix-huit ans à la recherche de sources du savoir et de la science notamment auprès des Qaraouyynes. Il sillonnera tout le territoire marocain particulièrement Marrakech, Sala, la maison d'Ibn Toumert à Hantata et Dakala et s'installera quelques années à Fez.

Il rencontrera des célébrités en matière de char'ia tels Al Kabab Chérif Tlemçani, Ibn Marzouk et deviendra cadi dans cette ville en l'an 769 H=1367 J-C. Ibn Quenfed revient à Constantine armé de sciences et de connaissances théologiques en l'an 786 H= 1384 J.-C. et exercera plusieurs fonctions dont celles de muphti et enseignant. Parmi les ouvrages qu'il a écrits dans le domaine de l'histoire, du fik'h, de la logique, l'astronomie, les mathématiques, le soufisme et la littérature. Il commencera la lettre du Cheikh Ibn Abi Zeïd. Il écrira le livre des Wilayas trois ans avant sa mort qui intervint en l'an 810 H= 1407 JC.

Ibn Quenfed : de la théologie a l'astronomie

L'ouvrage en question après la Bismallah donne à lire une poésie du genre mystique gharami sahih (mon vrai amour) en hommage à Abi Al Abbas Chiheb Eddine Ahmed Ben Fredj Ben Ahmed Ben Mohamed Al Lakhmi Al Ichbili, mort à Damas en Djoumad de l'an 699 H= 1299 J.C., une poésie amoureuse (Al Ghazali) d'une grande richesse littéraire. Il abordera dans d'autres ouvrages des constructions technologico-juridiques islamiques telles que le Quyas ou l'analyse des causes de similitude ou de dissemblance et pondération de leur valeur respective par rapport à deux situations comparées.

Il exposera les grandes vertus de l'éthique islamique. Il parlera d'Okba Ibn Nafâa mort en 63 H à Biskra dans les Ziban. C'est ce livre qu'il a intitulé Wilayat Al A'yane où il classifie depuis l'événement de l'Hégire tous les savants musulmans célèbres, le prophète et ses compagnons etc.

En quête du savoir de Marrakech-Tlemcen-Constantine

Parmi ceux qui ont commenté Ibn Quenfed, Cheikh Ahmed Baba Soudani, Sanhadji Soufi de la contrée de Tombouctou au siècle 10 de l'Hégire et qu'il a intitulé *« Nayyat Al Ibtihaj Bi Tatriz Adibaj » (Etre charmé d'un habit brodé).*

En revenant en Algérie après une longue absence, il rencontrera en l'an 766 H= 1374 J.C. à Tlemcen le prince Aba Abbas Ahmed Ben Abi Salem Al Merini, sultan du Maghreb et retrouvera son maître Chérif Belkacem Bessiti. Ibn Al Quenfed se penchera sur l'œuvre de Sidi Boumediene qui décéda un 13

novembre 1197 alors qu'Ibn Quenfed mourut en 1407 JC correspondant au 810 de l'Hégire.

L'œuvre encyclopédique d'Ibn Quenfed al Qacentini

Dans son ouvrage Oum Al Hawadher Fi Al Madhi wal Hadhar (mère des cités dans le passé et dans le présent) consacré à l'histoire de Constantine, Mohamed Mahdi Ben Ali Choughaïb fait état des œuvres d'Ibn Quenfed dont voici quelques titres :

- Takrib Addalala Fi Char'h Arrissala (Approche sémantique dans l'explication du Message du Prophète QSSL en sciences théologiques).
- Albab Fi Ikhtissar Al jallab.
- Mou'awanat Ar Riadh Fi Mabad Al Farayach (Droit successoral et répartition des héritages).
- Idhah Al Ma'ani Fi Bayan Al Bani (Essai philosophique et la logique).
- Talkhis Al Amel Fi Char'h (journal).
- Anes Al Fakir Fi 'Zi Al Fakir (mystique et soufisme).
- Anouar Assa'ada Fi Oussoul Al 'bada.
- Hydayat Assalek Fi Bayan Alfiyat Ibn Malek (Traité sommaire des études grammaticales).
- Almassaffa As Sunnya Fi Ikhtissar Rihla Al'abdanya (Notes de voyages).
- Siraj Athakat Fi 'Ilm Al Mifat (précis d'astronomie).
- Tassyir Al Matalab Fi Ta'adi Al Kawakib (mouvement des astres).
- Ouns Alhabib 'Inda A'az Attabib (réflexions sur la médecine).
- Tashil Al Ibara Fi Taâdi Al Ichara (Essai de linguistique).
- Wikayat Al Mawakit Wa Nqayat Al Mnkat.
- Bast Roumouz Khatia Fi Char'h 'Ouroudh Al Khazraza (prosodie et commentaire de la Khazradja, poème en vers métrique arabe).
- Al Quenfoudya Fi Abtal Ad Dallal Falakia (astronomie et mouvement des astres).
- Hat An Niqab An Woujouh A'mal Al Hissab (sciences de la numérotation et des chiffres qui est un abrégé d'arithmétique sur Ibn Benna, célèbre savant connu pour ses recherches en astronomie, astrologie judiciaire, sciences occultes).
- Al Ibrahimya Fi Mabadi Al 'Arabia (traité de philologie).
- Atakhlis Fi Char'h Atalkhis (essai de synthèse).
- Boughlata Al Faridh Fi Al Hissab Al Faraïdh.
- Al Farissia Fi Al Mabadi Ad Dawla Al Hafsya (Farissiade ou le commencement de l'histoire hafside traduite par Cherbonneau).
- Touhfat Al Warid Fi Ikhtissas Acharaf Min Jihati Al Walid.

Ce sont là les travaux d'Ibn Quenfed qui avait 11 ans lorsqu' Ibn Khaldoun séjourna à Constantine. Toutes ses contributions sur Tafsir Al Qoran ont été abordées dans ses réflexions. Il serait souhaitable que l'université consacre un colloque sur les hommes de sciences et les savants qui, par leurs travaux, ont enrichi nos bibliothèques. Alors que nous continuons à célébrer le 9e Centenaire de Sidi Boumediene, il était judicieux de souligner l'importance de l'œuvre de Sidi Boumediene et la voie qui permit à Ibn Quenfed de continuer de son vivant à la développer.

Il faut établir d'une manière pertinente les catégories référentielles et leurs instruments méthodologiques. Il faut défricher ce passé des lumières dans des écoles de la pensée canonique. Auprès de ces deux monuments du savoir, Constantine a toujours été berceau du savoir et de spiritualité et continue de nous livrer les merveilles de ses secrets cachés dans les lieux les plus insolites de notre spiritualité.

Le visiteur saura vivre des moments inoubliables en parcourant les ruelles étroites de sa vieille ville et découvrir les mausolées des Awlyas Salihines et des Zaouïas et mosquées qui ont donné aux siècles passés les illuminations à une Cité des lettres et de la spiritualité.

La médina de Constantine du profane au sacré

Ses quartiers, ses derbs, ses hammams, ses corporations de métiers qui malheureusement ont presque totalement disparu, nous révèlent également l'écroulement de la médina qui n'a pu être restaurée malgré les efforts déployés par les autorités de la ville.

Ceci est dû à la vulnérabilité du vieux bâti et au un manque d'expertise dans la restauration et la rénovation de notre médina. Au début du siècle passé, Constan-

tine avait soixante-quinze mosquées et une douzaine de zaouïas. Parmi les confréries qui ont un impact sur les habitants de la ville on peut retenir Zaouiet Hansala, Zaouiet Rahmania et Zaouiet Aïssaoua.

Chaque fois que j'emprunte la vieille ville en remontant El Rsif je retrouve à ma gauche une vieille bâtisse lieu de culte des adeptes des Hansala qui fut l'œuvre de Sidi Sadoune el Ferdjioui. Son mokadem fut le m'rabet sidi Maâmar de la tribu des Téléghma.

Lui succédant Sidi Ahmed Zouaoui, personnage appartenant à une vieille famille maraboutique venue des environs de Constantine dès le XVIe siècle dans la mechta de Chetaba, devient un grand chef des Hansala et, depuis, la direction spirituelle de la Zaouïa Hansala fut confiée aux membres de sa famille. Les héritiers de Cheïkh Zouaoui ont maintenu le prestige de leurs aïeuls et donnèrent à la zaouïa une expansion rapide.

Le grand maître Sidi Belkacem Ben Si Maâmar forma vers 1897 quelque 3485 Khouans, 48 Mokadems et 102 Chaouchs répartis sur 18 zaouïas. C'est incontestablement la zaouïa des Hansalas sous la houlette de Sidi Ahmed Bestandji, musicien en profane à ses débuts puis devenu chef mystique de la confrérie qui introduisit les modes musicaux andalous dans les qsayds mystico-religieuses. Ce fut une école d'éducation religieuse, du med'h et de la litanie (dhik'r).

Il faut dire que la zaouïa-mère des Hansalas fut fondée dans la fraction des Hansalas, tribu des Béni Mettir, au Sud de Fez dont Salid Benyoucef El Hansali en fut le maître. Sa naissance est intervenue au XVIIe siècle. Il se rendra à la Mecque puis au Caire où il sera l'élève à l'Université d'El Azhar de Cheïkh Sidi Aïssa El Djeneïdi Al Damyati. Ce dernier lui révéla la Tariqa (La Voie) dans l'incomparable poème mystique de l'Imam Abou Abdellah Chems Eddine Mohamed El Mirouti Edamyati.

Son fils Sidi Abou Amrane Ben Saïd El Hansali fut le fondateur réel des Hansalas dont la doctrine fut celle des Chadlya-Djazoulia. C'est le poème Damiata qui devient la référence des néophytes.

Le rituel confrérique ou les retrouvailles des néophytes

Autre zaouïa, c'est celle de la Rahmania dans le quartier « *Halmoucha* » limitrophe de l'ancien quartier juif d'Echaraâ dont les textes statutaires (el mandhouma errahmania fi el assbeb echariaa al moutaalika bi atariqa el khaloutia) furent corrigés par l'Imam Cheikh Abdelhamid Ibn Badis.

Dans cette zaouïa à ce jour, chaque après-midi du Vendredi après la prière, se rencontrent les adeptes pour écouter le « *qassad* », celui qui déclame et chante les med'h accompagné d'un chœur de mouridines (néophytes).C'est Si Mostefa Benabderahmane Benbachtarzi qui laissa à sa postérité la zaouïa de Constantine et fut investi du titre de khalifa par le fondateur de la confrérie.

Si Hmeïda Bachtarzi, mort il y a plus de vingt ans, qui fut le mokadem auquel succéda Aboud Bachtarzi, appartient à cette descendance confrérique des Rahmanias qui fait partie de la zaouïa-mère des « *Khalwatias* ». Si Abderahmane Ladjabi en fut un fervent adepte « *qassad* » émérite de la Rahmania de Constantine. Son fondateur Si Mohamed Benabderahmane Al Guechtouli Al Djardjeri El Azha-

ri est né vers 1126-1133 de l'Hégire/1715-1728 JC à Aït Smaïl. Il appartient à la tribu des Gechtoulas dans le Djurdjura. Il commença ses études dans la zaouïa du cheïkh Szddik Ourab chez les Aït Irathen, puis à Alger. Il se rendit ensuite à la Mecque et enfin au Caire où il apprendra la Tariqa et s'affilia à l'ordre des Khelouatias en devenant le disciple du cheikh Mohamed Ben Salem El Hafnaoui.

Il ira ensuite au Soudan, à l'Inde, en Turquie au Hidjaz avant de revenir chez lui à Aït Smaïl après trente ans d'absence dans les années 1183 de l'Hégire correspondant à 1770 JC. Prise de jalousie, la caste maraboutique a fait une fatwa pour le disqualifier. La mort le surprendra en l'an 1206 de l'Hégire 1793/94 JC. La population lui fera de grandioses manifestations populaires dans la Kabylie et l'accompagna à sa dernière demeure.

Les Turcs s'alarmèrent de cette sympathie que lui vouait la population et le firent enterrer au Hamma à Alger après avoir substitué son corps primitivement inhumé à Aït Smaïl d'où le surnom de Bougabrin. Vers 1900 on comptait quinze zaouïas de la Rahmania avec 66 tolbas, 76 Mokadems, 80 Chaouchs, 12520 khouans et 1206 Khaouniats. A Constantine de son temps, il fut un sympathisant de la zaouïa Rahmania avant qu'il ne s'en prenne aux déviances de touroukias qui se sont éloignés de la voie de Dieu et de son prophète Sidna Mohamed *(QSSL)*.

La troisième zaouïa est celle des Aïssaouas qui se trouvait dans le quartier de la vieille ville « Seïda » dans la Mosquée dite « Djamâa Hafsia ».Très souvent c'est la maison *« Dar Gmar »* à Sidi Bouanaba que se tiennent les halkates et où se fait le rituel. Dans un temps très récent les familles constantinoises s'organisent en faisant des offrandes à Bouledjbel ou Sidi Slimane el wali essalah. Dans ce lieu les aïssaouas déclament les chants mystiques à la gloire de notre prophète et de ses compagnons ainsi à leur saint Sidi M'hamed Benaïssa. On peut citer comme mokadem préposé Si Ali Belghoul, Si Larbi Bakhtache, Badaoui Chadly, Si Belgacem Abid Charef.

Aujourd'hui, on peut dire que Si Salim Mezhoud est un puriste de la confrérie Aïssaoua. Pour le reste, il y a des formations qui se sont lancées dans le chant sacré tels Zei eddine Bouchaala, Zeineddine Bouabdellah, Redha Boudemaghe, les enfants Chied etc. qui animent les fêtes familiales. La zaouïa des Aïssaouas est celle de M'hamed Benaïssa qui naquit à Meknes vers le fin du XVe siècle. Sa famille est d'origine chérifienne se rattachant à Moulay Ammar El Idrissi. L'Imam Slimane Al Djazouli était son grand-père. Il y a dans la ville de Constantine d'autres confréries telles celle des Tayyibias qui fut dirigée par les membres de la famille Benchériet ou celle d'El Amiria à l'entrée du Derb Bencharif.

Constantine ville de la dévotion et des awlyias salihines

Plus de quatre-vingt *« walisalah »* ont créé toute une ambiance de dévotion et de dhik'r que Constantine ville traditionnellement attachée aux *« Awlyias Essalihines » (Saints)* vivait des moments de méditation, de poésie mystique et de prières. Selon les informations recueillies dans l'ouvrage d'Ernest Mercier rappelées par mon ami Azzouz Benmaïza qui milite pour restaurer et réhabiliter la zaouïa Sidi Brahim Benmaïza à la rue impériale et dont il n'a cessé d'adresser des doléances au plus haut niveau, il cite les zaouïas suivantes : zaouïa Benabderahmane, zaouïa sidi Kemouche, celles de de Sidi Souari, de Tidjanyia, de Sidi Benredouane au fondouk zeït, de Sidi Khérachfiine el khouan Forgha Sidi Amar, Hansala Ennadjarine, rue vieux, Sidi Bouanaba, Sidi Moulay Tayeb face rue damr, Ouled Cheïkh Lefgoun Ras El Kharazin rue combes et Rouaud Mosquée dit Hamouda, Bendjelloul.

Sidi Tlemçani rue Constantine occupée par les sœurs secours, Sidi Boumaza rue Perrégaux, Sidi Brahim Benmaïza rue Pérégaux Alexis Lambert, Sidi Brahim Benmaïza Dar Sidi Brahim rue Impériale dont la mosquée familiale se trouvait à zenkat Ahtchi Bakir (Faure Barou).

D'après Chams Eddine Chitour maître de conférence au Polytechnique d'el Harrach Constantine abritait environ cent mosquées et chapelles avant la conquête française en 1837 et confirmant l'existence d'El Alwalyas Assalihines dans la Médina de Constantine. Parmi ceux-là on peut citer : Sidi Ali Kafsi, Sidi Abdelhadi, Sidi Abdelkader, Sidi Abdellah, Sidi Abdelmalek,(habous de la famille Bachtarzi, Sidi Abderahmane El Karaoui (Rahbat Al djmal), Sidi Abderahmane, habous des Bachtarzi, Sidi Ali Benmakhlouf(bordj Assous tour romaine, Sidi Ali Nadjar (famille Benkhellil), Sidi Ali Tendji, Sidi Amar Boukeleb, Sidi Amber, Sidi Ammk ben meddah, Sidi Belghoul, Sidi Abdellah Bencherif(famille Belhadj mostefa), Sidi Belounas, Sidi Benour, Sidi Bensbaini, Sidi Bezar, Sidi Bouanaba (lieu hammam soltane), Sidi Boukhadra, Sidi Bouladjbel.

Sanctuaire de Sidi Rached

Zaouïas en attente de rénovation et l'effort de réstauration

Sidi Boumaaza (Cheïkh Sidi Aïssa el Ouichaoui, 1574 Expropriée pour utilité publique en 1873 , Sidi Boumedjel, Sidi Bounab, Sidi Bouraghda, Sidi Brahim Boumaïza(habous de la famille Boumaïza 1750 à 1803 ou 1848 à 1875) Sidi Brahim Al Rachedi Sidi Deblen, Sidi El Djelis, Sidi El Beid, Sidi El Houari, Sidi El Katani tombeau de salah Bey), Sidi El Kebir, Sidi El Recim, Sidi Ferdoun, Sidi Feth Allah, SidiFliou, Sidi Fouad Driba, Sidi Gsouma (Famille des Hchaichias), Sidi Hafane, Sidi Hati (coudiat), Sidi Hassouna, Sidi Hidare, Sidi Hrar El Ferdj, Sidi Kaïs, Sidi Kasba, Sidi Kemouche(famille des Benbadis habous), Sidi Khlifa (famille des Bencheïkh el Hocine, Sidi Khellil, Sidi Krouma, Sidi Lakhdar, Sidi Mabrouk (famille des Benkartoussa), Sidi Mokhfi 'famille Manceri), Sidi Mahrouf,Sidi Makhlouf (Souk El Ghzel), Sidi Maïmoun, (Rsif famille Merdaci),Sidi Mhamed el Ghrab (famille Bendjelloul), Sidi Mofredj, Sidi Mohamed Azouani, Sidi Moncef.

Sidi Mcid, Sidi Narrache, Sidi Nemdil (famille Bencheïkh Lefgoun), Sidi Oumdada, Sidi Ourtada, Sidi Rached, Sidi Ramah, Sidi Racedi, Sidi Safar, Sidi Slimane (famille mejdoub Benkachkache), Sidi Yahia Sidi Yahia Farcili, Sidi Yasmine 'exproprié pour utilité publique en 1873 rue Thiers), Sayda Hafsa, El Bey, El Djouiza, Hansala, Qobete el Bachir, Rebaïne Chérif (famille Bouabdellah cherif), Souk el Ghzel, Tidjanie 1 et 2. Lalla Fraydja source vénérée à côté de la piscine de Sidi Mcid, Sidi Fezzane (remblais), Sidi Souari (famille Bendjelloul), Sidi Tlemçani et Les confréries de la Rahmanyya (famille Bachtarzi, celle des Benaïssa(famille des Benazzouz), celle des Hansala(famille des Abdelmoumen), celle de la Tidjanya(famille des Benaamoun), celle de la Tayyibia(famille Bencheraït et et Benmaïza), celles de la Chadlya et El Hanafia.

Elles se sont organisées dès le XIIe siècle chez nous et ont pris de l'importance en donnant au soufisme un encadrement social. Les *« ziaras »*, visites pieuses, et la *« baraqa »* (la bénédiction) des Awlyais Essalihines donnaient à ses rencontres une sorte de cérémonial religieux où les offrandes telles les *« nachras »* à Sidi Mohamed Ghorab, les danses initiatiques au rythme du tbel, du bendir, des naghrates offraient un spectacle à la grâce divine.

Le soufisme, origine et doctrine esothérique

Mais d'où vient le mot soufi ? Les auteurs musulmans, après maintes controverses, ont cru en trouver l'origine dans le mot *« souf »* qui veut dire laine. *« Habillez-vous de vêtements de laine afin de trouver dans vos cœurs la douceur de la foi ».*

Peut-être l'étymologie remonte à *« Ahl Safa »* ou encore dérivant de la racine « afa » (lueur-lumière) et safa dériverait de Safi, safa (pur-sage). Les doctrines néoplatoniciennes offrent du reste une frappante analogie avec celles des soufis. Le premier qualificatif soufi apparait sous Al Mouatamad vers 892 J.-C. et le soufisme était déjà enseigné du haut des chairs des mosquées. Mais au célèbre El Djouneidi fondateur réel de l'école soufie à Bagdad vers 289 de l'hégire/901 JC.

Mais sa forme poétique est tel un collier dont les perles de couleurs différentes non confondues se succèdent. Le poème soufi offre par touches une succession de vers dont aucun n'est enfermé dans une architecture préétablie. Il y a un véritable effet de charme au sens original d'envoûtement. Chez Ibn Arabi par exemple et dans toute la poésie amoureuse mystique, le poème d'amour transpose l'état affectif du soufi vers le Haut.

Comment peut-on transposer un langage d'amour profane à une expérience mystique? Le recueil amoureux et mystique consacré à Nidham, Harmonie, cette jeune fille d'une beauté et d'une spiritualité exceptionnelles, typifiant l'Essence absolue et la Présence divine dans la Manifestation universelle dans tous les réceptacles que comporte celle-ci.

Dans le prologue de *« Tourdjouman Al Achwaq »*, Ibn Al Arabi la figure et les traite de caractère de l'Héroïne Nidham/Harmonie. Cette jouvencelle d'une beauté sans pareille illustre sous la plume du maître l'Essence divine et ses Manifestations sans fin en rap-

port avec l'amour. Amour essentiel en Dieu dans ses lieux d'apparition sans nombre. Nidhame Ayn Achems wal Baha (Source essentielle du soleil et de la splendeur). Cette femme parfaitement accomplie, *« la jeune fille est sans parure au regard de l'Unicité de Dieu même qui ne comporte aucune trace de l'ornement ».*

On peut citer ces femmes soufies telles que Rabia Al 'Adawya, Roqeyya Al Mossoulya, Rayhana Al Majnouna, Atika Al Ghanya. Trente-deux sur trente-cinq femmes soufies ont vécu au IIe et IIIe siècles de l'Hégire selon le savant Chafaï, Abd Raouf Al Mounawi.

Encadrement sociétal des zaouïas

En revenant au rôle des zaouïas dans la vie des populations en dehors de l'aspect spirituel, social et éducationnel, elles ont joué un rôle dans la préservation du patrimoine musical. Détentrice de la pure tradition, elles lui conservent toute son authenticité. El Bordah d'El Boceïri avait atteint une place remarquable dans le répertoire des Madayah (litanies) à la gloire de Dieu et de son Prophète. Al Shoustari maître du zajal soufi a laissé tout un recueil de poèmes mystiques.

A Constantine qui chante le genre aïssaoui dans un style apparenté au mystique continue d'animer des fêtes. Le plus important est cette rencontre annuelle des adeptes des différentes confréries en conclave sous l'appellation de *« Chaâbanyia ».*

C'est un véritable colloque où la Tarika est honorée à travers des séances de méditations et de litanies excluant les jeux du feu et d'autres artifices découlant des miracles de leur maître. C'est dans une ambiance chaleureuse que les khouans des Aïssaouas, Hansalas, Rahmanya, Tayybia, Amiryia…

Les Hansalas et les Aïssaouas entonnent quant à eux *« Tamâa Fi Malgakam Ya Chikhi wâazame Lyia- Ya Hansala Ya Sadati Ya Ahla hala sirou djamâa an Zourou qabbat Awlyia »* ou bien cet Istikhbar *« Ya Machi Lil Gharb hawwas, machia harissa, salama 'Ala Fès wa Meknès, zid 'Ala M'hamed Ben Aïssa».* L'adepte purifie son âme et l'état extatique auquel il parvient, le met alors en communion directe avec une réalité supérieure grâce à la révélation spéciale reçue par le fondateur de l'ordre et gardée précieusement de génération en génération.

Il y a un dhik'r à apprendre par cœur. Chaque confrérie a sa propre formule de récitation. Ce qui se dégage, c'est mysticisme ardent, une tension d'esprit continuel vers la divinité. Chaque affilié est tenu d'avoir *« l'Ouerd »* qui est une formule d'exaltation de Dieu. Elles sont choisies dans le saint Coran et se ressemblent dans toutes confréries.

Ainsi l'Querd de la nuit du Lundi où l'on fait réciter 600 fois la *« Basmallah » se prosterne 50 fois en récitant* quelques versets du Coran. Alors celui du Vendredi, c'est 700 fois en se prosternant 30 fois tout en récitant quelques versets du Coran. Les autres nuits le nombre des Basmallah varie ainsi que celui des prosternations. Le dhik'r lui aussi diffère selon le degré extatique du néophyte. Comme il y a différents dhik'r tels celui *« dhik'r el ouaqf »* ou *« dhik'r el hadra »*… son âme monte d'un stade à un autre jusqu'au degré sublime où les 160 mille voies qui enveloppent les secrets divins s'écartent et le laissent voir *« l'impénétrable ».*

A ce moment les rayons célestes qui inonderont son cœur et son esprit guidée par l'image de Dieu *« Un »*, tombent dans les champs des lumières dominantes. L'idée de l'unité parfaite se forme dans son esprit et, à des splendeurs divines se rattachent les attributs. Le soufi confère alors l'ouerd c'est-à-dire l'initiation qui éclaire son âme d'une lueur divine pour permettre à l'esprit de s'élever vers un monde invisible. Par cet acte d'invocation, le cœur s'amplifie du nom de Dieu, l'âme retrouve le calme en la présence du maître et les lumières émergent du milieu de l'ombre.

Méditation et mystique dans la médina

En lisant Al Ghazali dans son ouvrage Ihya 'Ouloum Eddine, Ibn Djawzi dans son œuvre en quatre volumes Silat Assafwa, Ibn Al Arabi dans Tourjouman al Achwaq (l'interprète des désirs) ou *« Foutouhat al Mecquia » (les ouvertures spirituelles mecquoises en 560 chapitres)*, c'est de toute la doctrine soufie qu'il s'agit de méditer.

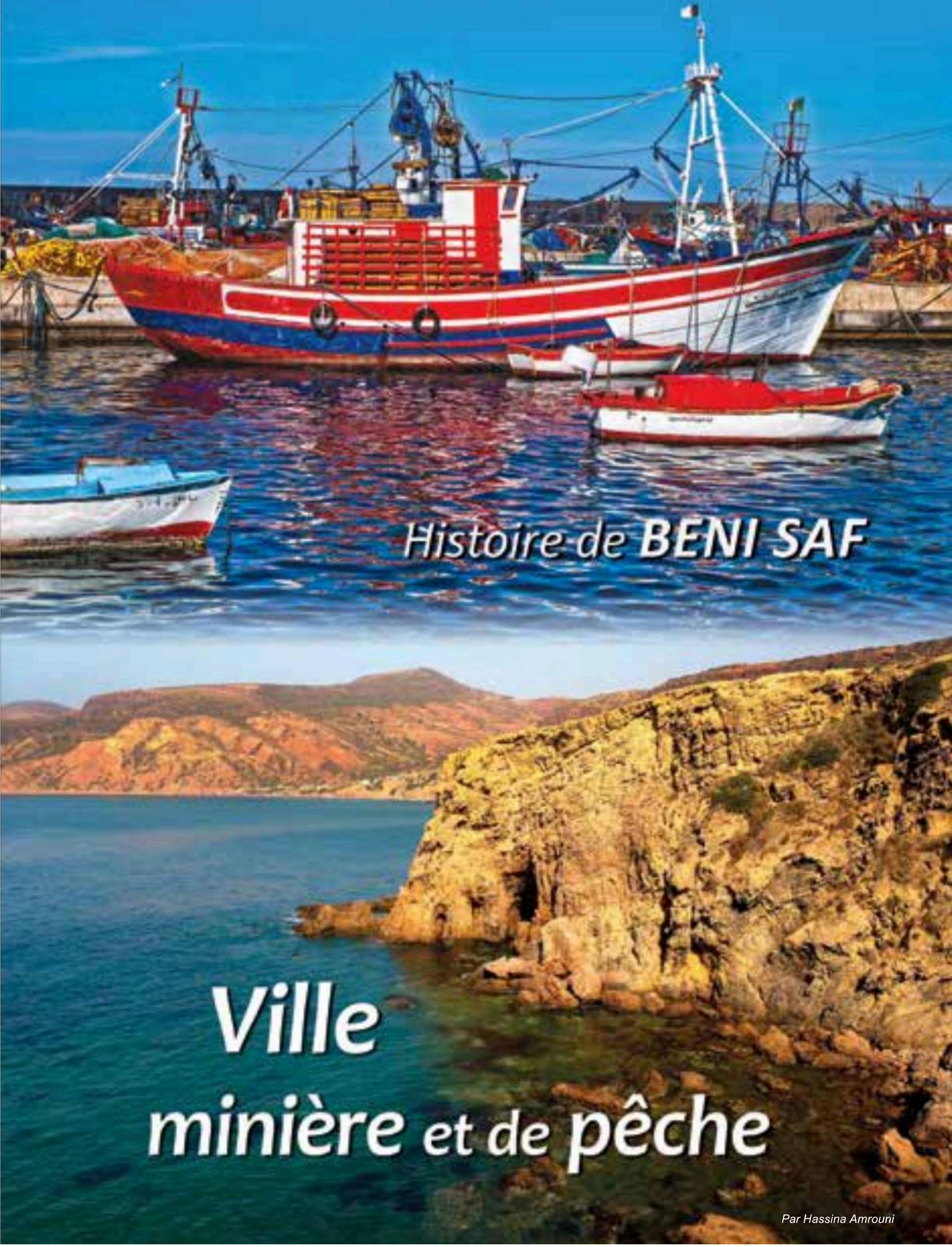
Il faut dire qu'après la mort du prophète Sidna Mohamed *(QSSL)*, il y a eu le schisme qui sépara les chiites des sunnites. Quatre rites émergèrent dans la pensée islamique : le Hanafisme, le Chafiisme, le malékisme et le hanbalisme. Sept écoles principales vont voir le jour l'école chiite, kharédjite, motazalite, mordite, nadjarite ,djabrite, mochabbihite et nadjite subdivisées elles-mêmes en 72 fractions. Le soufisme est venu avec pour objectif d'approfondir l'enseignement du Coran et de la Sunna. On dit que le soufisme est né en Inde, naturalisé en Perse et mis sous la forme de l'enthousiasme extatique par la deuxième génération de l'école d'Alexandrie et plus tard par les philosophes arabes eux-mêmes.

A partir du XIIe siècle, il y a eu cinq ordres que sont la qadirya, humanitaire et de rahma, Khalwatya de contemplation et extatique Chadilya spiritualiste, Naqchbandya plus éclectique et enfin Saharouerdya qui est plus panthéiste. Chez nous c'est avec les Mourabitines (Almoravides) et Almohades par le canal des Chorfas et des Faqihs d'Andalousie émules d'Ibn Rochd et d'Al Ghazali que le mouvement confrérique a pris de l'essor. Ibn Khaldoun parle de ces tribus maraboutiques qui se sont installées et deviennent des notabilités dans le pays. Bagdad, Fez, Cordoue, le Caire, Damas, Tlemcen et toutes les villes du grand Maghreb seront leurs refuges ainsi que les pays subsahariens d'Afrique. Chez nous la puissante zaouïa Tidjanya dans Aïn Madhi, Témacine à Touggourt ou à Gmar sont affiliées dans la ville de Laghaouat à la zaouïa-mère d'Aïn Madhi.

C'était là, Constantine la Cirteenne, ville longtemps pôle culturel qui accueille ses hôtes de l'autre ville princière, Tlemcen la Zianide à travers son Club Soufi Travel, qui organise à travers le pays et dans d'autres contrées du monde comme Bokhara/Samarkand, Kounya/Istanbul, l'Andalousie Arabe etc. De telles manifestations cultuelles dans le respect de nos valeurs spirituelles. Constantine avec son Université islamique l'Emir Abdelkader et ses grands campus universitaires vous donne cette sensation de savourer les grands poèmes mystiques qui glorifient Dieu et son Prophète.

(*) Dr Boudjemâa HAICHOUR
Chercheur Universitaire- Ancien Ministre

Bibliographie :
1-Ernest Mercier : « Histoire de l'Afrique Septentrionale, Ernest Leroux Editeur, Paris 1888.
2-Octave Dupont et Xavier Coppolani :« Les confréries religieuses musulmanes en Algérie » Edition Adolphe Jourdan. Paris.
3- Louis Rinn : « Marabouts et Khouans » Etude sur l'Islam 1884.
4- Ibn 'ARABI : « Al Futûhat al-Makkia »(Les illuminations de la Mecque), Anthologie présentée par Michel Chokiewicz. Albin Michel Paris 1997.
5- Ibn 'Arabi : « Turjuman al Achwaq »(L'interprète des désirs) traduit par Maurice Gloton collections Spiritualités vivantes n°60.
6- Ben Ali Chougheïb Med El Hadi : "Oum El Hawadhir Fi Al Madhi Wal Hadhar" en arabe Imprimerie El Baâth Constantine 1980.
7- Zhor Ounissi : « D'Aveux et de Nostallgie »(Djasr Li Al Bouh Wa Al Akhar Li Al Hanine)- Roman traduit de l'arabe par Mehenna Hamadouche Edition
8- Charles St Cabre – Ancien Directeur de la Medersa de Constantine Revue Africaine N° 57 Année 1913 PP 90/91 « Eloge de Constantine ».
9- Adel Nouwadh-Ibn Quenfed Beyrout 1971 « Al Wilayat » en langue arabe.
10- Abdellaziz Fillali- « Ibraz 'Oulama Qacentina Wa Atharahoum Fi Al Maghreb Wa Charq » Revue Numidia Université de Constantine Juin 1990 Dhou Al Kaada 1410.
11- Choughaïb Mehdi-« Oum Al Hawadher Fil Madhi Wal Haddher » Imprimerie Al Baath 19806 – 1400 de l'Hégire pp-71/79.



Histoire de BENI SAF

Ville minière et de pêche

Par Hassina Amrouni

Béni Saf

Située à une trentaine de kilomètres d'Aïn-Témouchent, le chef-lieu de wilaya, Beni-Saf est une charmante ville côtière, très prisée pour ses belles plages mais aussi connue pour ses ressources halieutiques.

Bâtie sur des collines de 90 à 150 mètres d'altitude, Beni Saf n'a pourtant pas toujours été cette ville accueillante que l'on connaît aujourd'hui.
Si les côtes oranaises et l'île de Rachgoun ont connu, depuis des millénaires, la présence de plusieurs peuples, à l'image des Acheuléens, Crétois, Mycéniens, Phéniciens, Numides, Carthaginois, Masaesyles ou Massyles, les côtes beni-safiennes, en revanche, resteront longtemps inhabitées. En effet, nul ne voulait se hasarder sur ces terres hostiles, sans surface plane pour pouvoir y construire des bâtisses et tombant en ravins profonds aux pentes raides.
Quant à la baie, elle n'offrait, elle aussi, guère de possibilité à l'établissement d'un port ou d'un comptoir. Même les Romains ne se sont pas résolus à s'y installer, eux qui ont conquis presque toutes les côtes de notre vaste pays. Ils lui préfèreront Siga (à l'embouchure du fleuve de la Tafna) et Camerata (actuellement Sidi Djelloul), dotées d'une nature plus accueillante.
On raconte donc qu'à cette époque, seules les bêtes sauvages – hyènes,

panthères…– y erraient, en quête de proie facile. Les occupants se succèderont ainsi sur les terres environnantes, mais Beni-Saf restera inoccupée jusqu'à l'arrivée des Français.
Après leur débarquement à Sidi Fredj le 5 juillet 1830, les Français se lancent progressivement à la conquête des autres contrées d'El Djazaïr. Ainsi, le 20 octobre 1835, une garnison militaire s'installe sur l'île de Rachgoun afin d'empêcher les Anglais d'amener leurs armes. Mais très vite, les eaux poissonneuses de cette région attirent des dizaines de pêcheurs, arrivés par les premiers bateaux français. Toutefois, la découverte, en 1850, de gisements de minerai de fer hématite (oxyde de fer hydraté à 60 % environ), attire encore plus les nouveaux occupants. Pêcheurs, paysans et colons, en quête d'un bon filon, convergent alors en masse vers la côte beni-safienne et se lancent dans l'extraction du minerai. Dans un premier temps, ils creusent des cavernes dans la falaise, avant de se regrouper à Sidi-Boucif où le bas du ravin est aplani afin que les premières petites baraques en planches y soient érigées.
Le minerai est donc extrait au pic de la falaise puis transporté à dos d'ânes vers « la plage des mouches », située à l'Est. Là, il est chargé dans de petits bateaux ralliant des voiliers stationnés en mer.
Cinq ans plus tard, en 1855, une compagnie anglaise obtient une concession pour l'exploitation du minerai. Elle rachète donc les mines, établit une voie de chemin de fer et investit la baie de Camerata (Sidi Djelloul) pour l'embarquement du minerai.

Ile de Rechgoun

Béni Saf

En 1867, une société dénommée *« Soumah et Tafna »*, entreprend ses explosions minières à ciel ouvert au niveau de Ghar El Baroud et à Dar Er Rih. Recrutant une importante main d'œuvre, la société investit alors la plaine pour y installer bureaux et baraquements, jetant ainsi les jalons de ce qui allait devenir la ville de Beni Saf. Toutefois, c'est la société minière *« Mokta El Hadid »* qui obtient en 1875 une concession de plus de 400 ha pour une durée de 99 ans. Le village de Beni Saf commence à voir le jour dans la partie basse de Sidi Boucif. Il faut, cependant, noter que Beni Saf a connu différentes étapes charnières dans sa construction. La première, s'étalant entre 1875 et 1900 a vu l'arrivée des premières familles européennes, surtout espagnoles. Aux maisons construites au fur et à mesure dans la partie basse de Sidi Boucif, s'ajouteront les écoles, l'église, les structures sanitaires, les bâtiments culturels (théâtre, cinéma...), vers le sud. Quant au siège social de la société minière *« Mokta El Hadid »* qui emploie à cette époque 1050 ouvriers, il était implanté dans la zone portuaire. Pour ce qui est de la population autochtone, elle était contrainte à vivre à proximité des galeries de la mine mais surtout loin des quartiers résidentiels, réservés aux colons.

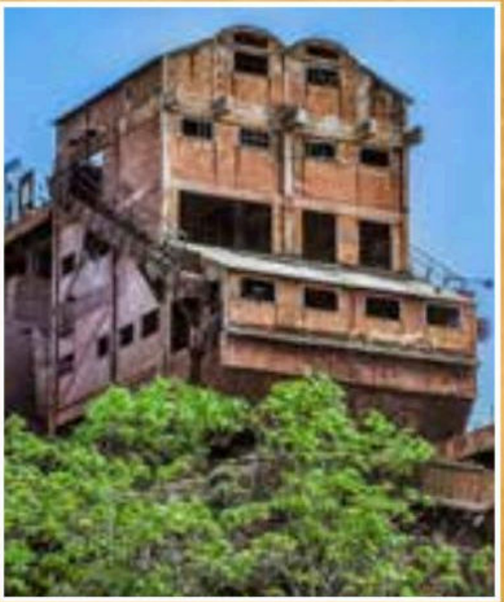
Se situant entre 1900 et 1930, la seconde période verra l'agrandissement de la ville vu que le site initial était arrivé à saturation. Mais les mines et la pêche attirant, toujours, de nouveaux chercheurs d'emploi (ils seront 5000 en 1912 à travailler sur le site), de nouvelles constructions verront le jour d'abord sur la berge orientale de Oued Sid Ahmed (actuel centre-ville) puis, dans la zone du port.

Entre 1930 et 1958, une zone d'activités économiques s'est développée, de même que la Plage des Puits s'est urbanisée durant cette période.

Le développement urbanistique de Beni Saf s'est poursuivi, au lendemain de l'indépendance, encore et ce, en dépit de nombreuses contraintes (site accidenté...).

Hassina Amrouni

Sources :
www.lavoixdeloranie.com (08/07/2006)
P.J Letellieux Le littoral de l'Oranie occidentale 1974
http://www.vitaminedz.org/histoire-de-la-ville-de-beni/Articles_344_56450_46_1.html
https://bel-abbes.info/apercu-historique-ethnographique-de-beni-saf/



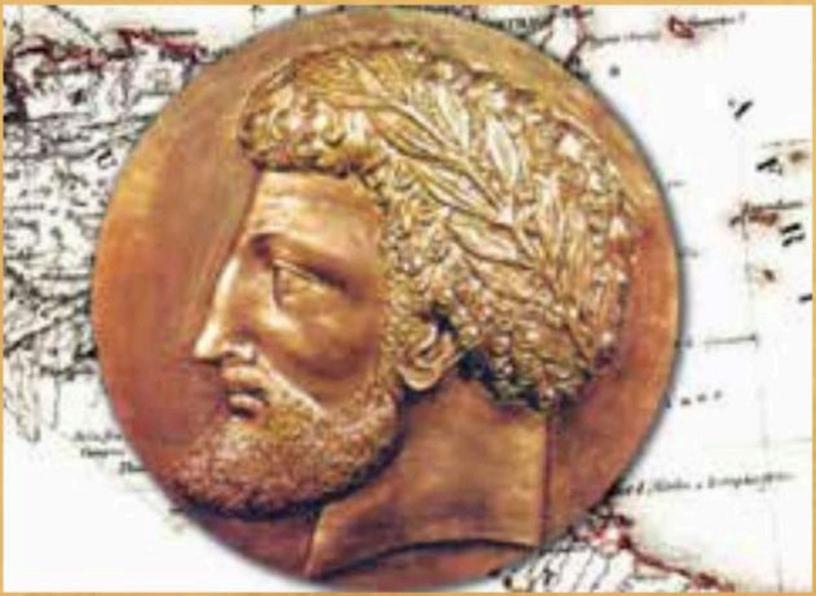
Mausolée royal de **Syphax**

Un patrimoine classé

Par Hassina Amrouni

Béni Saf

Béni-Saf a hérité de son passé un patrimoine archéologique dont elle s'enorgueillit aujourd'hui.



Situé sur le haut de la colline Skouna, sur la rive droite de la Tafna et culminant à 220m d'altitude, le mausolée du roi Syphax domine toute l'antique capitale de la Numidie occidentale.

On y accède par trois chemins, d'abord par cette route du sud, venant de Beni-Saf, puis par le village de Sidi-Ghanem et enfin par un sentier battu, du côté Est, à partir du lieu-dit Sidi-Mehdi.

Ce monument datant du IIIe siècle av. J.-C., classé patrimoine national en mars 2014 et situé dans la commune Emir-Abdelkader, est l'un des « *témoins matériels* » de la période numide en Algérie ».

Peu de fouilles nous renseignent sur ce site. Les rares publications qui lui sont consacrées nous apprennent que ce monument funéraire est doté du toponyme néo-punique Syg'n, puis romain, Siga. Durant le IIIe siècle, toute la région est sous la domination de l'Aguellid Syphax, roi des Massaelys. Après une période de décadence, la cité retrouve son aura, notamment avec l'avènement de l'empire romain.

Sur les deux rives de l'oued Tafna, on atteste de la présence

de plusieurs monuments, certains visibles, d'autres enfouis, témoignant de cette période de notre Histoire.

Pour ce qui est du mausolée du roi Syphax, il a été découvert en 1953, lors de fouilles archéologiques effectuées par le chercheur et historien français G. Vuillemot. Malheureusement, en l'absence d'un plan de sauvegarde et de préservation, il a fini par être exposé aux actes de vandalisme. Ces actes ont contribué à la fragilisation de la structure de ce site, si bien que beaucoup de voix locales, notamment celles des associations « *Les amis de Béni-Saf* » et « *Siga* » ainsi que l'Office du tourisme de Béni-Saf se sont élevées pour tirer la sonnette d'alarme et demander aux autorités locales et à la tutelle chargée de la protection du patrimoine de prendre des mesures urgentes pour sauver ce patrimoine millénaire de la dégradation.

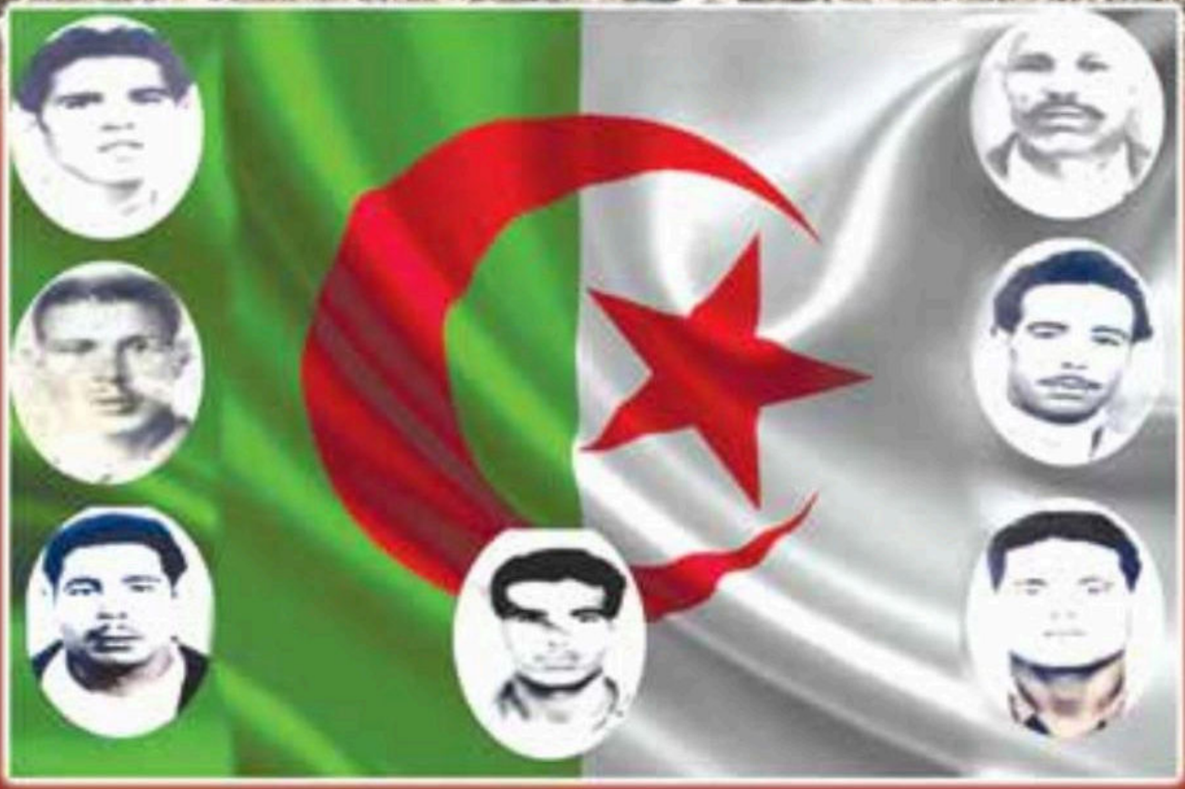
Aujourd'hui, si des gardiens ont été installés sur les lieux pour repousser les éventuels voyous qui voudraient s'en prendre au site, il n'en demeure pas moins que ce monument qui fait partie de notre riche patrimoine devrait bénéficier d'un plan de sauvegarde afin de lui assurer une existence pérenne.

Hassina Amrouni

Sources :

Plusieurs articles de la presse nationale

Beni-Saf, terre de martyrs

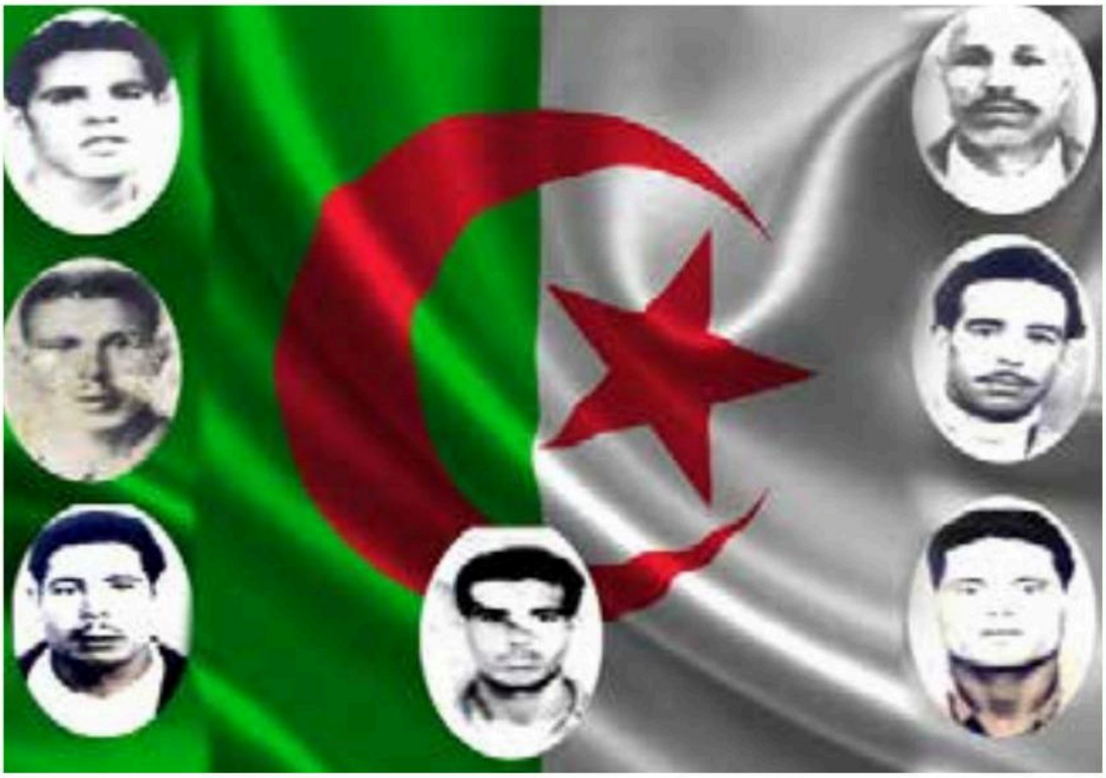


Qui se souvient des *frères* BOUBEKEUR ?

Par Hassina Amrouni

Béni Saf

A l'instar des autres régions du pays, Beni Saf a subi durant la colonisation française toutes sortes de privations et d'injustices. Aussi, lorsque la guerre est déclarée, le 1er novembre 1954, contre l'occupant colonial, ils sont nombreux à prendre les armes.



Beni Saf a ainsi donné en sacrifice à l'Algérie les plus valeureux de ses enfants. Sans distinction d'âge, de sexe, de rang social ou de niveau intellectuel, ils ont donné leur vie pour que vive l'Algérie libre et indépendante. Aujourd'hui, Beni Saf se souvient de toutes ces âmes pures sacrifiées sur l'autel de la liberté. Elle se souvient de tous ces fils, frères, parents, voisins ou amis qui ont pris les armes et qui sont morts pour que l'Algérie retrouve sa souveraineté. Oui, Beni Saf se souvient de Benallal Si El Missoum, des frères Sidi Yacoub Moulay et Sidi Yacoub Mohamed, Kadour et son épouse, tous deux portés disparus.

Elle se souvient aussi de la famille Boubekeur qui compte sept martyrs, tous frères, nés du même père et de la même mère.

C'est dans le quartier de Boukourdan (aujourd'hui Nahda) que les Boubekeur grandissent. C'est aussi dans leur fief qu'ils voient naître leur fibre patriotique et leur engagement pour la Révolution de novembre.

Dans un témoignage consigné au niveau du musée du moudjahid de Beni Saf, on retrouve le récit poignant de la veuve de Boubekeur Chikh : « *Chikh ainsi que deux de*

ses frères, El-Habib et Boucif, avaient rejoint les rangs de l'ALN en 1956. Tandis que les quatre autres – Mohamed, Miloud, Ahmed et Boubekeur (celui-ci porte son prénom comme son nom) – avaient suivi les mêmes pas que leurs frangins mais en menant la vie dure au colonisateur, à l'intérieur du périmètre urbain. Mais tous, tour à tour, tombèrent au champ d'honneur, Chikh en premier. »

Toujours dans son témoignage, Kheira Boudlal, ajoute qu'un jour, avec son époux, ils étaient allés passer la nuit chez Boucif. Au petit matin, son époux lui demande de lui préparer de l'eau chaude pour qu'il fasse ses ablutions quand ils entendent frapper à la porte. Un groupe d'hommes était venu informer Chikh que le douar d'El M'dadha (situé sur le flanc droit de l'oued Tafna, aujourd'hui commune Emir-Abdelkader) était encerclé par l'armée française qui s'apprêtait à lancer une offensive contre la population. Les villageois sollicitaient l'aide de Chikh.

« A peine la prière accomplie, on était dans la voiture pour rallier la région de M'dadha. Chikh était au volant. Arrivés près de Sidi Mehdi (15 m à l'ouest de Béni-Saf et à 10 m du dit village), on vit un hélicoptère de l'armée coloniale survoler la région. Et pour échapper au contrôle du pilote, Chikh fonça sous un grand arbre à feuillage touffu. On resta cachés pendant un long moment. L'avion tournait toujours dans le ciel. Plus bas, sur un flanc de l'oued Tafna, un berger gardait un troupeau de moutons. Dès que l'avion s'éloigna, Chikh me demanda de trouver un moyen pour retourner à Bé-

ni-Saf, avant de rejoindre le berger en courant. Je vis ce dernier lui passer sa gandoura (djellaba). Chikh prit ensuite la direction sud, avant de s'effacer pour rejoindre les autres khaoua. Plus tard, j'ai appris qu'il était tombé, les armes à la main, au champ d'honneur lors de cette même bataille de M'dadha. »

Après Chikh, Boucif et Boubekeur tombent, à leur tour, au champ d'honneur en 1957. Un an plus tard, Ahmed, fidaï, meurt lui aussi en martyr près d'El-Ançor (3 km sur l'ancienne route d'Oran). Surpris par des tireurs embusqués, ce dernier est tué avec ses deux autres compagnons de lutte, à savoir Mehdi Bouchelafi et Fatima el-khayata (la couturière), une femme très engagée dans le combat pour la révolution.

Fidaï, comme son frère Ahmed, Miloud participe à diverses opérations d'éclat avant d'être arrêté en 1959. Dans leur abjection, ses tortionnaires n'hésitent pas à le jeter du haut du pont de Boukourdan où il trouve la mort après d'atroces souffrances.

Agent de liaison, Mohamed meurt près d'El-Bitour, autre vieux quartier de Béni-Saf, quant à El Habib, il connaîtra la fin la plus atroce, en étant enterré vivant dans une fosse commune.

Tout comme les frères Boubekeur, d'autres familles beni-safiennes perdront plusieurs membres durant la guerre de libération, à l'image de la famille Brahimi qui compte cinq martyrs : le père Safi et ses quatre fils : Mohamed, Abdelkader, Miloud, Chikh, tous fusillés après avoir été ligotés à des poteaux électriques.

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.algerie-dz.com/forums/archive/index.php/t-185972.html
(Mohamed Bensafi, Le quotidien d'Oran)
Articles de la presse nationale

Benallal Missoum dit « Si El Missoum »

LE CHAHID SANS TOMBE

Par Hassina Amrouni

Le nom de Si El Missoum est intimement lié à la guerre de libération nationale, lui, le martyr qui a choisi de donner sa vie pour l'Algérie.

Natif de la commune Emir-Abdelkader, Benallal Missoum est présumé né en 1920. Après une solide formation en langue arabe et en sciences islamiques, acquise auprès de l'imam Ahmed Ben Bakhit, Benallal Missoum devient vers la fin des années 1940 et début des années 1950 l'un des membres actifs du mouvement réformiste religieux, créé par Abdelhamid Ibn Badis, en Algérie et dont le slogan est l'affirmation de l'identité algérienne avec ses trois constantes : l'Islam est notre religion, la langue arabe est notre langue, l'Algérie est notre patrie.

Convaincu que l'ancrage identitaire et religieux de la société algérienne passe aussi par les lieux de culte, Benallal Missoum se voit chargé de la construction de plusieurs mosquées à travers les villes et même les zones rurales. L'une de ces mosquées sera érigée dans le quartier de son grand-père qui était le lieutenant de l'Emir Abdelkader.

Mais bien qu'impliqué dans la vie religieuse et socio-éducative de sa communauté, il n'en oublie pas pour autant ses engagements militants. Aussi, dès le déclenchement de la guerre de libération nationale, il n'hésite pas à prendre les armes, multipliant avec son ami et beau-frère, Belharizi Belabes, les opérations d'éclat, visant des intérêts français.

Toujours en contact avec Si Kadour et son frère Si Tahar, ses compagnons d'armes, Si El Missoum met en place des plans d'actions, toujours dans la discrétion pour ne pas éveiller les soupçons. Il parvient même à faire construire des casemates, dans la discrétion la plus totale. Certaines de ces caches seront détruites lors de la bataille des M'Kadids, durant l'été 1956.

Contraint de déménager à Beni-Saf, chez son père, pour échapper aux éventuelles accusations qui pouvaient peser sur lui à la suite des opérations d'incendies de plusieurs fermes coloniales, Benallal ne se sent pas plus en sécurité. Il déménage donc à Oran et s'installe quelques jours chez son oncle M'Jahed avant de trouver une location.

Après une première perquisition du domicile familial qui s'est avérée infructueuse, les éléments de l'armée française finiront par arrêter Si El Missoum lors d'une visite impromptue à sa famille.

Conduit dans une caserne située dans le quartier Plan 2, il sera torturé pendant plusieurs jours avant d'être transféré vers la prison de la caserne de Remich. Là, il subira encore toutes sortes de tortures et de sévices avant de disparaître. Depuis, ses proches n'auront plus aucune nouvelle de lui.

Hassina Amrouni
Sources :
http://toutsurtlemcen.info/devoir-de-memoire-nul-noublie-grand-martyr-benallal-dit-al-missoum/

Jean Sénac

Le chantre de la Révolution de Novembre

Par Hassina Amrouni

Poète algérien dont les écrits se sont confondus avec son engagement révolutionnaire, Jean Sénac a vu le jour en 1926 à Ghar El Baroud, quartier situé dans la périphérie de Beni Saf.

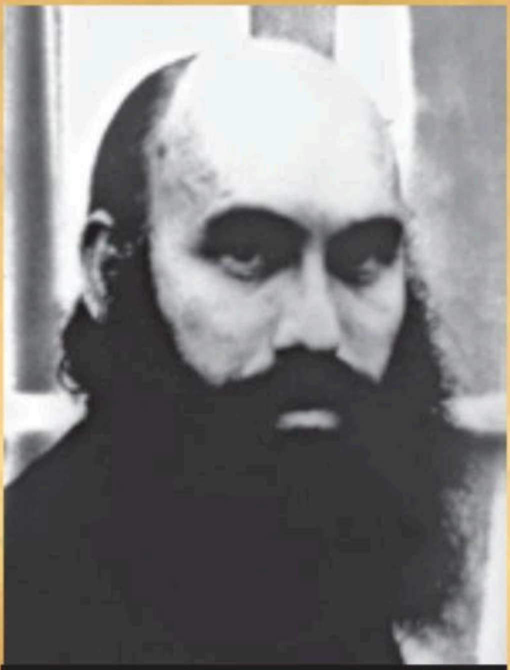
Le petit Jean qui n'a pas connu son père, porte d'abord le nom de sa mère, Jeanne Comma avant d'être reconnu, à l'âge de 5 ans, par Edmond Sénac, son beau-père.

C'est à Saint-Eugène, quartier populaire d'Oran qu'il passe son enfance et son adolescence. En 1942, il échoue à son brevet et en 1943, il passe également à côté de l'épreuve orale d'entrée à l'Ecole normale. Cela ne l'empêche pas de manier les vers avec dextérité et finesse. Il écrit ainsi son premier poème en 1941, tandis que sa première publication date de novembre 1942.

L'année d'après, il crée avec quelques amis, tout aussi épris des mots que lui, l'association des Poètes obscurs, un nom étrange qui révèlera pourtant bien des talents et mettra à nu bien des sensibilités. La même année, il accepte un poste d'enseignant au sein de l'institution Jeanne D'Arc de Mascara, tout en continuant, en parallèle, à publier des poèmes dans la revue marocaine Le Pique-Bœuf.

Signant en septembre 1944 un acte d'engagement pour la durée de

Mohamed Dib avec Jean Senac



Jean Senac

la guerre et affecté à Beni Mered, il est démobilisé en mars 1946. Installé à Bab-El Oued, chez des cousins, il fonde la même année le Cercle artistique et littéraire Lélian. Il y invite plusieurs personnalités intellectuelles dont Emmanuel Roblès, André Greck ou Jean de Maisonseul et se lie d'amitié avec Albert Camus, Mohammed Dib, Jules Roy et Jean Cayrol.

En 1948, Jean Sénac publie un recueil de poésie intitulé Mesure d'hommes, dans lequel il rassemble des écrits datant de 1946 et 1947. C'est à la même époque qu'il commence à fréquenter les milieux nationalistes algérois (Parti communiste, PPA, UDMA).

Parti en France après l'obtention d'une bourse, il revient à Alger en 1952 pour reprendre son activité de metteur en ondes à la radio. Dans son comité de rédaction, on retrouve Dib, Galliéro, de Maisonseul, Mammeri, Memmi, Nallard.

En 1953, il reprend contact avec les milieux nationalistes du PPA et MTLD, il sera en contact avec Larbi Ben M'hidi, Amar Ouzeguène, Mohamed Lebdjaoui, Mustapha Kateb...

En août 1954, il démissionne de son poste à la Radio, après une émission sur Mouloud Mammeri, dans laquelle il emploie l'expression « *patrie algérienne* ».

Au lendemain du déclenchement de la guerre de libération nationale, et alors qu'il se trouve à Paris, il n'hésite pas à rallier la Fédération de France du FLN. Jean Sénac, Yahia El Ouahrani de son nom de guerre, participe également à l'installation de l'imprimerie clandestine d'El Moudjahid chez Subervie et, en janvier 1955, il écrit

L'union des écrivains algériens en 1965 : Assis de g. à dr. : Kaddour M'hamsadji, Mourad Bourboune, Mouloud Mammeri (Président) et Jean Senac (Secretaire)

son premier poème ouvertement anti-colonialiste et publie plusieurs textes « *engagés* » dans des revues comme Esprit. En août 1956, il rencontre Jacques Miel qui deviendra son fils adoptif. Il se lie également d'amitié avec Khadda et Benanteur qui illustreront ses recueils.

Rentré en Algérie, après l'indépendance, il s'installe dans un appartement à la Pointe-Pescade, il est nommé conseiller du ministre de l'Éducation nationale, fait partie du comité chargé de la reconstitution de la bibliothèque de l'Université d'Alger brûlée par l'OAS et prend part en 1963 à la fondation de l'Union des écrivains algériens dont il sera le secrétaire général jusqu'en 1967.

Revenu à la radio, il y anime les émissions Le poète dans la cité (1964-1965) et Poésie sur tous les fronts (1967-1971). So recueil Avant-Corps est publié en 1968 chez Gallimard. L'année d'après, il s'installe dans une cave, formée de deux pièces exiguës au 2, rue Élisée-Reclus.

Intellectuellement, il est au summum de la création puisqu'il multiplie les conférences, organise des récitals et publie plusieurs anthologies...

Dans la nuit du 29 au 30 août 1973, Jean Sénac est tué chez lui, un meurtre jamais élucidé. Il sera enterré le 12 septembre au cimetière d'Aïn-Benian.

Conformément à son testament, les archives de son œuvre seront remises à la Bibliothèque nationale d'Alger et aux Archives de la Ville de Marseille.

Hassina Amrouni

El-Djazaïr .com

L'UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À LA PROMOTION DE L'ALGÉRIE

www.eldjazaircom.dz

La première promotion des transmissions baptisée Promotion « Zabana ». Août-septembre 1956
1- Mustapha Hadjadj-Aoul dit Mahfoud. 2- Abderrahmane Berrouane dit Saphar. 3- Commandant Omar Telidji en civil.